

# Méditerranée

Cyrille Aillet  
Pere Benito i Monclús  
Andrea Brazzoduro  
Henri Bresc  
Eleonora Canepari  
Giovanni Ceccarelli  
Béatrice Delaurenti  
Jean-Baptiste Delzant  
Vincent Denis  
Jérémie Dubois  
François Foronda  
Patrick Gaboriau  
Jean-Pierre Guilhembet  
Claire Judde de Larivière  
Noémi Lévy-Aksu  
Marie-Élisabeth Mitsou  
Antonio Montefusco  
Inès Mrad Dali  
M'hamed Oualdi  
Camille Rouxpetel  
Aldo Schiavone  
Jean Schmitz  
Lucette Valensi  
Dominique Valérian  
Nathan Wachtel  
Jean-Claude Yon

*Comptes rendus*



**Claudia Moatti, Wolfgang Kaiser  
et Christophe Pébarthe (dir.)**

*Le monde de l'itinérance en Méditerranée de  
l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de  
contrôle et d'identification*

Bordeaux, Ausonius, 2009, 710 p.

Le renversement intellectuel opéré au cours des deux dernières décennies, reconsidérant le statut de la mobilité humaine dans les sociétés qui ont précédé l'époque contemporaine pour la dégager de la marginalité, tant sociale qu'historiographique, n'en finit pas de donner naissance à de nouveaux travaux. Cet ouvrage s'inscrit pleinement dans cette perspective et conclut un vaste programme de recherche ainsi qu'une série de rencontres internationales sur la mobilité en Méditerranée qui ont été l'un des opérateurs de cette importante mutation historiographique. Après deux volumes consacrés aux instruments de contrôle et aux documents d'identification, puis aux « gens de passage », c'est-à-dire au statut des « étrangers » dans les sociétés d'accueil, le dernier opus de cette vaste trilogie s'attache plus particulièrement aux formes de la mobilité et au mouvement lui-même. Comme le soulignent dans leur dense introduction Claudia Moatti et Wolfgang Kaiser, l'ouvrage relève d'un parti pris, d'un pari qui est celui du décentrement par rapport au point de vue traditionnel des sociétés sédentaires, en s'intéressant non à l'accueil et à l'insertion des individus mobiles, mais au départ sous toutes ses formes.

Ce riche et épais ouvrage embrasse des aspects extrêmement variés de phénomènes sociaux qui sont autant de formes particulières de mobilité, dans un cadre géographique ouvert – une Méditerranée annexant la Mésopotamie –

et une vaste périodisation qui court des empires de l'âge du Bronze au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Fruit de deux rencontres distinctes dont il rassemble les contributions, soigneusement éditées et pourvues de précieuses bibliographies et d'utiles annexes documentaires (mais malheureusement sans carte), l'ouvrage se décline en trois parties : une première consacrée aux groupes dont la mobilité est la caractéristique essentielle du mode de vie (ces « vies en mouvement »), une autre à la gestion de l'immigration libre (dont la colonisation), la dernière aux formes de départ forcé (exil, déportation et asile). C'est une très ample moisson historiographique qui comblera les curiosités des spécialistes de la mobilité aux différentes époques, avec d'ailleurs une large place accordée à l'Antiquité, permettant un certain décloisonnement de ce point de vue.

L'unité d'un tel volume peut sembler relever de la gageure. Cependant, son apport va bien au-delà de celui d'une simple contribution érudite à l'histoire des civilisations de la Méditerranée, en raison des fortes hypothèses posées par les directeurs du projet et exposées explicitement dans l'introduction générale, de la structuration très claire de l'ouvrage, mais aussi de la capacité des contributeurs à jouer le jeu de la réflexion collective en sortant du confort disciplinaire et en s'intéressant à un objet commun, dans un dialogue entre périodes et spécialités habituellement séparées. Pour ne prendre qu'un indice, la présence récurrente, dans une partie au moins des bibliographies des contributions, de références communes atteste d'une circulation des savoirs de bon augure et justifie les risques pris par les organisateurs de cette réflexion collective.

La thèse qui constitue le fil directeur est celle d'une reconsidération de la nature sociale

et politique de la mobilité, dans une perspective comparatiste et transhistorique. À la territorialité et aux formes de contrôle nées avec l'avènement des États-nations au XIX<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage oppose les vastes constructions étatiques antérieures, dont la territorialité est plus problématique, et les régimes de contraintes bien différents de ceux de la modernité libérale. Explorant ces configurations diverses, les contributions étudient les pratiques sociales, les catégories et les statuts juridiques qui encadrent les différents types de mobilité liés à l'émigration. L'analyse porte moins sur la composition des groupes que sur les pratiques de mobilité et ce qui les structure, plus particulièrement en lien avec les formes de pouvoir. Interrogeant ce que le mouvement fait à l'histoire, l'ouvrage fait de l'émigration le laboratoire privilégié de l'observation des structures de pouvoir des différentes sociétés méditerranéennes, ébranlées ou remises en question par la mobilité. Se joue ainsi un déplacement majeur par rapport aux traditions historiographiques de l'étude des migrations, qui consiste à ne plus privilégier le point de vue des sociétés d'accueil et celui de l'horizon d'une « intégration » pour porter l'analyse sur les groupes mobiles dans leur mouvement même.

Ce faisant, les auteurs en viennent à remettre en question quelques dichotomies trop évidentes, à commencer par celle qui opposerait sociétés nomades et sédentaires. Plusieurs contributions, dans des contextes différents comme l'Apulie ou la Cilicie et Istanbul au XVIII<sup>e</sup> siècle, montrent la difficulté à tracer clairement les limites entre ces groupes, insistant sur la porosité des catégories et le caractère transitionnel et heurté des trajectoires de mobilité, comme sur l'impossibilité de rabattre un mode de vie unique sur un milieu particulier. Les différents auteurs donnent ainsi une idée de l'ampleur, de la variété et de la complexité des mouvements migratoires continus qui irriguent les sociétés des rives de la Méditerranée, et qui les constituent, leur restituant leur véritable portée historique. L'itinérance, le nomadisme, les migrations saisonnières sont partie prenante de l'histoire des peuples méditerranéens, tout comme les déportations et les migrations forcées ont largement compté dans l'histoire de la région.

L'ouvrage témoigne aussi de la diversité des démarches et des efforts des administrations et des pouvoirs pour les orienter, les canaliser ou les provoquer (par l'exil et la déportation). C'est une histoire profondément politique qui est donnée à lire, tant les formes prises dans l'encadrement de l'émigration sont révélatrices des structures de pouvoir. Les auteurs se gardent bien d'un récit unificateur. S'ils reconnaissent l'existence d'inflexions, dans le sens d'un renforcement de la territorialité étatique à partir de la fin du Moyen Âge et pendant l'époque moderne, la lecture des contributions ne donne pas l'impression d'une croissance plus ou moins continue de l'État dans la longue durée. La région semble avoir finalement expérimenté les formes les plus variées de contrôle et de territorialité à travers son histoire. Nul récit linéaire de la genèse des types d'encadrement de la mobilité, qui serait celui d'une « rationalisation », mais plutôt des éclairages précis sur des expériences, qui sont autant de réponses pragmatiques à des situations particulières. Les dispositifs renvoient eux-mêmes à des conceptions spécifiques de l'organisation politique et du déploiement du pouvoir dans l'espace, dont les deux figures extrêmes seraient l'empire et la cité imaginée comme un espace clos. Entre ces deux pôles, du plus ouvert au plus fermé, se déploie une infinité de variantes. L'ouvrage débouche ainsi sur un questionnement de la souveraineté et des formes de régulation, qui appelle d'autres enquêtes, mais aussi sur la conclusion que les populations mobiles ont très largement structuré les sociétés méditerranéennes.

VINCENT DENIS

**Estelle Galbois  
et Sylvie Rougier-Blanc (éd.)**

*La pauvreté en Grèce ancienne : formes,  
représentations, enjeux*  
Bordeaux, Ausonius, 2014, 276 p.

Qui est pauvre ? Que recouvre ce terme ? À partir de quelles sources peut-on étudier la pauvreté dans la Grèce ancienne ? Telles sont quelques-unes des questions posées dans cet ouvrage. C'est comme anthropologue que je

l'ai lu, et non comme historien de la période considérée. J'ai été fort intéressé par le dialogue des disciplines qui s'instaure entre l'histoire et l'anthropologie – le lecteur que je suis s'interrogeant sur l'actualité ou non des interrogations et des perspectives. Le livre, fruit d'une journée d'étude, est divisé en trois parties : d'abord une réflexion sur le vocabulaire utilisé pour dire la pauvreté, ensuite une étude des « pratiques » des pauvres, enfin, une réflexion à partir des images des pauvres et de leur visibilité (à travers le support des terres cuites de l'époque hellénistique et de la céramique grecque attique des VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles av. J.-C.). Autrement dit, « la pauvreté a-t-elle un visage ? » (p. 23).

Une réflexion sur les « catégories indigènes » (p. 13), celles de *pénia*, *ptôcheia*, *aporía*..., paraît essentielle pour s'interroger sur ceux qui seront nommés à d'autres époques gueux, chemineaux, va-nu-pieds, vagabonds, indigents, mendiants, miséreux, clochards, SDF ou exclus. La rareté des sources (littéraires, philosophiques) est soulignée – les pauvres y sont muets ou sont décrits tels qu'ils sont perçus par les riches –, tout comme le peu de travaux qui abordent spécifiquement le thème de la pauvreté. Plus abondants sont ceux associant une réflexion sur la pauvreté et la richesse (comme critère du prestige et du pouvoir), ou ceux sur l'esclavage ou les élites. Pas plus dans la Grèce ancienne qu'aujourd'hui, les pauvres ne constituent une catégorie homogène. Articuler à la fois l'étude des représentations et celle des pratiques de la pauvreté constitue la démarche empruntée par l'ouvrage.

Le manque, la privation, l'absence de moyens et d'argent, la pénurie, représentent une première perspective pour décrire l'« espace social » occupé par les pauvres, marquée dans le vocabulaire par l'α- privatif (qui pourrait se comparer au « sans » du vocabulaire actuel : sans-logis, sans-abri, sans domicile fixe...). La pauvreté, envers de la richesse, signifie servitude et est vue parfois comme une manière de vivre. Cependant, le vocabulaire de la pitié est rare. Ulysse est vêtu de haillons et il a faim, nourriture et vêtements constituant les « figures grecques du dénuement » (p. 106). Le pauvre est également d'aspect misérable et prématurément vieilli. Si le pauvre (*pénès*) travaille, il demande lui aussi de la nourriture ; en revanche,

le mendiant urbain (*ptôchos*), qui ne travaille pas, erre et réclame en tendant la main (geste qui traverse les âges) des aliments pour survivre au jour le jour – c'est un « itinérant » comme disent aujourd'hui les Québécois parlant des gens « à la rue ».

La question du logement des miséreux (aujourd'hui centrale dans les mouvements associatifs en faveur des personnes sans-logis, « un toit c'est un droit ») n'est guère évoquée dans les mentalités de la Grèce ancienne. « La pauvreté est haïe » (p. 53), le pauvre est objet de mépris, de honte et de déshonneur. Il est l'antithèse du caractère noble et de la morale aristocratique et sert de repoussoir. Mis à l'écart de la vie politique, il n'a pas les droits du citoyen car, comme travailleur rémunéré, il n'aurait pas le temps de les exercer, pense l'élite. Il est aussi exclu des relations sociales et humaines (avec les amis et les femmes s'il est homme). À la différence du pauvre qui travaille, fait partie de la société et occupe une place reconnue, le mendiant, par son refus ou son impossibilité de travailler, est « hors-caste » (p. 61), caricaturé en bouffon et en fainéant – il devient, à la suite de l'*Odyssee*, un personnage littéraire.

Les poèmes homériques sont interrogés pour déterminer s'il existe, à l'époque archaïque, une catégorie – économique, sociale, culturelle – que nous appellerions « les pauvres ». La pauvreté est saleté, faiblesse, d'abord expression du corps. Comme la richesse, donnée par les dieux, la pauvreté n'a pas à être reprochée, d'autant qu'elle pourrait n'être qu'un état provisoire. Le mendiant doit rester à sa place, faire « profil bas » (p. 69). De nombreuses sources sont étudiées qui nuancent ou donnent des perspectives variées sur les formes de la pauvreté : les poèmes d'Hésiode, le corpus théognidéen, les élégies de Solon (le texte souligne que les pauvres n'ayant pas de revenus suffisants tirés de leur terre entrent dans un système de dettes qui peut conduire l'endetté, incapable de rembourser, à être vendu comme esclave par le créancier). Les pauvres sont-ils seulement visibles ? L'étude des pratiques funéraires peut ainsi préciser qu'une tombe est pauvre, mais s'agit-il d'une tombe de pauvre ? Que faisait-on du corps des mendiants, était-il précipité dans le *barathron*, comme celui des criminels ? Existait-il des

« squats », des cabanes ? Habiter, c'est appartenir à un *oikos*, se rattacher à un cadre familial, comme propriétaire libre ou esclave, où la maison, l'*oikia*, n'est qu'une composante. Être « sans *oikos* », c'est être sans lien social, sans patrimoine, sans famille, et pas seulement sans habitat. Ainsi la notion de « sans-logis » n'existe pas comme telle dans la Grèce ancienne, le problème est pensé en fonction de la maisonnée et du foyer, en fonction du rattachement civique et de l'inscription communautaire. D'où l'importance des lieux abandonnés, des ruines, des tours rurales, des bains, et puis surtout du seuil, du porche, du portique, espaces du mendiant, ni *oikos*, ni dehors, mais entre-deux, qui sont autant de refuges temporaires. Le mendiant sera là, « constamment debout sur le seuil, dans l'embrasement des portes » (p. 112), non pas comme un invité qui entre et franchit les seuils, lieux de transition, mais comme devant rester là, dans cet espace liminaire, séparé des autres situables dans un *oikos*, et sans intégration possible.

Les pauvres seraient-ils présents dans l'art grec ? Existe-t-il un réalisme social ? Mentionnons les portraits des philosophes cyniques qui ont choisi une pauvreté vertueuse codifiée, distincte de la pauvreté avilissante, celle des travailleurs (menuisiers, tailleurs de pierre, potiers, pêcheurs, paysans, etc.) contraints de gagner leur pain, obligés à l'infamante activité manuelle où, à la limite, le travailleur est risible. Dessins, peintures et statuettes montrent parfois des « êtres disgraciés » (p. 172). « C'est à l'époque hellénistique que l'on observe l'engouement pour les représentations de mendiants, de nains, de Pygmées, d'acteurs ou d'esclaves dans la petite plastique de bronze et de terre cuite principalement » (p. 172). Il existerait des « codes » pour représenter la pauvreté : « maigre, maladie, vieillesse, le vêtement ou encore l'activité des protagonistes » (p. 173). La beauté semble incompatible avec la pauvreté ; le pauvre est un dominé, qui a un statut d'inférieur – il est souvent représenté plus petit que les autres, en position basse, infirme ou vieux. Au contraire, richesse rime avec jeunesse et force, avec biens et pouvoir, avec beauté, loisir et éducation. Le mendiant ne possède rien ; il dépend d'autrui pour ses repas et ses loques ; il est perçu comme un parasite et représenté en figurine comme un individu difforme, mon-

tré dans sa laideur même, qui prend une valeur esthétique. Je m'en voudrais de ne pas mentionner l'image de Diogène qui traverse les âges : celle du pauvre volontaire qui répond de façon courageuse et insolente à Alexandre, roi de Macédoine ; il inverse les valeurs qui pèsent sur les pauvres, revendique une volonté d'autarcie et de dépouillement en vivant dans une jarre (*pithos*).

Je passe ici sous silence les nombreuses références bibliographiques grecques et récentes. La réflexion sur les abandons d'enfants m'a aussi beaucoup intéressé et je n'insiste pas sur les variations qui existent selon les auteurs (Aristophane, Platon...) et le moment historique : le nombre de pauvres peut changer en fonction des guerres, des pressions fiscales, des épidémies, des tensions politiques ; il peut s'étudier à l'échelle de la région ou de la cité. C'est un livre que j'ai beaucoup aimé, non seulement parce qu'il interroge les catégories et les usages, mais aussi parce qu'il consiste en une tentative audacieuse de réponse à des questions simples telles que : Où vivaient les « pauvres » dans la Grèce ancienne ? Dans quels lieux dormaient-ils ? Quelles étaient les représentations collectives dominantes et sur quelles assises se fondaient-elles ? Travaillant pour ma part sur le thème des personnes à la rue à notre époque, dans Paris, Moscou et Los Angeles, il m'invite à associer des sources variées, à tenir davantage compte des traces éparses visibles dans les villes : dispositifs (plots, piques, sièges charriés) pour empêcher un SDF de s'allonger et dormir ; matelas mis dans un coin où quelqu'un viendra le soir s'allonger... Ce livre relance au fond le questionnement de l'anthropologue ; il souligne, à partir de ce thème précis, la valeur heuristique du dialogue des disciplines.

PATRICK GABORIAU

### Gérard Chouquer

*La terre dans le monde romain :*

*anthropologie, droit, géographie*

Paris, Errance, 2010, 355 p. dont 8 p. de pl.

Une discipline ne saurait vivre ou survivre si elle ne produit pas des manuels adéquats. Les fondateurs de la revue des *Annales* avaient d'ailleurs pris le parti de consacrer un espace non

négligeable à cette catégorie des « manuels », entendue au sens large, dans la rubrique des comptes rendus. Ce nouveau livre sur la terre dans le monde romain, dont la catégorisation n'est toutefois pas si simple, y a donc tout à fait sa place. En l'occurrence, il s'agit d'une spécialisation émergente, l'archéogéographie, dont la visibilité est assurée par le site internet déjà très riche d'archeogeographie.org et la reconnaissance par l'article qui lui est consacré dans la nouvelle édition du *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*<sup>1</sup>. Le public visé par Gérard Chouquer est celui des « lecteurs non spécialistes » (p. 18).

De fait, les interprétations des extraits des grammatiques, des documents épigraphiques, des textes juridiques, ou des nombreuses images, sont présentées sur un mode didactique tout à fait bienvenu. Le souci de faire réémerger les concepts antiques, en les dépouillant de la gangue des études menées depuis la Renaissance, de la surimpression déformante tant des notions modernes et ambiguës de « propriété » ou de « cadastre » que des pratiques ou droits coloniaux modernes, procède du même objectif. Grâce à cette « archéologie du savoir » pratiquée sur deux strates, l'une moderne, l'autre antique, une salutaire prise de conscience des éventuels écueils méthodologiques est rendue possible, y compris par le lecteur peu féru de droit, de fiscalité, d'historiographie ou de structures agraires. Toutes les notions sont traduites et clairement définies ; l'index général permet de disposer d'un quasi-dictionnaire – ce qui fait d'autant plus regretter l'absence d'un outil similaire pour les sources. En effet, non seulement les extraits sont proposés en français, ce qui constitue toujours un engagement doctrinal, en général explicite, mais les passages les plus délicats sont commentés autant que nécessaire, ce qui se révèle tout à fait précieux ; nomenclatures et typologies abondent (les facettes du métier d'arpenteur, les *formae* et documents afférents...). De nombreux tableaux ou schémas très pédagogiques ponctuent le texte, facilitent la compréhension et soumettent la construction intellectuelle à la critique.

Néanmoins, dans bien des chapitres, on se situe plutôt du côté de l'essai, voire du manifeste. Les prérequis sont donc substantiels, car le texte est exigeant, volontiers abstrait, et la matière ardue (il est d'ailleurs sage

conseillé d'avoir à portée de la main un manuel antérieur, rédigé avec François Favory<sup>2</sup>). On se trouve en effet placé à la croisée de l'histoire des mots, de l'histoire intellectuelle, des techniques et de la fiscalité, signe d'un fort élargissement des problématiques depuis les travaux sur les « cadastres » des années 1980. La dimension fiscale est désormais intégrée à la réflexion. Avec la thématique de la conception et de la maîtrise de l'espace, le dialogue est ouvertement engagé, polémique à l'occasion, avec les historiens de la rationalité romaine. Le volume est composé de deux volets dont l'un est consacré à une approche juridique et anthropologique, généraliste, qui pose les concepts, et l'autre à la terre à Rome, « entre droit et arpentage », qui aborde des dossiers fondamentaux (catégories juridiques, fiscalités foncière et vectigaliennne, techniques d'arpentage et d'enregistrement, prise en compte de l'instabilité naturelle, technique ou historique et des mutations, controverses agraires). Sans entrer dans le détail des développements très analytiques, on se bornera à énumérer succinctement les centres d'intérêt essentiels qui sous-tendent et singularisent ce traité.

Les outils d'analyse primordiaux sont fournis d'une part par la notion d'analogie (ou, mieux, par l'analogisme méthodologique, avec un renvoi aux productions de Philippe Descola), qui permet de restituer, à travers un catalogue systématique, la démarche et les objectifs des spécialistes antiques, leurs idéaux et leurs certitudes, leur manière d'affronter la diversité, bref leur épistémologie, et d'autre part, par le concept de rapport socio-spatial foncier (inspiré de l'anthropologie sociale d'Alain Testart, combinée à la théorie des maîtrises foncière et fruitière, élaborée, entre autres, par Étienne Le Roy). Par suite, les taxinomies essentielles reposent sur trois pôles géosociaux : foncière (le *fundus* étant la « cellule fondamentale », la structure de base, qui n'est réductible ni à son sens fiscal ni à son acception domaniale), territoriale (marqué par la discontinuité et la fragmentation spatiales) et civique (caractérisé par la recherche de cohérence, d'homogénéisation, d'intégration).

Du point de vue historique, outre le rappel récurrent de la différence quasi infrangible entre Italie et sol provincial, l'auteur est enclin à considérer comme pré-augustéen l'usage du

*pagus* comme circonscription fiscale. On retient aussi la mise au point sur les litiges et les compétitions entre l'arpenteur et le juge pour la définition d'un droit agraire, les tentatives du pouvoir impérial de contrôler la science juridique spécialisée et, à cet égard, le tournant, opéré au sein de la dynastie flavienne, par un Domitien qui inverse la jurisprudence au sujet de la concession des subcésives en Italie. Enfin, la corrélation est posée entre l'inflexion sensible, par rapport au Haut-Empire, dans la hiérarchisation des questions techniques exposées dans les traités des arpenteurs de l'Antiquité tardive et les réformes fiscales de cette époque ou le probable essor du rapport géosocial fondamental.

Dans ce très riche panorama, le domaine fiscal est assurément le moins bien traité : les traductions et les études utilisées sont quelquefois datées et obsolètes. Certains passages approximatifs ou trompeurs doivent ou devront être amendés en fonction des travaux de Jérôme France (fiscalité) et de Béatrice Le Teuff (recensements).

Une fois le livre refermé, le « lecteur non spécialiste » est devenu pleinement conscient que, contrairement aux poncifs souvent véhiculés ou au(x) mythe(s) du droit romain, l'empire de Rome et son foncier étaient placés sous le signe de la pluralité, voire de la discontinuité et de la disparité, et que l'enjeu de leur étude est de tenter de comprendre ce pluralisme, cette marqueterie, ce feuilletage. La diversité des régimes de propriété était bel et bien une des composantes de l'impérialité : « la colonisation romaine n'a jamais eu pour objectif de diffuser la forme romaine supérieure du droit sur le sol, le *dominium*, et d'en faire la forme modèle que tous devraient imiter et adopter » (p. 52) – formulation plus heureuse que celle de la page suivante, qui propose de qualifier la notion de *res publica* à Rome de « communautariste, ethnique et antisociale ». Il en est de même pour les unités de mesure, le vocabulaire, etc. Prévalait aussi la multiplicité des formes d'enregistrement du statut des terres (par limitation orthonormée, par *fundus* et par *pagus*, l'importance de ce dernier comme circonscription fiscale étant revalorisée par les recherches récentes).

Par ailleurs, pratiquement dans chaque chapitre, sans que soit affaiblie une constante

volonté de démoderniser, de désessentialiser et d'historiciser l'objet d'étude, la lecture est une invitation au comparatisme et au dialogue. Bien au-delà du cercle des antiquisants, ces analyses, modèles ou réflexions intéresseront les historiens ruralistes, les anthropologues du droit ou les géographes. La confrontation avec les cas d'espèce et les données de terrain (à Orange ou ailleurs) suscitera aussi les discussions, que faciliteront la définition d'un cadre théorique, et l'outil de travail que procure cette synthèse-guide, qui se déploie du rappel des notions les plus élémentaires aux hypothèses les plus novatrices, est un stimulant point de repère et de référence désormais au sein d'une bibliographie très dynamique.

JEAN-PIERRE GUILHEMBET

1 - Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, [2003] 2013.

2 - Gérard CHOUQUER et François FAVORY, *L'arpentage romain : histoire des textes, droit, techniques*, Paris, Éd. Errance, 2001.

### Mario Pani

*Il costituzionalismo di Roma antica*

Rome, Éd. Laterza, 2010, VII-197 p.

La pensée classique a réfléchi, dès ses débuts ou presque, sur l'essence et les formes de la politique. Cela n'a rien de surprenant. L'invention de la politique en tant que mode spécifique d'organisation et de gestion du pouvoir a accompagné, en Occident, celle de la *polis* comme « communauté d'égaux » (selon Aristote) et la découverte vertigineuse de l'intériorité du « moi » (« Tu ne saurais atteindre les limites de l'âme, aussi loin que te porte ta route, tant elle a un *logos* profond », selon Héraclite) : une connexion sur laquelle insistait à juste titre Santo Mazzarino.

En réalité, les développements dans ce domaine ont été beaucoup plus grecs que romains. Et ce n'est pas un hasard si un premier classement des formes de gouvernement, une sorte de grammaire élémentaire de la politique, destinée à avoir un très long succès, d'Hérodote à Thomas Hobbes, en passant par Platon, Aristote, Polybe, Machiavel, est grec.



Tout comme l'est l'introduction du mot *politeia*, fréquemment utilisé par Aristote, pour indiquer l'organisation institutionnelle d'une société, son régime politique et gouvernemental.

D'un point de vue strictement théorique, les Romains ont assez peu ajouté à tout cela. Il y eut une période relativement brève, de Polybe (un Grec, quoique romanisé, qui pensait et écrivait en grec) à Cicéron, durant laquelle, à Rome aussi, il fut débattu de philosophie politique. C'est à cette époque que prit corps ce que nous pourrions appeler l'« idéologie républicaine », au moment où se désagrégeait la réalité qui aurait dû la soutenir et où se construisit le modèle idéal de la *res publica* et, pour ainsi dire, son canon historiographique et mnémonique, alors que son effectivité courait déjà à la ruine, sous le poids de l'empire à peine conquis. Ce mythe fut destiné à d'infinis remaniements et à nourrir la culture politique moderne, laquelle aurait considéré comme des faits indéniables ce qui n'était, depuis le début, que des idéalizations historico-littéraires et des exercices d'invention et de manipulation de la mémoire collective.

Toutefois, après cette parenthèse qui dura jusqu'aux années d'Auguste, nous ne trouvons presque plus rien dans le domaine de la philosophie politique à Rome, ce qui ne cesse de nous sembler paradoxal. La pensée historique aux temps du Principat – Tacite compris – ne produisit plus aucune nouveauté authentique en termes de théorie politique, et la pensée juridique de l'époque s'enferma à son tour aux confins du droit privé, qu'elle franchit uniquement pour essayer d'imposer (non sans succès) un voile de légalité sur les pratiques administratives et gouvernementales d'un empire sans limites. Comme si la force conceptuelle de la culture politique et juridique romaine s'était entièrement concentrée dans la construction et dans la gestion de l'empire, plutôt que dans sa théorisation.

Le choix de Mario Pani de se focaliser sur la période républicaine semble donc opportun. L'auteur est l'un des rares historiens de la Rome antique qui ait manifesté une forte sensibilité pour les aspects juridiques et institutionnels, au point de placer son travail à la limite entre deux domaines historiographiques qui, habituellement et malheureusement, ne communiquent pas beaucoup entre eux : l'histoire des

idées, de la politique et de la société, d'un côté, et l'histoire du droit (public) de l'autre. C'est là son mérite incontestable.

Dans quelle mesure pouvons-nous parler d'un « constitutionnalisme » antique, en particulier romain ? Il n'existe pas en latin de mot auquel attribuer, sans forcer, le sens moderne, de la fin du XVIII<sup>e</sup> puis du XIX<sup>e</sup> siècle, de « constitution ». La même habitude, à vrai dire assez fréquente, de traduire ainsi le grec *politeia* (par exemple dans le titre de la célèbre opérette aristotélique) n'a aucun fondement solide, ni sur le plan philologique, ni sur celui de l'histoire de la pensée politique.

En effet, il faut admettre que si nous donnons au terme « constitution » son sens premier et formel de texte écrit contenant les principes et la description normative de l'organisation institutionnelle d'une société donnée, non seulement le mot manque dans les lexiques classiques, mais l'idée même qu'il devrait exprimer ne se retrouve pas dans ces cultures. M. Pani est, du reste, parfaitement conscient de cette difficulté : le premier chapitre de son livre – d'ailleurs riche de doctrines et de pensées – est une tentative remarquable de contourner cet obstacle sans confondre réalités antiques et projections modernes.

Les choses changent si nous entendons le mot « constitution » dans un sens moins formel et plus effectif : non pas comme un texte normatif mais comme un ensemble – non fixé dans un document, et non codifié – d'habitudes institutionnelles, d'organismes publics, de dictées législatives et de comportements politiques, dont l'équilibre global exprime la forme de gouvernement d'une société et le statut de sa citoyenneté. En d'autres termes, si nous nous référons à l'organisation d'une réalité politique substantielle que, quelquefois, les Grecs indiquaient justement par *politeia* et les Romains par *civitas*, et certains juristes modernes comme constitution dans son acception « matérielle », nous pouvons bien parler de « constitution » romaine : ainsi que Francesco De Martino l'a fait en Italie, par exemple, en reprenant une habitude que nous pouvons, pour certains aspects, faire remonter à Theodor Mommsen<sup>1</sup>.

Il est également possible de parler de « constitutionnalisme », comme choisit de le faire M. Pani, en étant cependant attentif à dégager le terme de toute allusion actualisante

et en l'utilisant plutôt pour indiquer l'attention romaine – développée surtout entre le II<sup>e</sup> et le I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. – à la description de la spécificité d'une *forma civitatis* (de sa construction et de ses changements), d'une « image de cité et de peuple », dans l'essence de laquelle on croyait apercevoir un signe de la grandeur de Rome et de sa prédestination à la domination mondiale. Non, la république romaine n'était pas un État de droit, et son organisation n'était pas non plus proche de ce que les modernes entendent par « État ». Mais durant toute une période de son histoire, la culture aristocratique de la cité a réfléchi sur les caractères originaux d'un *modus gubernandi* formé par stratifications successives, qui avait permis de conquérir le monde, et dans lequel la jouissance de la citoyenneté était accompagnée de l'exercice de certains droits de liberté non comprimés par la forme oligarchique de la direction politique.

Si nous le considérons dans cette perspective, le livre de M. Pani se révèle un guide riche en suggestions et observations qui, loin de toute interprétation forcée – étant donné qu'il souligne soigneusement la dérivation de ses points de référence –, contribue au contraire à nous faire comprendre la particularité de l'organisation institutionnelle romaine. C'est justement parce que la politique antique a été à la base du laboratoire idéologique et institutionnel de la modernité, dans un jeu continu de miroirs et de renvois qui a créé des enchevêtrements interprétatifs presque inextricables, que dans ce domaine le devoir de l'historien est surtout celui de distinguer, de séparer, d'attribuer à chacun le sien. Le travail de M. Pani nous aide à le faire avec intelligence et sagesse.

ALDO SCHIAVONE

1 - Francesco DE MARTINO, *Storia della costituzione romana*, Naples, E. Jovene, [1951] 1973.

### Jessica L. Goldberg

*Trade and Institutions in Medieval Mediterranean: The Geniza Merchants and their Business World*

Cambridge, Cambridge University Press, 2012, XXI-426 p.

L'ouvrage de Jessica Goldberg présente une grande ambition servie par une extrême nou-

veauté. L'auteure ne cache pas un esprit critique combatif, quelquefois dérisoire quand elle impute à Fernand Braudel d'ignorer volontairement l'islam dans sa définition de la triade méditerranéenne : blé, huile, vin. Elle se place dans la tradition des études de la *Geniza* du Caire, dont elle analyse un corpus de 697 lettres commerciales, 140 d'entre elles étant soumises à une analyse intensive. La chambre des papiers de la synagogue d'obédience hiérosolymitaine de Fustât – reconstruite après le grand anéantissement des églises et des communautés juives de l'empire fâtimide sous al-Hâkim de 1009 à 1012 – rassemble les lettres, les rouleaux et les écrits d'un milieu marchand, juif de religion et arabe de langue, frange minuscule du monde sous domination de l'islam, mais dont le caractère central dans le développement des échanges est indubitable.

Dix chapitres suivent le même modèle : à partir d'un récit de voyage, d'accident, de procès, un thème est choisi et suivi. Ils s'ordonnent en deux parties. La première aborde les institutions commerciales, les *ashâbunâ*, la correspondance et les associations, la nature des commerces et le paysage humain. La seconde partie traite de la géographie des commerces, des infrastructures postales, des marchés régionaux, des voyages. J. Goldberg pose le problème de la représentativité de son échantillon : quelques centaines de lettres seulement sur les dizaines de milliers échangées entre les trois pôles de ce commerce, Fustât, Kairouan-Mahdia et Palerme, ainsi qu'avec les autres ports. Cette documentation fragmentaire ignore les marchands musulmans et chrétiens, les juifs d'obédience babylonienne et les qaraïtes, du fait d'une conservation hasardeuse. L'auteure se défend donc de toute généralisation. Il reste à établir une comparaison entre son apport et celui des liasses de *papyri* plus modestes qui ont révélé les correspondances des marchands égyptiens musulmans.

La reconstitution de la communauté juive de Fustât a été soutenue, après 1020, par l'immigration d'Occidentaux, les *maghribis*, sur deux générations. Ces deux groupes de marchands se sont établis sur des axes communs : jusqu'en 1040, c'est la correspondance d'Ibn 'Awkâl qui éclaire un commerce tourné vers les produits de luxe à destination des métropoles occidentales, Kairouan et Palerme, gros marchés de

consommation et relais vers l'al-Andalus ; de 1040 à 1080, ce sont les lettres du groupe de Nahray b. Nissîm qui décrivent une activité concentrée sur le commerce du lin égyptien, rassemblé dans les villages, emballé et expédié vers ces métropoles en déclin et vers les villes et les ports où se sont développés des pouvoirs concurrents et des industries textiles, Sfax, Sousse, Mazara. L'analyse des lettres dévoile les rouages de l'achat, du transport et de la vente : la compétence, l'expertise, la capacité de reconnaître les qualités des produits agricoles (l'huile tunisienne et le lin) qui sont le fondement du commerce, puis la réputation, l'honneur du marchand, le *djâh*, qui n'inclut pas la probité, voire comporte une part de ruse et de mensonge.

Ces qualités soutiennent un négoce par correspondance, commandé et ordonné par deux institutions, la représentation, *agency*, qui laisse une totale initiative au représentant local, et la représentation réciproque, *suhba*, qui, sous le langage de l'amitié, assure des services limités et de valeur égale aux deux contractants. Ces partenariats n'ont rien d'informel, ni d'illimité, et J. Goldberg corrige sur ce point Salomon Goitein et Abraham Udovitch, pionniers de l'étude. Orais, ils exigent des témoins et des garanties et peuvent déboucher sur le recours à un système duel de justice, la cour juive assurant la médiation dans l'ombre de la cour du *qâdî* qui peut séquestrer les marchandises et punir les coupables. Les marchands de ce noyau central, hommes de réputation et de *djâh*, unis par des liens multiples de *suhba*, s'appellent entre eux les *ashâbunâ*, « nos compagnons ». Sans être un tribunal informel, comme le veut Avner Greif, ni se substituer aux cours légales, ce noyau établit par sa correspondance une hiérarchie des réputations, qui constitue une coutume seconde à côté du droit musulman, toujours appliqué. J. Goldberg polémique non sans verve contre la théorie d'A. Greif qui voit dans les marchands *maghrîbîs* un groupe fermé qui impose ses propres normes contre celles de l'État. Elle démontre au contraire la perméabilité du droit et de la coutume, le témoignage des valeurs du groupe présenté et accepté par les cours. Ces modèles nouveaux sont compa-

rés à ceux de l'Occident latin du XII<sup>e</sup> siècle, mais l'information, de seconde main, se limite à Gênes. Aucune bibliographie italienne ou française n'est citée, ni non plus sur l'Égypte.

La géographie de ces commerces offre un autre ensemble d'idées nouvelles et séduisantes. La polémique n'effraie pas l'auteure qui s'attaque à la micro-écologie et à la connectivité tous azimuts de Peregrine Horden et Nicholas Purcell, à l'idéalisation de la Méditerranée sans frontière de S. Goitein et aux schémas vieilliss qui s'attachent au commerce des juifs. Roberto Lopez, Henri Pirenne et Robert-Henri Bautier voyaient en eux des courtiers cosmopolites, et David Abulafia des transitaires en produits de luxe. J. Goldberg écarte tout cela avec vivacité : le grand commerce est d'abord à longue distance ; Mahdia-Fustât, Alexandrie-Palermo, Damiette-Tyr, il ignore les destinations locales. Il paye des droits de douane aux frontières et même en pleine mer, aux seigneuries corsaires, comme devant Monaco au XIV<sup>e</sup> siècle. Il ne connaît pas les pays qui sortent de l'aire de la *suhba*, ni l'Italie latine, ni Byzance, ni même al-Andalus. Il repose enfin sur des produits agricoles essentiels dont le transport de masse apparaît infiniment précoce.

Un schéma, qui doit beaucoup à A. Udovitch, s'élabore donc, qui concerne pour l'essentiel la deuxième génération, celle de Nissîm. Des agents compétents achètent au plus près de la production le lin dans les villages du Delta égyptien, l'huile dans l'olivaie de Sfax. Emballés, mis dans des outres ou dans des jarres, les produits sont expédiés aux correspondants, dûment avertis par une gerbe de lettres semblables, de même contenu, pour plus de sécurité. Ils seront vendus sur le marché central de ce système monocentrique pour permettre un retour rapide des fonds nécessaires à la campagne qui suit. Les voyages sont destinés à restaurer la *suhba*, mais aussi à établir de nouveaux liens ; à la différence de la *commenda* italienne, les marchands n'accompagnent pas la marchandise. Ce marché est connu par les innombrables lettres d'information et les ordres donnés.

Ce système se disloque vers 1060, avec l'invasion hilalienne, la ruine de Kairouan et

la menace qui pèse sur Palerme. Dans le désordre, les *ashâbunâ* organisent de nouvelles stratégies : ils vendent le lin dans des ports et des capitales nouvelles, les taïfas maghrébines et siciliennes, qui se dotent d'industries textiles de qualité. Ils tentent de vendre les épices en pays chrétien, *balad al-Râm*, sans grand succès. Ils doivent faire face à une concurrence de marchands amalfitains, pisans et génois, incompétents mais opulents, qui payent comptant des produits de qualité moyenne, et à celle de marchands andalous qui viennent vendre et acheter à Alexandrie en sautant l'étape de Mahdia, compromise par l'instabilité de la Méditerranée centrale. Les *ashâbunâ* se replient aussi sur la manufacture égyptienne des tissus, puis ouvrent la voie de la mer Rouge, pour un deuxième apogée, celui du XII<sup>e</sup> siècle.

On ne peut cacher le plaisir qu'offre un livre novateur, bien écrit et solidement charpenté, même si le plan aurait pu placer la chronologie en premier. On sera indulgent envers une vision de l'Europe latine « sursimplifiée », pour utiliser le vocabulaire de J. Goldberg : juifs marginaux de Mark Cohen, commerce régional dominant de Sheilagh Ogilvie, surestimation aussi du rôle des convois armés et des *mude* dans le trafic italien. L'explication de la rapide prédominance des marines italiennes en Méditerranée par la violence de la piraterie et des raids, inspirée de R. Lopez, paraît un *deus ex machina*. L'absence des Italiens de la documentation de la *Genîza* est en contradiction avec leur présence à Fustât, où ils sont attestés sous le calife 'Azîz. Le cloisonnement mis en lumière par J. Goldberg autorise à le penser.

HENRI BRESO

### Travis Bruce

*La taïfa de Denia et la Méditerranée au XI<sup>e</sup> siècle*

Toulouse, CNRS-Université de Toulouse-Le Mirail, 2013, 385 p.

Cet ouvrage constitue l'aboutissement d'une thèse de doctorat soutenue en France par Travis Bruce. Le double ancrage intellectuel français et américain de l'auteur a sans nul doute contribué au désenclavement de son point de vue

sur la *taïfa* levantine de Denia (1010-1076), l'une des principautés musulmanes nées sur les décombres du califat omeyyade de Cordoue, et qui finit par être absorbée par son puissant voisin, le royaume de Saragosse. Quiconque s'intéresse au commerce dans la Méditerranée médiévale, aux relations islamo-chrétiennes et à l'histoire d'al-Andalus tirera profit de la lecture de ce livre stimulant.

Il faut rappeler que l'éclatement de l'unité territoriale, qui avait été incarnée par le califat au X<sup>e</sup> siècle, valut aux « fractions » rivales (*tā'ifa*) qui se disputèrent al-Andalus des jugements sévères de la part des lettrés contemporains, emportés eux aussi dans la tourmente de la guerre civile. Engendrés et séparés par la discorde (*fitna*), ces États parfois éphémères durent toutefois rivaliser de créativité pour forger à l'usage de leurs populations des langages politiques qui, tout en puisant à la source commune du mythe califal, se différenciaient pour mieux se distinguer. David Wasserstein, Pierre Guichard, François Clément ou Bruna Soravia – pour ne citer qu'eux – avaient déjà contribué à faire connaître l'inventivité de ce XI<sup>e</sup> siècle andalou, mais il est vrai que l'on manque encore cruellement de sommes de référence dédiées à chacune des formations politiques de cette période. Une telle démarche nécessite de croiser textes arabes et latins, sources textuelles et matérielles, exigence à laquelle T. Bruce a su répondre en allant puiser dans les chroniques castillanes et arago-catalanes, dans les archives des cités concurrentes et des partenaires maritimes de Denia (Barcelone, Gênes, Pise), tout en intégrant les résultats de fouilles ou de prospections menées dans la région – auxquels il aurait pu néanmoins réserver plus de visibilité – et en s'intéressant de très près aux monnayages locaux. Certes, une présentation d'ensemble de ce corpus et un bilan de l'historiographie antérieure (en particulier la production en langues espagnole, catalane et italienne) auraient pu donner au lecteur, dès l'introduction, une idée un peu plus précise du champ dans lequel évoluait l'enquête. Ses apports spécifiques apparaissent toutefois au cours de la lecture.

La façade orientale d'al-Andalus fut animée dès le IX<sup>e</sup> siècle par le commerce avec l'Afrique du Nord et par les opérations de piraterie lancées sur les côtes chrétiennes par

des communautés de marins comme celle de Pechina, fondée en 884. La côte du Levant joua ensuite un rôle majeur dans la politique maritime du califat, rythmée par la course et par les premiers accords de commerce avec les puissances chrétiennes du bassin occidental de la Méditerranée. Néanmoins, pendant toute cette première période du IX<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle, Denia n'était qu'un port secondaire. Elle ne prit son essor qu'en devenant la capitale d'une principauté autonome fondée par al-Mujāhid al-'Āmirī en 1010. Ancien esclave « slave », c'est-à-dire capturé dans le monde latin, celui-ci faisait partie des nombreux clients que le tout-puissant « protecteur » du califat, le *ḥājib* al-Manšūr, avait installés dans le Levant. Critiquant la grille d'explication ethnique qui a longtemps prévalu pour expliquer la répartition des *taifas*, T. Bruce précise à juste titre que les « esclavons » (*Ṣaḡālība*) ne formaient ni un groupe ni une faction ethniques homogènes. Officier prestigieux du régime 'āmiride, al-Mujāhid s'appuya avant tout sur un réseau politique local, tout en se réclamant d'un calife fantoche pour lequel il frappa d'abord monnaie.

Surtout, il inaugura une politique résolument orientée vers l'espace méditerranéen, ce qui fit de cette enclave territoriale somme toute modeste l'une des « thalassocraties » les plus actives de la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle, capable de menacer la Sardaigne et de concurrencer Barcelone, Pise et Gênes sur leur propre théâtre d'opération. Grâce au contrôle des îles Baléares et à l'aménagement d'un arsenal qui permit à Denia de se doter d'une flotte puissante, al-Mujāhid et son fils 'Alī firent fructifier l'activité de course ainsi que les échanges avec le Maghreb (Alger, Bougie, Mahdia), les cités italiennes et Alexandrie. Le développement du commerce, qui impliquait aussi des marchands juifs et chrétiens, fut accompagné par l'intensification des frappes monétaires. Il scella également l'alliance du souverain avec les acteurs économiques de son royaume ainsi qu'avec les élites savantes, dont le rôle et l'activité intellectuelle sont cependant laissés volontairement de côté par l'auteur, qui renvoie aux travaux de B. Soravia sur les secrétaires (*kuttāb*) de la cour.

L'attention est en effet principalement dirigée vers les circulations et les flux, reportés

sur des cartes dont la lisibilité laisse un peu à désirer. La recomposition des réseaux de Denia offre un bref tour d'horizon des échanges avec le Maghreb et l'Égypte, ainsi qu'une analyse utile des relations avec les autres royaumes de *taifas*. Cependant, la partie la plus novatrice est celle qui concerne les rapports avec le monde latin. L'évocation de la conquête de la Sardaigne en 1015 donne l'occasion à l'auteur de mentionner la possible présence de populations musulmanes sur l'île avant cette date. Il aurait été néanmoins souhaitable de profiter de l'occasion pour réviser de manière critique cette documentation très fragmentaire, qui repose sur des trouvailles monétaires et quelques stèles funéraires dont la signification demanderait à être précisée, mais aussi sur des théories parfois douteuses sur l'onomastique ou sur la transformation improbable de mosquées en églises.

T. Bruce éclaire en tout cas l'imbrication étroite entre guerre de course, diplomatie et commerce, ce dernier documenté en particulier par les céramiques (*bacini*) qui ornaient les églises de Pise et d'autres villes italiennes. Quant aux relations avec la Catalogne, elles se caractérisent à la fois par une confrontation endémique, mais ponctuelle, et par les liens personnels assez étroits qui semblent avoir uni le comte Raymond Bérenger I<sup>er</sup> de Barcelone et le second souverain de Denia. La lettre envoyée par 'Alī à la comtesse Almodis entre 1052 et 1056 en témoigne, comme peut-être l'acte de 1058 par lequel il aurait confirmé à l'évêque de Barcelone sa juridiction sur les chrétiens de l'ensemble du royaume de Denia, dont les composantes territoriales sont alors précisées. Ce document, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, n'est conservé que dans deux copies tardives, qui ont été produites au XIII<sup>e</sup> siècle lorsque l'évêché de Barcelone voulut s'opposer aux prétentions de Tarragone sur les Baléares. Ce contentieux ecclésiastique a depuis longtemps soulevé le doute de certains chercheurs, pour qui le document de 1058, unique en son genre dans la péninsule, aurait été en réalité fabriqué pour répondre aux besoins de Barcelone. T. Bruce apporte au contraire de nouveaux arguments en faveur de son authenticité, même si l'on peut déplorer qu'il n'ait pas exploré jusqu'au bout l'hypo-

thèse inverse, ni proposé d'édition critique complète à partir des originaux.

L'ouvrage aurait pu s'achever sur la question des réseaux, mais un dernier chapitre tente de déchiffrer l'évolution du peuplement dans le territoire contrôlé par Denia. Après l'ouverture sur la Méditerranée, le propos retombe donc dans une perspective d'histoire locale. Cela égare un peu le lecteur, qui se serait attendu à trouver ce type de développement au début de l'ouvrage. Les pages consacrées à cette question, par ailleurs intéressante puisqu'il s'agit notamment d'aborder les structures de peuplement et de défense à l'aide d'études de cas concrets, manquent de matière et d'illustrations tant cartographiques que photographiques ou planimétriques. En dehors de ces quelques réserves, l'étude de T. Bruce propose des clefs de lecture nouvelles pour l'histoire politique d'al-Andalus et de la Méditerranée occidentale à l'époque des *taifas*.

CYRILLE AILLET

### **Ferran Garcia-Oliver**

*The Valley of the Six Mosques: Work and Life in Medieval Valldigna*

trad. du catalan, Turnhout, Brepols, [2003] 2011, 311 p.

Depuis sa naissance en Italie dans les années 1970, la *microstoria* n'a pas connu de véritable succès dans la péninsule Ibérique, notamment pour ce qui touche à l'historiographie du Moyen Âge issue du milieu universitaire. Le livre de Ferran Garcia-Oliver demeure une remarquable exception dans un panorama dominé par une histoire sociale éclatée, orientée davantage vers l'étude des élites et guidée par le souci de transcender les cadres locaux et régionaux d'analyse pour contribuer aux débats, modèles et théories de l'histoire générale. Aux difficultés heuristiques posées par les besoins de l'analyse micro s'ajoute donc un complexe d'infériorité dont le genre micro-historique n'est jamais parvenu à se libérer.

Rien de tout cela ne concerne l'ouvrage de F. Garcia-Oliver, un travail issu d'une thèse de doctorat<sup>1</sup>, qui rassemble les traits fondamentaux du genre qu'on est venu à appeler

micro-histoire. De même que le *Montaillou* d'Emmanuel Le Roy Ladurie et *Il formaggio e il vermi* de Carlo Ginzburg, ce volume présente essentiellement une histoire « au ras du sol », dont l'objet n'est pas les classes ou groupes sociaux mais les individus et des groupes plus restreints (familles, clans, lignages), ainsi que le dense réseau de rapports sociaux et économiques tissés entre eux. Le but de l'analyse menée par F. Garcia-Oliver, proche de la micro-histoire sociale, est de dévoiler la complexité du microcosme observé et d'en comprendre la cohérence, non de le décomposer pour résoudre des problèmes de l'histoire générale.

Pour ce faire, F. Garcia-Oliver recourt à un discours narratif qui, au-delà des canons du genre, sert essentiellement à rapprocher son travail du grand public tout en l'éloignant de l'« excès d'abstraction corporative de l'histoire académique » dont il se plaint. En cohérence avec ce choix, toutes les références à une bibliographie générale et spécialisée ont été expressément enlevées du texte. Les sources employées évoquent aussi la méthode et les travaux de C. Ginzburg. F. Garcia-Oliver se sert d'un grand éventail de matériaux, soigneusement sélectionnés parmi une masse documentaire aux dimensions titanesques, mais ce sont les sources judiciaires (les interrogatoires et déclarations des procès) qui ont été privilégiées dans le but de rendre la parole aux paysans musulmans et chrétiens de la Valldigna.

L'originalité de la recherche de F. Garcia-Oliver ne se borne pas à la méthode choisie. Elle concerne aussi l'objet d'étude : la Valldigna – autrement appelée *vall d'Alfàndec*, l'ancien toponyme arabe –, une microrégion du royaume de Valence, formée par six *alqueries* peuplées en grande partie de musulmans qui parlent en *algaravia* – l'arabe local – et cohabitent avec un petit nombre de familles chrétiennes, descendantes des colons catalans. Les Sarrasins ne parlent ni ne comprennent tout le catalan, mais leur voix est fidèlement transcrite et systématiquement traduite par les notaires et écrivains de la Cour de justice. L'ensemble forme une société rurale qui ne correspond pas aux clichés des sociétés chrétiennes de l'Occident féodal, la Vieille Catalogne y compris. Et ce n'est pas, bien entendu, par l'absence d'un pouvoir seigneur-

rial fort, bien représenté par les moines cisterciens de Santa Maria de la Valldigna, qui détiennent la pleine juridiction de la vallée. Dernière originalité à remarquer : à la différence des populations musulmanes du Nord de l'Afrique, les *alqueries* musulmanes de la Valldigna sont exceptionnellement éclairées par une foisonnante documentation produite par les différents pouvoirs et administrations qui régissent le territoire à la fin du Moyen Âge.

Le récit se concentre sur une période passionnante de l'histoire du royaume de Valence (1470-1530), un temps de bouleversements avec la révolte des *Germanies* et la conversion forcée des musulmans (1521), prélude à l'expulsion et à la déportation des morisques – les anciens *mudéjares* théoriquement convertis – entreprises par la Couronne espagnole en 1609.

Les enseignements qui se dégagent de ce portrait pointilliste de la Valldigna médiévale sont nombreux. Ils concernent aussi bien les formes de solidarité et de sociabilité paysannes que les transformations économiques de la campagne valencienne de la fin du Moyen Âge (introduction de la production du sucre à grande échelle, expansion de la soie), la fiscalité que l'alimentation et la vie quotidienne des paysans.

Malgré les barrières imposées par la langue et la religion, les musulmans et les chrétiens de la vallée, paysans pour la plupart, partagent un même code culturel et les mêmes difficultés, soucis et aspirations. L'endettement traverse toute la société des *alqueries* ; il relie, à un degré ou un autre, tout le monde dans une immense toile d'araignée génératrice de solidarité. La fiscalité seigneuriale, par contre, frappe plus lourdement les musulmans – qui payent le double des droits de mutation, par exemple – que les chrétiens qui ont davantage de possibilités de devenir des clients privilégiés des cisterciens.

La famille et le clan structurent les solidarités des musulmans. Ces structures deviennent opératives surtout lorsque la violence éclate, la vengeance s'imposant à tous ceux qui partagent des ancêtres communs. Le mariage musulman est le résultat de longues négociations qui aboutissent à une transaction économique passée sous la forme de l'*acidac*, un acte écrit que toutes les femmes doivent posséder

et garder jalousement à la maison, car « les musulmans n'ont pas l'habitude d'avoir des registres des *acidacs* » (p. 165). Non seulement l'amour entre époux, mais aussi l'affection entre père et fils est un sentiment absent de la société de la Valldigna médiévale, qui en outre s'avère fondamentalement violente. La violence y apparaît comme un langage qui codifie les relations quotidiennes et sert aux paysans pour la résolution de leurs conflits. Elle éclate à n'importe quelle heure, dans n'importe quel endroit et pour n'importe quel motif : le vol d'une poule, une dette, une propriété, le tour de l'eau, un mariage... Elle oppose des familles et des clans, parfois même des factions rivales dans des guerres entre *alqueries*, mais jamais ne se vérifie une ségrégation ethnique entre les musulmans et les chrétiens qui se battent.

Œuvre de l'un des meilleurs connaisseurs de la campagne médiévale valencienne, ce livre permet une découverte en profondeur d'une société rurale originale qui survit dans « la périphérie de la périphérie » de l'Europe chrétienne à la fin du Moyen Âge. Une société qui brise autant de schémas établis sur les vieilles campagnes du Nord et qui, par le biais de cette étude, devrait désormais tenir sa place dans les synthèses d'histoire rurale de l'Europe.

PERE BENITO I MONCLÚS

1 - Ferran GARCIA-OLIVER, « El monestir i la mesquita. Societat i economia rural a la Valldigna (segles XIII-XIV) », thèse, université de Valence, 1986. La partie concernant la seigneurie de l'abbaye sur la vallée a été publiée dans *Cistercens del País Valencià. El monestir de Valldigna (1298-1530)*, Valence, Tres i Quatre, 1998.

**Jean-Patrice Boudet, Anna Caiozzo et Nicolas Weill-Parot (éd.)**

*Images et magie. Picatrix entre Orient et Occident*

Paris, Honoré Champion, 2011, 389 p. et 16 p. de pl.

Le traité de magie astrale *Picatrix* a été compilé au X<sup>e</sup> ou au XI<sup>e</sup> siècle dans l'Espagne musulmane à partir d'un matériau hétéroclite venu d'Orient. La version initiale, rédigée en

langue arabe, portait le nom de *Ghāyat al-ḥakīm* (*Le but du sage*). Elle a circulé dans les milieux savants islamiques avant d'être traduite à la cour d'Alphonse X le Sage, d'abord en castillan (entre 1256 et 1258), puis quelque temps après en latin, à partir de la version castillane, sous le nom de *Picatrix*. Les premières années du traité latin restent obscures : seules quelques copies ont survécu avant le milieu du xv<sup>e</sup> siècle, et le *Picatrix* n'est pas cité par les auteurs latins avant cette date. Sa fortune commence à la Renaissance ; il devient alors l'un des plus célèbres manuels de magie issu du monde médiéval.

Cette histoire textuelle compliquée donne au *Picatrix* un profil fascinant, mais également redoutable : par son origine orientale et par son parcours linguistique, il se situe à la croisée de traditions divergentes, rarement étudiées ensemble. Les premières entreprises historiques qui le concernent débutent en 1885 ; elles s'étoffent dans l'entre-deux-guerres mais se heurtent à de nombreux obstacles que Charles Burnett relate dans un article savoureux fondé sur la correspondance savante. C'est à l'historien David Pingree, « chevalier sans peur et sans reproche » (p. 32), que l'on doit d'avoir repris le chantier dans les années 1980 : il a publié une étude des sources orientales du fameux manuel, puis édité la version latine de l'ouvrage ainsi que des fragments de la version castillane<sup>1</sup>. Depuis les travaux de D. Pingree, le *Picatrix* a suscité les interrogations des médiévistes, aussi bien les spécialistes du monde arabe que de la scolastique latine.

Les uns et les autres sont représentés dans ce volume collectif. La première partie concerne les origines du *Picatrix*, la troisième partie sa postérité et sa parenté. Les contributions d'Anna Caiozzo, Godefroid de Callataÿ et Živa Vesel évoquent les Sabéens de Harran, communauté préislamique de Haute-Mésopotamie dont la philosophie et les pratiques astrolâtres nourrissent les rituels présentés dans la *Ghāyat al-ḥakīm*. Constant Hamès met en évidence les sources hellénistiques de l'œuvre, puis son islamisation et, dès lors, sa postérité dans le monde islamique. D'autres auteurs n'étudient pas directement la *Ghāyat*, mais certaines sources parallèles ou

postérieures caractéristiques de la magie astrale arabe (Émilie Savage-Smith, Anne Regourd) ou hébraïque (Reimund Leicht). Deux contributions envisagent le contexte de circulation de la magie astrale dans le monde latin : Alejandro García Avilés effectue une comparaison entre sources doctrinales et sources issues de « la culture visuelle » (p. 111) ; Sophie Page analyse la place des sacrifices d'animaux dans différentes traditions de magie et, plus largement, dans la culture chrétienne. Enfin, la réception du *Picatrix* latin à la Renaissance est étudiée par Kocku von Stuckrad, Vittoria Perrone Compagni et Luisa Capodeci, laquelle retrace la fortune moderne et contemporaine du « talisman de Catherine de Médicis » (p. 342) : cette médaille aux inscriptions obscures, dont la plus ancienne mention écrite ne remonte pas au-delà de 1696, aurait été fabriquée selon les principes astrologiques établis dans le *Picatrix*, repris et développés dans le traité *De occulta philosophia* de Cornelius Agrippa. Cet ensemble de contributions montre combien l'étude de la transmission des textes est indispensable pour conduire l'analyse historique d'un ouvrage tel que le *Picatrix*, et qu'elle précède et accompagne l'étude des rituels et des théories philosophiques.

La deuxième partie du volume, consacrée au contenu même du manuel latin, regroupe les contributions les plus évocatrices sur la magie astrale médiévale. Trois fils conducteurs peuvent être isolés. Le premier consiste à voir dans le *Picatrix* une articulation entre théorie et pratique : l'ouvrage comprend à la fois des recettes, des rituels et un versant philosophique. Dans quelle mesure la doctrine exposée rend-elle compte des expériences concrètes qui l'accompagnent ? La philosophie du *Picatrix* constitue-t-elle un point d'appui dans l'exécution des rituels ? Remarque-t-on au contraire un hiatus entre les deux versants de l'ouvrage ? Il faut d'abord noter le caractère hétéroclite du traité : le *Picatrix* est une compilation qui, à ce titre, manque de cohérence. L'hétérogénéité est la règle, non seulement dans les parties doctrinales de l'ouvrage – chaque passage convoque un modèle théorique *ad hoc* – mais aussi entre pratiques magiques et théories philosophiques.



Par exemple, la fabrication du talisman astrologique se fonde sur un principe de ressemblance (*similitudo*) entre l'objet magique et l'influx astral. Dans la théorie, cette similitude est pensée comme une *conveniencia*, c'est-à-dire une harmonie et une correspondance internes ; dans la pratique, en revanche, c'est bien la ressemblance externe qui est mise en œuvre (Nicolas Weill-Parot). De même, la version latine du *Picatrix* défend une théorie de l'amour comme art suprême qui est en discordance non seulement avec la version arabe du texte, dans laquelle l'amour est placé sous le signe du désir, sans différence de nature entre l'amour spirituel et l'amour charnel, mais aussi avec les recettes de magie amoureuse qui parlent exclusivement d'amour charnel, de désir et de sexualité (Jean-Patrice Boudet). Le même flottement se ressent dans l'emploi des formules d'incantation et des signes efficaces. Le *Picatrix* ne donne pas une explication univoque de la *virtus verborum*. L'interprétation qui prime est celle qui rapporte l'efficacité des mots à l'intervention d'une intelligence ; néanmoins, une interprétation naturaliste du pouvoir des mots est ponctuellement mise au jour, avec sans doute une influence de la doctrine d'al-Kindī sur les rayons. Dans la pratique, cette ambiguïté disparaît : les noms et les mots que préconisent les rituels ont une orientation nettement destinative (Julien Véronèse).

Comme le montre N. Weill-Parot, une telle inadéquation entre théorie et pratique viendrait de ce que les modèles explicatifs du *Picatrix* sont élaborés après-coup, et qu'ils ne parviennent pas totalement à rendre compte d'un matériau qui leur préexiste. C'est un discours philosophique qui s'auto-entretient et se déploie indépendamment de la pratique. Une magie astrale naturaliste et non destinative apparaît alors comme un luxe que seul le discours philosophique peut se permettre d'assumer.

La question des frontières entre pratiques licites et illicites constitue un autre fil conducteur des contributions consacrées au monde latin. Cette problématique est au cœur de l'article de Benedek Láng, qui met au jour les stratégies d'un copiste pour légitimer la magie du *Picatrix*. Son analyse est centrée sur un manuscrit de Cracovie daté du milieu du

xv<sup>e</sup> siècle, contenant la première version complète encore conservée du *Picatrix* latin – qui est aussi la seule version illustrée de notre texte. Ce manuscrit témoigne d'une surprenante discordance entre texte et image. Au milieu du livre II, le texte s'interrompt ; les livres III et IV, qui contiennent les éléments rituels les plus risqués de l'ouvrage, sont laissés de côté. Cette interruption pourtant ne concerne pas les illustrations, qui suivent l'ordre du texte manquant. L'article montre qu'en expurgant le texte de ses éléments les plus problématiques, le copiste s'est adapté à la norme fixée par le *Speculum astronomiae*, deux siècles auparavant, concernant les « images astrologiques ».

Mentionnons pour finir un motif discret mais récurrent, désigné dans cet ouvrage par l'expression moderne de « principe de sympathie » (p. 164). Les notions de *similitudo*, *consonantia* ou *concordancia* sont au cœur du discours philosophique et des rituels du *Picatrix*. Elles fondent une voie naturaliste d'interprétation de l'efficacité magique, qui repose en particulier sur la notion kindienne d'harmonie universelle (J. Véronèse). Dans certains textes médicaux du xiv<sup>e</sup> siècle, ces notions de *similitudo* et de *concordancia* fournissent une explication scientifique à des actions caractérisées par l'imitation involontaire du comportement d'autrui : c'est ainsi que les médecins médiévaux expliquent la contagion du bâillement ou le partage à distance de la souffrance d'autrui. Ces notions ne sont donc pas seulement au cœur de la magie astrale du *Picatrix*, elles définissent une lecture médiévale des rapports de l'homme à l'univers, du microcosme au macrocosme, indépendamment des frontières entre les différents domaines du savoir.

BÉATRICE DELAURENTI

1 - David PINGREE, « Some of the Sources of the *Ghāyat al-Ḥakīm* », *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes*, 43, 1980, p. 1-15 ; *Id.*, « Between the *Ghāya* and the *Picatrix* I: The Spanish Version », *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes*, 44, 1981, p. 27-56 ; *Id.*, *Picatrix: The Latin Version of the Ghāyat Al-Ḥakīm*, Londres, The Warburg Institute, 1986.

**Annliese Nef**

*Conquérir et gouverner la Sicile islamique  
aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles*

Rome, École française de Rome, 2011,  
XIII-829 p.

Il existe une production abondante, et souvent de qualité, sur la Sicile des Hauteville. L'ouvrage d'Annliese Nef n'en représente pas moins un apport décisif, tant par la somme d'érudition critique qu'il réunit que par le foisonnement des pistes déployées. Ce volume vient couronner une thèse de doctorat déjà ancienne, mais considérablement enrichie. Il résulte de cette maturation un choix fermement assumé : tourner le dos à une histoire des identités, qui attirait jusque-là l'attention des spécialistes d'une Sicile érigée, comme al-Andalus, en paradigme de la *convivencia*. A. Nef préfère se concentrer sur la sphère du pouvoir, car les sources disponibles nous y ramènent inévitablement, constate-t-elle, et l'originalité de l'épisode des Normands de Sicile tient précisément dans la construction d'une « souveraineté œcuménique » qui entrelace savamment langues et registres culturels (arabité, hellénisme et latinité). Cette interaction culturelle doit beaucoup aux combinaisons politiques qui ont permis aux nouveaux venus d'assurer leur contrôle sur les diverses composantes de la population et de tirer parti de la géographie sociale complexe de l'île.

On peut regretter que l'introduction, qui expose par ailleurs clairement les enjeux de l'historiographie sicilienne, n'explicite pas davantage le cheminement intellectuel de l'auteure. Celle-ci incite en effet à réfléchir aux limites des *cultural studies* et à « repenser les contacts entre les groupes culturels au sein des sociétés médiévales » (p. 11). Dans le but d'écarter tout déterminisme, elle rejette l'idée d'identités culturelles immuables au profit d'une approche dynamique du groupe, « entité en devenir » dont les frontières peuvent être redéfinies par le pouvoir, ou en réponse à des « processus de domination ». Il s'agit donc de rétablir le primat du politique comme facteur d'organisation et de compréhension du social, au prix peut-être d'une distinction trop tranchée entre le domaine de la « souveraineté » et celui de la « domination ».

Après avoir brièvement évoqué les chroniques disponibles, le préambule dépeint les étapes de la conquête. Plutôt que de retracer des épisodes déjà bien connus, il renvoie à un tableau chronologique synthétique, ce qui permet d'insister sur les éléments qui préparent l'analyse postérieure. L'étude de l'entreprise normande, étalée sur trois décennies (1061-1091), permet de souligner les atermoiements de la population arabo-musulmane et de ses alliés fatimides et ifriqiyens. Quant à la position des « chrétiens hellénophones » liés à Byzance, elle se caractérise par une certaine neutralité et non par un ralliement enthousiaste au projet normand. Loin de pouvoir être considéré comme une préfiguration de l'idéologie de croisade, ce dernier se définit par l'exaltation des mérites de la *natio* normande plutôt que par une justification religieuse.

La première partie du livre s'attaque au mythe du multiculturalisme et de la « tolérance » des Hauteville. C'est d'abord l'usage des langues et la question du trilinguisme d'État qui retient l'attention de l'historienne au cours de son exploration rigoureuse des 141 actes de la chancellerie palermitaine. La politique normande ne se limite pas à un simple transfert linguistique : elle ménage à chaque langue une place dans la culture d'État et elle en exploite les potentialités suivant des enjeux complexes. Ainsi, la titulature royale en arabe manie des références islamiques qui sont explicites pour la population musulmane insulaire comme pour le califat voisin des Fatimides, mais elle se réfère aussi au registre symbolique du christianisme arabophone. Le cérémonial de cour et l'image du souverain s'inscrivent également dans un contexte méditerranéen. L'usage par Roger II d'un *hijāb*, d'une couronne, d'un parasol et d'un manteau de sacre orné d'inscriptions arabes rappelle le faste de ses adversaires fatimides. La décoration éclectique de la chapelle palatine de Palerme démontre que les prétentions universalistes du souverain puisent largement dans la sémantique politique de l'islam, tout en s'inscrivant dans un programme impérial à l'échelle de la chrétienté. L'analyse, très bien contextualisée, des inscriptions qui ornaient les lieux emblématiques de la vie palatine laisse deviner à quel point l'imaginaire royal s'est abreuvé à la source de la littérature arabe.

A. Nef dévoile par ailleurs de nouveaux pans de la culture de cour grâce à l'édition d'un inventaire des livres de la chapelle palatine, écrit en arabe au XII<sup>e</sup> siècle.

La partie suivante est un peu plus austère, car l'auteure y discute les résultats d'enquêtes déjà nombreuses sur les rouages de l'administration. Habile à se repérer dans une forêt de désignations, qui répondait probablement aux nuances régionales de l'usage des trois langues, elle en établit les correspondances et précise le rôle controversé du *dīwān al-ma'mūr* (appelé par ailleurs *megalōn sekretōn* ou *duana de secretis*), l'organe fiscal le plus important du royaume, dont le fonctionnement reposait essentiellement sur un modèle islamique et sur un personnel arabophone. Ce bricolage d'éléments empruntés aux administrations byzantine et islamique traduit l'une des caractéristiques de la politique centralisatrice des Hauteville : l'intégration des structures existantes. Cette imbrication institutionnelle nécessitait bien évidemment un personnel compétent et polyglotte, qui fut en partie recruté à l'extérieur de l'île. Cette « aristocratie administrative », inspirée des modèles byzantin et islamique, comprenait non seulement des « émirs » arabo-musulmans d'origine locale ou ifriqiyenne, mais aussi un groupe influent de chrétiens arabophones (ou « mozarabes »), dont le plus célèbre fut Georges d'Antioche (1124-1151). Elle accordait une place de choix aux eunuques, décrits par le voyageur Ibn Jubayr comme des convertis d'origine musulmane, bien intégrés dans la société insulaire.

Les prérogatives des magnats latins furent étroitement contrôlées par le pouvoir royal grâce à ce système qui préservait la diversité des élites locales et limitait l'extension du féodalisme dans l'île. En essayant de démêler l'écheveau des relations entre ces nouveaux venus et les anciennes élites musulmanes, A. Nef met en lumière l'importance des *quwwād*, ces propriétaires de biens fonciers, présents sur tout le territoire, dont l'encadrement fut principalement confié aux grands prélats, représentants privilégiés du souverain.

La dernière étape de cette traversée du tissu social s'appuie sur l'exploitation méticuleuse d'une base de données onomastique tirée de l'étude des listes fiscales fournies par

les communautés rurales, les *jarā'id*, dont les annexes finales (plus d'une centaine de pages) donnent une idée précise. L'un des objectifs de l'auteure est d'apporter des explications au déclassement progressif des populations arabo-musulmanes, observable à partir de la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle. Le monde rural apparaît dominé par les Latins, tandis que les musulmans et, dans une moindre mesure, les groupes hellénophones se voient confier le travail de la terre et subissent une pression fiscale croissante de la part de l'État. La résistance à l'impôt se traduit d'ailleurs par des migrations et par une certaine instabilité des statuts, phénomènes qui favorisent l'acquisition de terres par les Latins et le renforcement du contrôle étatique.

En guise d'épilogue à ce modèle de gouvernement, l'auteure rappelle à la fin de l'ouvrage l'impact de la crise politique qui, sous le règne de Guillaume I<sup>er</sup> (1154-1166), entraîna le soulèvement de l'aristocratie latine et les premières représailles contre le puissant groupe des eunuques et contre la population musulmane de Palerme, dans un contexte marqué par l'échec de la politique d'implantation en Ifriqiya. Une fois de plus, selon A. Nef, ces lignes de fracture sont de nature davantage politique que culturelle ou ethnique : les révoltés s'attaquent surtout aux groupes qui leur paraissent incarner l'appareil d'État.

Cette œuvre dense et passionnante contribue à expliquer, et donc à démythifier, le projet œcuménique des Hauteville. On peut se demander si le mode d'analyse proposé – qui consiste à dresser une série de tableaux successifs comme autant d'étapes qui nous mènent de la sphère de souveraineté vers son champ de domination – laisse assez de place aux crises, aux tensions et aux clivages qui travaillent la société sicilienne. On peut aussi penser que l'ambition totalisante de cette enquête au long cours rencontre des limites inévitables : il est peu question, par exemple, des populations hellénophones et de leurs élites. Ces interrogations n'amoindrissent en rien la valeur de cet ouvrage, dont il faut souligner au contraire la fertilité pour quiconque réfléchit sur l'histoire politique, sociale et culturelle de la Méditerranée médiévale.

**Martin Aurell***Des chrétiens contre les croisades,**XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle*

Paris, Fayard, 2013, 407 p.

Nouveau témoignage du dynamisme de la recherche sur les croisades, le dernier ouvrage de Martin Aurell entend faire apparaître les « quelques brèches [qui] lézardent la façade de la belle unanimité autour de la conquête et de la défense des lieux saints » (p. 11). L'ouvrage s'insère dans une bibliographie abondante, mais déséquilibrée : si les études sur les croisades abondent, les travaux consacrés à l'opposition des contemporains se font rares<sup>1</sup>. Si ce déséquilibre historiographique est le reflet de la marginalité des critiques de la croisade au sein de la documentation médiévale, la mise au jour de ces voix divergentes révèle des enjeux aussi bien économiques et politiques que culturels et religieux, au croisement de préoccupations toutes occidentales, mais aussi de préoccupations nouvelles nées de la rencontre avec les Sarrasins, cet Autre auquel se confrontent les Latins partis pour la Terre sainte.

L'ouvrage est divisé en quatre parties organisées selon un plan chronologique, les deux premières concernant un large XII<sup>e</sup> siècle et les deux suivantes le XIII<sup>e</sup> siècle. La première partie est consacrée aux critiques suscitées par les massacres de la première croisade (1096-1099), puis par l'échec de la deuxième (1147-1148), critiques fondées sur un pacifisme évangélique et une interprétation pénitentielle de la défaite. La deuxième partie est centrée sur les accusations visant les croisés et leur incapacité à reprendre Jérusalem, de la prise de la cité sainte par Saladin (1187) à l'échec de la cinquième croisade (1217-1221). Sont également évoqués les débuts de l'entreprise missionnaire. La troisième partie analyse les critiques nées du « détournement de la croisade », du sac de Constantinople (1204) à la guerre menée contre les Gibelins et les Catalans (1250-1302), en passant par la croisade albigeoise. La dernière partie porte sur les reproches liés à la fin des États latins d'Orient, jusqu'à la chute d'Acre (1291).

Le plan adopté met en évidence, d'une part, l'accroissement des contestations de la

croisade entre les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, concomitant de l'essor de l'idéologie missionnaire et, d'autre part, le poids des facteurs conjoncturels sur lesdites contestations, au premier rang desquels le déroulement des croisades successives et, plus particulièrement, le sac de Constantinople lors de la quatrième croisade, l'échec de la croisade de saint Louis ou la chute d'Acre. Cette logique chronologique se double d'une approche fondée sur l'étude de la pensée d'acteurs singuliers, permettant de saisir, à travers l'expression de voix dissonantes, un phénomène plus général, celui du rejet de la croisade par une partie de ses contemporains, pour diverses raisons. Au-delà d'une gradation des contestations entre les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, il est possible de définir plusieurs attitudes, du simple doute à l'opposition résolue, en passant par la critique, ainsi que plusieurs thèmes structurant ces attitudes : un pacifisme fondé sur les évangiles, la mise en cause des péchés des hommes et une lecture pénitentielle des épreuves et des échecs subis par les croisés, la contestation des choix tactiques et le refus du coût humain et économique des croisades.

Le choix d'une démarche chronologique permet au lecteur de suivre aisément le déploiement d'une pensée particulièrement claire. Il permet également de montrer l'insertion de telle ou telle critique dans des temporalités plus fines, ou leur convergence et leur utilisation au service de stratégies de légitimation qui dépassent le simple cadre de l'entreprise croisée. Ainsi l'analyse, dans la deuxième partie de l'ouvrage, des critiques visant Pélage, légat pontifical lors de la cinquième croisade, met en évidence les enjeux patriotiques qui la sous-tendent. Elles émanent en effet principalement de Picardie et servent les intérêts des chevaliers français, partisans du Champenois Jean de Brienne, principal opposant aux choix tactiques opérés par Pélage. Elles reflètent également la volonté des laïcs de conserver le monopole des affaires militaires. Dans les années 1227-1229, des critiques identiques se retrouvent sous la plume du troubadour toulousain Guilhem Figueira, cette fois dirigées contre le pape et dictées par les conséquences de la croisade albigeoise. Il détourne ici les critiques formulées contre le pape pour mieux dénoncer le responsable d'un autre détour-

nement, celui de la croisade dirigée contre des chrétiens. De semblables critiques contre la croisade et contre le pape se retrouvent, dans le milieu des troubadours, à la cour de Pierre III, comte de Barcelone, pour contrer la croisade menée contre les Catalans. M. Aurell développe à nouveau le thème du détournement de la croisade tout au long de sa troisième partie et revient en particulier sur la croisade albigeoise. L'auteur démontre ainsi la nécessité de mettre en perspective les contestations générales de la croisade à l'aune des intérêts nationaux, régionaux ou locaux défendus par leurs auteurs.

Afin de répondre à leurs situations particulières, les détracteurs de la croisade puisent dans un répertoire commun de stéréotypes – le clerc dépravé ou la femme pécheresse – et concourent à en construire d'autres – les Poulains, c'est-à-dire les Francs installés en Orient, le Templier et le légat pontifical. Le recours à un système de représentation commun n'empêche pas pour autant certains auteurs de développer des critiques personnelles et originales, comme le franciscain Fidence de Padoue à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. M. Aurell analyse sa stigmatisation du caractère hétéroclite des Francs de Palestine qui demeurent étrangers à leur terre d'adoption comme le fruit de son observation au cours des années passées en Terre sainte en tant que vicaire provincial franciscain. Il aurait pu également y voir un lointain écho inversé de la description enthousiaste, sous la plume de Foucher de Chartres, des premiers croisés installés en Terre sainte et qui, d'Occidentaux, devinrent des Orientaux<sup>2</sup>.

La recherche des sources au fondement des discours critiques formulés par les différents acteurs identifiés conduit ainsi M. Aurell à exploiter un important corpus, remarquable tant par la quantité des sources mobilisées que par leur diversité, des œuvres des canonistes et des décrétistes aux romans et aux épopées, en passant par les écrits apocalyptiques de Joachim de Flore. L'ouvrage de M. Aurell se retrouve ainsi au croisement de travaux sur les croisades et ses acteurs et de recherches consacrées à l'image de l'Autre, née du contact direct entre les Latins, les Sarrasins et les chrétiens d'Orient, recherches qui sont autant

le fait d'historiens que de littéraires. Les remarques ponctuelles portant sur l'incidence de la forme choisie pour transmettre les critiques formulées contre la croisade conduisent enfin le lecteur à réfléchir de manière plus systématique aux interrelations entre le type de critique, la forme, orale ou écrite, latine ou vernaculaire, et l'identité de l'auteur, clerc ou laïc, Toulousain, Catalan ou Champenois, acteur de la croisade ou simple commentateur.

En faisant entendre les voix de ces hommes qui critiquent l'entreprise croisée et dont il semble, par moments, épouser la cause, M. Aurell dénonce l'idée d'une société médiévale monolithique et met en lumière les éléments d'une controverse, souvent et longtemps méconnue. Son ouvrage sonne ainsi comme une invitation à poursuivre, collectivement, ce chantier historiographique.

CAMILLE ROUXPETEL

1 - Voir Palmer A. THROOP, *Criticism of the Crusade: A Study of Public Opinion and Crusade Propaganda*, Amsterdam, N. V. Swets and Zeitlinger, 1940; Elizabeth SIBERRY, *Criticism of Crusading, 1095-1274*, Oxford, Clarendon Press, 1985, ou encore les pages que Catherine GAULLIER-BOUGASSAS consacre, dans *La tentation de l'Orient dans le roman médiéval. Sur l'imaginaire médiéval de l'autre*, Paris, H. Champion, 2003, à deux romans anglo-normands de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle – Gui de Warewic et Waldef –, qui contestent les valeurs de la croisade et dénoncent les menées occidentales en Orient.

2 - Foucher de CHARTRES, *Historia Hierosolymitana*, éd. par H. Hagenmayer, Heidelberg, C. Winter, 1913, p. 746.

### Benjamin Weber

*Lutter contre les Turcs. Les formes nouvelles de la croisade pontificale au XV<sup>e</sup> siècle*  
Rome, École française de Rome, 2013,  
VIII-594 p.

L'échec des croisades et projets de croisade du xv<sup>e</sup> siècle contre les Ottomans a souvent été sévèrement jugé par les historiens qui ont considéré que la papauté n'avait pas su développer une politique efficace face à ce danger qui menaçait la chrétienté. Le livre de Benjamin Weber, tiré de sa thèse, entend

analyser la cohérence de ce programme pour mieux saisir les causes de son échec, sans s'enfermer dans des distinctions stériles entre vraies et fausses croisades, ou dans un discours idéologique sur la faute supposée de la papauté vis-à-vis de la chrétienté (ou de l'Europe). La documentation mobilisée provient pour l'essentiel des archives romaines et combine les lettres et bulles pontificales d'un côté, les sources comptables de l'autre. Ce corpus considérable guide en partie la réflexion de l'auteur, mais constitue aussi une des limites de son travail.

Il lui permet d'aborder la politique pontificale à l'égard des Turcs dans sa globalité et d'analyser avec une grande précision les projets et leur concrétisation (quand elle a lieu), mais aussi le discours qui accompagne ces entreprises, en direction de la chrétienté et des princes en particulier, comme à l'intérieur de l'Église. L'étude porte sur les années 1420-1481, marquées par un triple contexte : la reconstruction par la papauté de son autorité sur la chrétienté, de retour à Rome après le Grand Schisme ; la phase d'expansion territoriale des Ottomans, couronnée par la prise de Constantinople en 1453 et une avancée dans les Balkans ; enfin, la montée des sentiments nationaux et de construction des États chez les princes chrétiens d'Europe. B. Weber analyse l'évolution de l'idée et de la pratique de la croisade dans ce contexte, mais toujours en prenant soin de souligner les éléments de continuité, les héritages implicites, assumés ou revendiqués des croisades précédentes, grâce à une très bonne connaissance de la bibliographie, pléthorique sur la question, ce qui lui permet de dégager les spécificités de la politique pontificale au xv<sup>e</sup> siècle.

Celle-ci s'appuie sur une analyse de la situation géopolitique et religieuse en Orient induite par les conquêtes ottomanes, laquelle est rendue possible par la collecte d'informations auprès de sources multiples : envoyés, voyageurs, pèlerins, mais aussi réfugiés orientaux installés en nombre à Rome, qui, sans être toujours impartiaux, permettaient d'avoir une connaissance de certaines réalités de l'empire ottoman et du Proche-Orient en général (moins pour les régions plus lointaines). Elle s'appuie également sur les leçons des échecs

successifs de la croisade et les difficultés rencontrées par les papes pour mettre en œuvre leurs projets. Cela se traduit par un déplacement des objectifs et des priorités, Jérusalem et les mamelouks passant progressivement au second plan pour laisser la place aux Ottomans qui menacent Constantinople, puis très rapidement l'Europe, désormais directement concernée. D'une perspective religieuse fortement marquée par la nécessité traditionnelle de libération des Lieux saints, on passe donc à une vision plus géopolitique de la menace ottomane. Il en résulte des stratégies qui évoluent au cours du siècle, au gré des changements d'équilibres politiques, des alliances, mais aussi des échecs successifs dont les papes tentent de tirer des enseignements. Ces stratégies empruntent sur plus d'un point aux croisades ou projets de croisade qui ont précédé, mais aussi innovent et s'adaptent.

Sur le plan militaire, l'usage coordonné des moyens navals et terrestres reste privilégié. La politique de la papauté vise notamment à se doter d'une flotte, en sollicitant l'aide de puissances maritimes telles que Venise, et en diversifiant les origines des navires, mais aussi en faisant appel à l'aide individuelle de capitaines de navire soucieux de participer à l'effort de guerre contre les musulmans, notamment par la course. À l'époque de Calixte III, des chantiers navals sont construits à Rome même, de manière à disposer d'une flotte propre, projet cependant abandonné par son successeur Pie II. Pour les armées de terre, la papauté s'appuie plus directement sur les forces des princes, mais en abandonnant l'idée d'une vaste coalition chrétienne au profit d'une mobilisation ciblée des États les plus à même de combattre les Turcs et les plus concernés, notamment la Hongrie, désormais aux avant-postes de la chrétienté en Europe. Ces projets militaires s'accompagnent d'efforts politiques et diplomatiques destinés à affaiblir l'ennemi : le vieux rêve d'une alliance de revers continue à susciter des espoirs, du côté de l'Éthiopie du prêtre Jean et, de plus en plus, sur le flanc oriental des territoires ottomans, y compris au travers de projets d'alliances avec des princes musulmans. Le souhait de voir les chrétiens soumis à l'Islam se révolter et aider la croisade se révèle tout aussi vain, malgré

les efforts d'union des Églises, qui rendent moins infréquentables les chrétiens orientaux. Enfin, la volonté de mettre sur le trône de Constantinople un prince ottoman et musulman élevé à la cour de Rome, le *Turchetto*, relève plus de la méconnaissance des réalités politiques ottomanes que d'un projet réellement sérieux et préparé.

Prenant l'initiative d'une stratégie globale, la papauté n'a cependant pas les moyens de la mettre en œuvre seule et doit faire appel à d'autres acteurs, soit pour le financement, soit pour les opérations militaires. Mais elle entend répartir elle-même les tâches respectives de chacun. Les princes, les ordres militaires et les peuples se voient alors assigner une place dans les divers projets de croisade en fonction de leur apport potentiel au projet global, mais sans toujours tenir compte de leurs propres impératifs ou de leurs aspirations. La papauté se réserve en particulier la prédication de la croisade – ce qui est son rôle traditionnel depuis l'appel d'Urbain II – en direction des peuples mais aussi des princes, par une active diplomatie à Rome et dans les cours européennes. Elle entend également s'occuper du financement des opérations, et la très riche documentation comptable mobilisée par B. Weber lui permet de mener une étude minutieuse des sources de financement et des moyens de leur collecte par la papauté.

Cette politique répond à un souci d'efficacité et de cohérence de l'entreprise visant à la réussite de la croisade, mais aussi, et surtout, à une volonté des papes de faire de la croisade contre les Turcs un instrument de leur puissance et de leur hégémonie retrouvée sur la chrétienté. B. Weber montre que ce double objectif constitue le nœud du problème, et la cause principale de l'échec de ces projets de croisade. La difficulté qu'il y avait à mobiliser des acteurs dont les intérêts pouvaient être différents, voire divergents, par rapport à ceux de la papauté obligea à un intense effort afin de rendre les objectifs des papes acceptables par tous. Cela se traduisit par un discours volontairement archaïsant, qui s'inscrivait dans la tradition de la croisade à laquelle les chrétiens d'Occident étaient encore attachés et cherchaient à masquer que l'ennemi comme les buts de la croisade avaient profondément changé. Ce décalage entre le discours et les projets

concrets, mais aussi les contradictions, parfois, entre les deux objectifs de la croisade dans la politique pontificale rendirent inefficaces les efforts fournis, les papes privilégiant systématiquement le renforcement de leur puissance plutôt que la lutte contre les Turcs, lorsqu'il fallait choisir entre les deux.

Le grand mérite de l'ouvrage de B. Weber est de mettre en lumière ces contradictions dans des projets de croisade qui occupèrent une place importante dans la politique des papes du XV<sup>e</sup> siècle, mais qui ne purent que ralentir l'avancée ottomane en Europe, sans jamais faire reculer le front et encore moins reconquérir Jérusalem. La documentation qu'il mobilise lui permet de réaliser une étude très précise de cette croisade analysée du point de vue pontifical. Elle constitue aussi la limite du travail – que l'auteur reconnaît d'ailleurs. L'absence de prise en compte d'autres sources rend plus difficile la compréhension de la perception du discours et la réception des projets pontificaux hors de Rome. Cela aurait pourtant permis de mieux saisir les difficultés des papes à mener à bien leur politique. En outre, il aurait été éclairant de resituer celle-ci dans le cadre plus large des relations avec les pays d'Islam : la priorité donnée à la lutte contre les Turcs amène à faire passer au second plan le conflit contre les mamelouks, qui ne se limite pas à une guerre purement économique, comme le montrent les projets de croisade d'Emmanuel Piloti au début du XV<sup>e</sup> siècle. L'étude de la guerre économique aurait d'ailleurs mérité d'être intégrée dans une réflexion plus large sur les modifications dans les réseaux d'échanges : la fin de l'interdit sur le commerce avec l'espace mamelouk doit en particulier être mise en relation avec les difficultés de la route mongole qui fermait la seule voie d'accès aux épices d'Orient. Rien n'est dit non plus de la situation en Méditerranée occidentale, pourtant bien différente, avec un commerce qui n'a jamais été interdit de manière durable par la papauté et des entreprises contre les musulmans à partir des royaumes chrétiens de la péninsule Ibérique. L'étude de B. Weber n'en demeure pas moins un apport majeur à la compréhension de la politique des papes vis-à-vis des musulmans à la fin du Moyen Âge.

**Salvatore Bottari**

*Messina tra Umanesimo e Rinascimento. Il « caso » Antonello, la cultura, le élites politiche, le attività produttive*  
Soveria Mannelli, Rubbettino, 2010,  
233 p. et 8 p. de pl.

Le livre de Salvatore Bottari illustre les qualités de l'historiographie italienne, méridionale en particulier, et sicilienne, ainsi que les contraintes à travers lesquelles elle se meut. Formés à l'école rigoureuse du lycée classique, aux langues, à une solide discipline philosophique et souvent au droit, les historiens du Sud accusent en revanche un déficit en géographie. La coutume ne laisse guère de liberté d'initiative : il faut passer par le long tunnel de l'exposé historiographique, résumer et critiquer une longue théorie de maîtres et de collègues, à défaut de chercher dans les archives la vérification d'une idée nouvelle, et le cadre de l'étude est souvent encore l'espace municipal. S. Bottari offre ainsi une énorme et très utile bibliographie sur Messine, dont il recherche les valeurs et l'originalité pour les opposer au reste de la Sicile. Mais les archives sont pauvres, ruinées par le tremblement de terre de 1908 et peu fréquentées.

Au départ, donc, le « miracle Messine » du XVI<sup>e</sup> siècle, une ville du Nord dans ce Sud profond, un grand peintre, Antonello, quelques grands humanistes, érudits et savants, un port qui sert de plate-forme aux trafics du Levant, un artisanat, une industrie de la soie. Selon la formule de Gino Luzzatto, « en Sicile seule compte Messine ». Ce tableau, quelque peu idéalisé, conduit S. Bottari à une triple recherche : d'abord sur le fait culturel, le point de rupture avec le Moyen Âge et le degré d'ouverture et d'adhésion de la cité du détroit au mouvement polyphonique et polycentrique de la Renaissance, puis sur l'originalité de l'économie de la cité et de sa région, enfin, sur la nature de l'élite qui en dispute le pouvoir au *popolo* et s'oppose à Palerme et à la monarchie espagnole jusqu'à choisir, en 1674, de se donner à la France de Louis XIV, « havre de liberté », et de le payer chèrement.

Le cas d'Antonello illustre en effet l'ouverture de Messine. Comme l'a montré dans sa thèse Hadrien Penet<sup>1</sup>, le port, plate-forme de

services et *emporium* modeste, monde de transporteurs et de pilotes plus que de marchands, est animé d'un mouvement perpétuel renouvelé par l'ouverture vers 1375 d'une étape sur la ligne de navigation des galères de Venise aux Flandres. C'est cette route qu'emprunte Antonello. Formé à Naples, où les tableaux flamands sont arrivés vers 1440, il gagne Venise, y travaille, revient en Sicile, sans y révolutionner les goûts de la clientèle, pour l'essentiel les confréries. S. Bottari débat vivement contre Salvatore Tramontana qui accuse le retard culturel de l'île, mais il ne faut ni surestimer ni isoler le miracle. La Sicile occidentale, au XV<sup>e</sup> siècle, a également attiré des artistes de qualité : Gaspare de Pesaro, l'auteur du *Triomphe de la mort* de Palerme, Francesco Laurana, mais aussi des livres d'avant-garde. Elle a formé des humanistes et des juristes d'avant-garde, car c'est à Palerme que se trouvent la commande aristocratique et l'argent de la rente foncière. Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'effort de Messine pour se doter d'une université est significatif, de même que la volonté de conserver une école de grec, exprimée pour la première fois en 1400. C'est une réponse à la menace du déclin : l'attribution d'une université à Catane en 1435 a brisé le long monopole informel des études de droit et de rhétorique à Messine. Ce capital culturel accumulé donnait aux notaires et aux juges messinois une primauté dans les organes centraux des juridictions de l'île (Gran Corte, Cour des Maîtres rationaux) et dans l'administration fiscale. Plus que de simple ouverture, il s'agit d'une stratégie pour sauver une position menacée.

À partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, l'économie de la région messinoise, de la montagne qui va de Cefalù à Taormine, repose sur la soie grège : l'élève des vers à soie, le tirage et l'exportation des écheveaux constituent la base de l'activité rurale, de la rente foncière et d'une petite industrie de tissage de voiles et de rubans. La soie est une activité nouvelle inspirée de modèles calabrais. Après un premier apogée entre les XI<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles et une vraie consommation de masse, nullement réservée à l'aristocratie, toujours en liaison avec la Calabre et sur des prototypes byzantins, elle avait quasiment disparu de Sicile à la fin du Moyen Âge. Le même débat se poursuit avec



l'historiographie du siècle dernier : quel degré d'autonomie ont ces entreprises, quelle solidité ou quelle fragilité ? L'absence d'études sur ces sociétés et leurs comptabilités incite à ne pas surévaluer la capacité d'accumulation du capital. Une autre réflexion porte sur les petites industries liées à l'activité portuaire, au chantier naval et à l'exploitation, marginale, de la canne à sucre dans les terres marécageuses de la région de Milazzo et de Taormine. Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, la Sicile de la céréali-culture d'exportation et de la rente voit la défaite de l'*homo faber*, de l'artisan et de l'agriculteur spécialisé face aux produits importés : vin de Calabre, huile de Gaète, draps flamands, catalans et anglais, meubles pisans. Dans ce contexte, la région de Messine sauvegarde des techniques – la soie –, des produits – fruits secs, vin, huile – d'une agriculture spécialisée, ainsi que la production de petits meubles. Mais S. Bottari note que ces réussites techniques ne font pas boule de neige. Messine lutte contre le déclassement et ne parvient à le contenir que tant que la soie est porteuse sur le marché international.

Le long débat qui clôt le livre sur la question des élites oppose S. Bottari à une ligne théorique d'inspiration marxiste qui voyait dans le patriciat messinois pour l'essentiel un monde rural. Des familles de la chevalerie urbaine, engagées dans le commerce autant que dans la possession foncière, ne pouvaient qu'exprimer des intérêts « féodaux » et absorber les maisons nouvelles attirées par les prestiges de la culture chevaleresque. S. Bottari propose une autre vision. Le patriciat est engagé en effet dans une pluralité de rôles : possesseurs de fiefs, entrepreneurs agricoles, commerciaux et même industriels, juristes, membres d'un clergé riche de bénéfices ecclésiastiques et d'influence à la cour du vice-roi. Cette pluralité ne trouve de ciment que dans l'opposition entre patriciens et *popolo* des métiers artisanaux pour l'exercice du pouvoir municipal, depuis 1445 jusqu'au compromis de 1516, qui fige leur dualité. Les originalités messinoises se dessinent donc : capacité technique maintenue et force des métiers, véritables *Arti* aux ambitions politiques et religieuses, volonté depuis le XII<sup>e</sup> siècle d'établir un district soumis au Sénat municipal, si

possible de Cefalù à Syracuse, et d'obtenir la capitale quelques mois par an, afin d'assurer pleinement le rôle de pont avec une Calabre sans ville importante ni structure commerciale forte. Le conflit avec Palerme repose donc sur une ambition rationnelle et sur une autre géographie, celle du premier État normand, de part et d'autre du détroit.

HENRI BRESG

1 - Hadrien PENET, « Messine à la fin du Moyen Âge (XI<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle) : espaces, économie, société », thèse de doctorat, université Paris 10, 2006.

### Elisa Brilli

*Firenze e il profeta. Dante fra teologia e politica*

Rome, Carocci, 2012, 383 p.

Parmi les nombreux thèmes rebattus par la littérature scientifique autour de Dante Alighieri et de la *Divine Comédie*, celui du rapport entre le poète et sa ville natale est l'un des plus fréquents, et présente une variété de solutions interprétatives qu'il semble aujourd'hui impossible de maîtriser. Véritable deutéragoniste du principal ouvrage dantesque, Florence est l'un des points vitaux de la discussion sur l'auteur italien. Le premier mérite du riche volume d'Elisa Brilli consiste à démontrer la position privilégiée de la cité toscane à travers son œuvre, tant sur le plan politique que sur le plan historique (dans la mesure où l'on concède à Dante, suivant en cela Charles Davis, une véritable « philosophie de l'histoire » qui en fait un *unicum* dans la tradition municipale).

Pourtant, histoire et politique n'épuisent pas l'ombre que jette la ville sur la réalisation concrète du projet intellectuel de Dante. C'est encore Florence qui influe de manière décisive sur la construction de son propre personnage comme *auctor* et, en particulier, sur la construction de cette auctorialité à l'aide des instruments du prophétisme. La ville natale est toujours un élément important pour la définition de la structure idéologico-théologique du poème, dans laquelle E. Brilli introduit des éléments notables dérivés d'Augustin, contre

une vulgate critique bien établie (dont elle offre une « déconstruction » point par point). Enfin, cette structure se caractérise par certaines ambiguïtés, faiblesses, ou plutôt, comme aime à le dire l'auteure, « dissonances ».

Cette approche expérimentale ardue rend certainement la lecture du livre complexe. Toutefois, l'auteure développe une thèse fondamentale qui devra être mise à l'épreuve du texte par les études futures. Il s'agit de l'incidence du paradigme augustinien de la *civitas diabuli* sur la définition de l'identité de Florence par Dante. Cette incidence possède une historicité interne qui coïncide, approximativement, avec une évolution de la pensée dantesque sur sa ville, laquelle change de manière décisive au début du XIV<sup>e</sup> siècle, lors de la mission italienne d'Henri VII. E. Brilli y situe en particulier « la greffe sur la représentation de Florence comme *civitas diabuli* [...] de la version négative de Rome, d'ascendance augustinienne et revisitée à des fins anti-impériales au début du XIV<sup>e</sup> siècle par les théoriciens de la théocratie pontificale, avec la critique des rapports entre Florence et Rome, comme ils étaient formulés dans le contexte municipal du XIII<sup>e</sup> siècle » (p. 194).

En d'autres termes, au lendemain de son bannissement (1302), Dante soumet sa vision de la cité toscane à une forte révision. Celle-ci s'exprime pour la première fois dans le *De vulgari eloquentia* et dans la réécriture dantesque du mythe de Babel et de la confusion linguistique, où émerge une vision « citadine » du mythe biblique, car la *confusio* des langues comporte une division entre les différents métiers. Cette *confusio* est à la base d'une sorte de contre-attaque envers une communauté municipale où la coopération des groupes productifs peut être orientée vers de mauvais objectifs. C'est l'une des caractéristiques de la *civitas diabuli*, laquelle devient, pour E. Brilli, un point de référence idéal dans l'interprétation de la cité toscane ; interprétation qui, dans les épîtres du début du XIV<sup>e</sup> siècle, s'enrichit de l'analogie avec Babylone, pour s'approcher, dans le chant XVI du Paradis, d'une sorte de superposition entre Babel, Sodome, Babylone et Florence, se définissant à la fois comme modèle *néo-romain* et *anti-romain*. Ici, en effet, l'ancêtre de Dante, Cacciaguida, propose une

relecture de l'histoire de Florence où la crise de la ville, et avec elle celle de la péninsule italienne, plonge ses racines loin dans le temps. Dans cette approche finale, cette crise, d'une part, est le résultat de l'écoulement naturel du temps, qui amène avec soi le renversement de la fortune ; d'autre part, la faute est imputable spécifiquement à la ville et se situe dans sa volonté d'expansion. Cette double voie d'interprétation s'explique grâce à la tension interne au paradigme augustinien, continuellement double puisqu'il peut s'incarner soit dans une ville historiquement déterminée, soit dans le *saeculum* entier, dans le monde incarné, soumis au déclin naturel et au renversement des fortunes.

Cette thèse est un instrument indispensable pour accéder au laboratoire de Dante alors qu'il construit sa propre figure d'auteur. L'auctorialité au Moyen Âge est un thème important de la littérature critique. Cependant, le point de vue d'E. Brilli sur Dante veut montrer ses structures profondes. À la suite de son exil, Dante commence à s'interroger sur son statut d'auteur « banni » de la cité ; un modèle d'explication pour une persécution injuste lui est fourni surtout par le *De philosophiae consolatione* de Boèce, utilisés dans les années du *De vulgari eloquentia* et du *Convivio*. Les années du règne d'Henri VII sont encore une fois un tournant : ce modèle est enrichi par celui du prophète, lié à la fois à la tradition de l'Ancien Testament et à la tradition apostolique (le prophète injustement persécuté). Ces deux modèles ne sont pas entièrement superposables et ne se confondent pas totalement, mais E. Brilli n'échappe pas à la tentation de voir, ici aussi, une certaine historicité interne à l'écriture du poème. Car dans l'*Enfer* (par exemple, dans la prophétie de Brunetto Lattini) émerge une posture boétienne tandis que, dans l'autre pôle, l'intonation scripturale est prépondérante. D'après E. Brilli, nous nous trouvons de nouveau face à une « dissonance » qui s'étend à un autre aspect du parcours dantesque, à savoir l'écriture autobiographique. Dans la *Comédie*, Dante décrit deux parcours différents, l'un de nature pénitentielle et anagogique, l'autre de nature prophétique. Sans exclure un rapport propédeutique entre les deux parcours, selon l'auteure ils sont co-présents

de façon harmonieuse, encore une fois grâce à l'ambiguïté du paradigme de la *civitas diabuli*.

L'identification de cette structure profonde de la pensée de Dante tourne autour de Florence. Concernant ces assomptions de nature « culturelle », il reste à l'auteure un autre pas à faire. Il s'agit de souligner les conséquences de ce paradigme sur le plan du jugement « historique » que Dante formule sur Florence. Pour E. Brilli, ce jugement se situe à l'origine des choix d'Alighieri. Ce thème est donc un « catalogue raisonné de toute la matière florentine incluse dans le poème qui constitue la base d'une réflexion sur les paramètres qui réglèrent la sélection et l'élaboration des matériaux historiques tirés du fond de la mémoire municipale de Dante » (p. 27). La matière historique du poème – comprise entre l'épisode de 1216, traditionnellement considéré comme le point de départ des conflits entre les factions, et celui de 1315 – est confrontée à la mémoire de la cité, à savoir la version des faits telle que la donnent à lire les chroniques contemporaines composées par des Florentins. Pour cela, l'auteure divise les événements en trois blocs : les faits antérieurs à l'enfance de Dante, puis les faits advenus au cours de sa vie à Florence (1280-1300) et enfin ceux de Dante *priore* puis en exil.

E. Brilli relève le fait que Dante adhère pour l'essentiel à la mémoire partagée de la cité en ce qui concerne les événements qui arrivent à la période du « Premier peuple » (années 1250) et à celle du régime gibelin (années 1260). Il s'agit d'un traitement étendu et détaillé que Dante utilise pour exprimer un jugement essentiellement défavorable sur l'histoire florentine, en exacerbant, dans un sens négatif, les éléments déjà présents dans la tradition des chroniques. Les deux autres blocs restent opaques, soit pour des raisons d'ordre psychologique (pour ce qui concerne la maturité du poète), soit pour des raisons concernant le traitement prophétique, à cause desquelles ils sont fragmentés en épisodes plus ou moins exemplaires. Il en découle une importance décisive de la mémoire de type « municipal », par rapport à laquelle Dante veut prendre une position nette qui, d'après E. Brilli, consiste en une liquidation du régime

populaire qui avait amené à l'affirmation du pouvoir guelfe. Cette « déconstruction du mythe » n'est pas le point d'arrivée de la réflexion dantesque, mais plutôt son point de départ : dans le chant de Cacciaguida, la raison de la crise florentine est située à une époque encore antérieure (le XII<sup>e</sup> siècle), c'est-à-dire quand se fut exprimée la volonté d'expansion de la ville. Dans ce cas aussi, la « dissonance » dans les explications est expliquée en termes de développement interne de la pensée du poète : après la mission impériale d'Henri VII, Dante voit la classe dirigeante du passé comme une élite qui détourna *in malo* la grandeur de la cité.

L'ouvrage propose donc une interprétation d'ensemble de la *Comédie* et mériterait une discussion générale. Je me contente de signaler deux questions qui ne sont pas à proprement parler des réserves, mais des pistes pour un débat futur. La première remarque concerne ce qu'on peut appeler le « réalisme » du poème, qui est aussi un thème classique des études dantesques. Il me semble qu'E. Brilli tend à l'élargir jusqu'à inclure la matière strictement historique, polémique peut-être de cette façon avec les études précédentes, qui ont eu une certaine propension à lire le réalisme comme une question uniquement stylistique. Dans la mesure où le cadre théorique a quelque incidence sur l'interprétation – on tend par exemple à considérer que Dante a porté un jugement négatif sur la classe dirigeante florentine notamment parce que nombre de ces personnages sont condamnés à être « parmi les âmes les plus noires », concédant donc à la *fabula* du voyage ultraterrestre une réalité *en soi* –, on se serait attendu à une analyse plus approfondie du sujet. Cette étude aurait dû inclure un texte des plus importants, celui qu'on appelle l'*Épître à Cangrande*. Peut-être pas authentique, mais probablement attribuable à un proche de Dante, il demeure fondamental pour comprendre le statut de la vision dans le poème.

Sur le plan du détail, l'idée que Dante ait pu exprimer un jugement si sévère sur la saison du « Premier peuple » ne convainc pas entièrement. Dans ce cas aussi, la question aurait mérité une étude détaillée qui prenne en compte non seulement les données internes

au texte, mais qui évalue également le rôle de la tradition populaire dans l'histoire politique des communes et dans son rapport – qui me semble de grande importance – avec l'écriture vulgaire. Le questionnement de Ciacco, rap-pelé plus haut, sur l'origine de la crise florentine ne semble pas étranger à la grande question que cette tradition (et son plus important représentant, Brunetto Latini) a posée avec le plus de force, à savoir celle de la pacification et de son refus éthique et politique des consé-quences de la division de la ville en factions. Dans une certaine mesure, y compris dans les « dissonances » relevées par E. Brilli, cet hori-zon semble rester une constante dans les pré-occupations de Dante.

ANTONIO MONTEFUSCO

**Samuel Cohn Jr et al. (éd.)**

*Late Medieval and Early Modern Ritual:  
Studies in Italian Urban Culture*  
Turnhout, Brepols, 2013, VIII-364 p.

L'ouvrage débute en promettant au lecteur un « nouveau prisme » (p. 2) pour l'étude des rituels urbains dans l'Italie de la fin du Moyen Âge et de la première modernité. Se définissant comme une « collection de quatorze études » (p. 1) en langue anglaise, il offre bien la vision éclatée promise par l'objet géométrique annoncé, après avoir déclaré qu'il n'entendait pas constituer une synthèse. De fait, à l'issue de son parcours, les éditeurs s'abstiennent de toute conclusion générale. Ils font le choix de la juxtaposition des articles et courent le risque de laisser le lecteur déçu alors que retombent les tensions stimulantes apparues entre certaines contributions, telles celles de Maria Antonietta Visceglia et de Genevieve Warwick sur l'affirmation de la ville de Rome comme capitale pontificale au début de l'époque moderne.

Le volume s'inscrit dans la lignée de tra-vaux balisée il y a plus de trente ans par les œuvres d'Edward Muir, Richard Trexler et Ronald Weissman sur Florence et Venise. Il illustre la diversité des enquêtes ayant adopté la notion englobante de rituel comme principe heuristique – à l'articulation du social, du reli-

gieux et du politique – pour l'étude des socié-tés anciennes. Plus qu'un nouveau départ, le recueil constitue un état des lieux laissant apparaître la fertilité de ce terrain – ou son aridité lorsqu'il n'est pas irrigué par une prise en compte fine des contextes sociopolitiques.

La moitié des contributions, au moins, représente une dernière mise au point de tra-vaux par leurs auteurs. Il s'agit de l'aboutisse-ment d'enquêtes dont les premiers résultats ont été proposés à partir du milieu des années 2000. Dans ce champ d'études, la décennie s'était ouverte avec la mise en garde méthodo-logique de Philippe Buc et s'était poursuivie avec la tenue d'un important colloque dont l'arc chronologique s'étendait de l'Antiquité à la période contemporaine<sup>1</sup>. L'un des mérites de ce volume collectif est ainsi d'offrir une mise à jour de la riche historiographie italienne des rituels urbains, à destination notamment du lectorat anglophone. Dans cette perspec-tive, le recueil contient la traduction d'un article important d'Andrea Zorzi sur la vio-lence ritualisée des jeunes, enrichi de référé-nces bibliographiques actualisées depuis sa parution en 1993.

Quatre parties de taille inégale composent la structure d'ensemble : « Consensus and Social Identity », « Family and Gender », « Death and Violence », « Civic and Power Rituals ». Elles suivent immédiatement la contribution de Marcello Fantoni qui esquisse un cadre théorique et dessine les contours larges du champ à l'intérieur duquel les études publiées trouvent leur place. Il réfléchit en premier lieu à deux couples notionnels, rite et symbole d'une part, rituel et cérémoniel de l'autre. Cela lui permet d'exposer la question qui sert de fil rouge au volume, à savoir la remise en cause d'un modèle explicatif déjà ancien dans lequel l'entrée dans la modernité se marquait par le déclin de rituels figés sup-posément caractéristiques du Moyen Âge. L'auteur rappelle au contraire la formidable prolifération des rituels urbains de la Renais-sance et de la première modernité, la complexi-fication croissante des symboles mobilisés et l'entrelacement de leurs registres. M. Fantoni met l'accent sur la capacité des rituels à se per-pétuer tout autant qu'à intégrer les ruptures brutales ou les évolutions progressives de la

société. Ainsi, poursuit-il, « le rituel est un processus corrélé à l'histoire et sa nature suit la règle d'un devenir permanent » (p. 25). En tant que tel, il est un observatoire privilégié d'où l'historien peut scruter les changements en cours au sein d'une communauté civique, ceux en train de se produire, ceux invoqués que le rituel doit hâter, ceux refoulés qu'il doit dissimuler.

Les textes rassemblés explorent ces potentialités à travers une grande variété de cas. Aux côtés d'exemples classiques comme les grandes cérémonies et leurs cortèges qui se déploient à travers l'espace urbain, se trouvent des dossiers plus atypiques tel celui consacré aux pratiques rituelles qui structurent durablement les corporations (Franco Franceschi) ou à la naissance, en peinture, du genre du nu féminin à l'intérieur des coffres de mariage florentins de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle (Christiane Klapisch-Zuber).

La volonté affichée en introduction de revenir sur les grandes périodisations autrefois acceptées se traduit sur le mode mineur dans la plupart des contributions. Plusieurs, en effet, s'attachent à identifier des moments charnières à l'intérieur des séquences chronologiques larges ou étroites qu'elles prennent en considération. Bien que le sous-titre de l'ouvrage évoque une ample « culture urbaine en Italie », le territoire d'enquête de la majorité relative des contributions est la Toscane où, comme souvent, Florence se taille la part du lion. Cinq articles traitent exclusivement de cette région et de cette cité, un autre de John Marino établit une comparaison entre Florence et Naples au sujet des célébrations organisées pour la mort de Philippe II. Viennent ensuite d'autres lieux privilégiés par ce type d'études, Rome, Venise et Ferrare. Les contributions de Guido Alfani, Carlo Taviani et A. Zorzi reposent quant à elles sur des séries d'exemples provenant plus largement du Centre et du Nord de la péninsule.

Deux des contributions présentant les aspects féconds de la démarche peuvent être mentionnées. La première est celle qu'Ilaria Taddei consacre à la ritualisation de la procédure d'élection de la seigneurie florentine, au tournant des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Croisant sources narratives et normatives, l'auteure

scrute le rituel dans toute l'épaisseur de ses sens. Elle s'intéresse aux rythmes précis de son déroulement, à sa formalisation et à la variation de celui-ci dans le temps, à ses lieux et à ses objets, à ses acteurs. Elle s'attache aux mots, aux gestes et aux signes. Elle montre comment un premier moment de l'élection, celui secret du vote, est nimbé de sacralité grâce, notamment, à l'association du clergé, avant qu'un deuxième temps, celui du tirage au sort, ne marque le franchissement du seuil du *Palazzo vecchio* vers l'extérieur. Un troisième moment, celui public des discours d'investiture et des serments des magistrats, renvoie à la place où la statue du lion qui symbolise la Florence guelfe est de nouveau couronnée à chaque élection, à l'unité du corps civique et à la continuité des institutions républicaines. Alors que l'oligarchie des Albizzi verrouille le mécanisme électif à son profit, les normes statutaires comme le déroulement du rituel donnent l'illusion de la pérennité du système politique. Mais la cérémonie de l'élection dit plus que cela. Elle montre une capacité à concevoir la souveraineté florentine de façon abstraite et une volonté d'en représenter la permanence à travers la rotation rapide de ceux qui ont la charge, tous les deux mois, de l'exercer.

Avec la seconde des présentations retenues, M. Visceglia traite de l'identité urbaine de la cité de Rome au début de l'époque moderne. Elle revient sur l'évolution traditionnellement admise de l'affirmation continue d'un absolutisme pontifical exercé sur le tissu urbain et manifesté à travers lui au détriment du gouvernement municipal. L'argumentation prend en compte la dimension polycentrique de l'espace et traite conjointement des rites civiques et des rites pontificaux qui s'y déroulent. Elle envisage en outre plusieurs temporalités, celle courte et cyclique de la succession des papes, qui ménage des interrègnes durant lesquels s'exprime pleinement l'autorité capitoline, et celle plus longue de la construction de l'image de l'*urbs* en majesté, qui renvoie à une Rome catholique dont la grandeur tient à l'universalité de la papauté. L'auteure s'attache en particulier au « langage de la *romanitas* » (p. 284), qui s'entend à travers la gestion des édifices antiques, l'octroi de la citoyenneté romaine ou

le déroulement du carnaval. Elle montre qu'il constitue d'abord un terrain d'entente et de négociation entre le pouvoir civique et la papauté, dans la mesure où il permet à chacun d'exercer des prérogatives tout en associant de façon solidaire l'universalisme du pape à la valorisation des institutions municipales. La mise en œuvre de la Réforme catholique au XVII<sup>e</sup> siècle modifie les logiques cérémonielles et conduit le pontife à se prétendre le seul interprète d'une *romanitas* redéfinie. Même alors, l'« autre Rome » (p. 289) ne disparaît pas. L'identité de la cité, construite et manifestée à travers ses rituels, ne se limite pas à celle de la Ville sainte. Le travail de M. Visceglia témoigne lui aussi pleinement de l'importance qu'il y a à traiter des rituels au moyen de documents de nature variée, à l'articulation de plusieurs espaces et de différentes temporalités. À ce prix, l'étude évite l'écueil du symbolisme fade et univoque pour construire un objet aux multiples facettes, qui ne prétend pas épuiser la richesse du passé dont il tente de rendre compte.

JEAN-BAPTISTE DELZANT

1 - Philippe BUC, *Dangereux rituel. De l'histoire médiévale aux sciences sociales*, Paris, PUF, [2001] 2003 ; Gilles BERTRAND et Ilaria TADDEI (dir.), *Le destin des rituels. Faire corps dans l'espace urbain, Italie-France-Allemagne*, Rome, École française de Rome, 2008.

### Pierre Savy

*Seigneurs et condottières : les Dal Verme.*

*Appartenances sociales, constructions étatiques et pratiques politiques dans l'Italie de la Renaissance*

Rome, École française de Rome, 2013, 616 p. et 8 p. de pl.

Pierre Savy consacre à la famille Dal Verme une monographie imposante issue de sa thèse de doctorat. Il propose de suivre la parabole d'un lignage du début du XIV<sup>e</sup> à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, de Vérone jusqu'aux alentours de Plaisance, au sud du Pô. Après avoir évoqué les problèmes posés par ce type d'enquête, telles l'illusion rétrospective de la cohérence du groupe ou la question de sa représentativité, il définit une démarche qui offre un véritable effet de levier.

Variante les échelles d'observation, il traite de grandes questions historiographiques soulevées et incarnées par les membres d'une lignée, ainsi de l'État régional et de ses liens avec la féodalité, de l'imbrication des États, de l'appartenance et de la mobilité sociales. Le va-et-vient entre l'étude monographique précise et les thématiques larges permet de rendre compte de rythmes différents. Avec des accélérations ou des arrêts sur telle ou telle séquence, les temps suivis s'enchevêtrent, celui de l'individu et celui de sa famille, celui de grandes entités comme Venise ou Milan.

Ces choix d'écriture aboutissent à des résultats riches et stimulants. Ils confrontent les niveaux d'analyse sans céder à la facilité qui verrait en l'un les principes déterminants des autres. La méthode permet d'aborder une situation documentaire contrastée et de traiter un large éventail typologique et géographique de fonds. P. Savy a étudié une quantité très importante de sources conservées à Milan, Padoue, Venise ou Plaisance, mais aussi à Bobbio ou Voghera. Il a accédé aux archives privées des Dal Verme, dont seule une partie a été versée à l'Archivio di Stato de Vérone. De là provient un document monumental, un « cartulaire seigneurial laïque » (p. 57) composé à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et depuis longtemps oublié. Mine d'informations factuelles, cette « heureuse trouvaille » (p. 382) renseigne en outre sur les modalités de production documentaire, sur l'entretien de la mémoire familiale dans la longue durée, ainsi que sur la conception qu'ont les seigneurs de leurs territoires puisque les documents y sont classés selon un critère topographique.

Après un état des lieux historiographique, une réflexion autour de notions clefs telles que « famille » et « noblesse » et une présentation des sources, l'ouvrage se développe en six chapitres retraçant la trajectoire des Dal Verme : ascension, apogée et déclin. Il comporte de riches annexes où sont publiés de nombreux textes ainsi qu'un registre du cartulaire.

Le parcours de membres éminents de la famille Dal Verme peut être suivi à Vérone dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Experts du droit et des affaires publiques, ils possèdent les traits habituels de l'élite communale d'alors. Une première rupture apparaît avec Pietro dans la

seconde moitié du Trecento. Soutien des Della Scala, l'homme se spécialise dans le domaine militaire, fait carrière comme podestat et multiplie les acquisitions de terres dans le *contado*. Un mauvais choix politique le contraint à l'exil et redéfinit la trajectoire des siens. Son fils Luchino se met au service des Visconti puis de Venise. Il engage sa lignée dans le métier des armes, qui devient « le fondement de la puissance familiale » (p. 101).

Les Dal Verme suivent un double mouvement de « déprovincialisation » – de la Vénétie vers la Lombardie, sans que les attaches avec la ville d'origine soient rompues – et de « terriannisation », de la ville et de la commune vers la campagne et le fief. En 1377, le bannissement est cassé mais le mouvement amorcé se poursuit. Jacopo di Luchino reçoit en fief des Della Scala la *castrum* de Sanguinetto, dans le Véronais. L'investiture est confirmée par l'empereur Venceslas en 1387 puis par Gian Galeazzo Visconti, au terme d'une première séquence d'inféodations. Si Jacopo est l'un des hommes de confiance du maître de Milan, il oscille toujours entre le service des Visconti et celui des Vénitiens. Il accumule des juridictions sur des territoires éclatés et renforce ses positions par des acquisitions de terres en pleine propriété. Il ajoute des fiefs à ceux obtenus par son père dans le Milanais dès les années 1360.

Les sources de revenus et de légitimité sont diversifiées par les deux hommes et par leurs successeurs. Ils reçoivent des fiefs des évêques de Plaisance, de Bobbio ou de Pavie, mais aussi la charge de lever la dîme dans des espaces dont ils ont été investis par les seigneurs de Milan. Ce mouvement aboutit à la réunion d'un ensemble que P. Savy place à l'origine de « l'État' Dal Verme [...] encore *in nucleo* » (p. 149 et 204). L'auteur souligne que cet agrégat demeure jusqu'à sa dislocation le produit d'une convergence d'intérêts, indissociable du mercenariat des Dal Verme. L'employeur – viscontien plus que vénitien – utilise les inféodations pour rétribuer des services et fidéliser de grands capitaines. Il s'en sert pour contrôler indirectement des territoires stratégiques où il expérimente des « parachutages » (p. 154 et 213) de chefs militaires qu'il tient aux marges de son

espace. De l'autre côté, les Dal Verme renforcent leur autonomie dans les Apennins, dans des zones principalement rurales. Les principes de structuration des terres dominées par la famille comme ceux de ses relations avec les seigneurs de Milan sont en place.

En 1433, Luigi, fils de Jacopo, obtient de l'empereur Sigismond l'érection de Sanguinetto en comté. Trois ans plus tard, après avoir lui aussi louvoyé entre Venise et Milan, il se range durablement derrière la seconde. Le duc lui concède l'« investiture décisive » qui comporte, au sein d'un ensemble territorial compact, la cité de Bobbio avec ses salines. L'auteur insiste sur ce point : pour les Visconti comme pour les Sforza, l'inféodation est un instrument de consolidation de l'État. Les Dal Verme qui lui étaient initialement étrangers en bénéficient. Seigneurs parce que soldats, ils sont fixés en Lombardie à la tête d'un « État, largement emboîté dans un autre » (p. 204).

L'ouvrage étudie l'exercice du pouvoir sur un archipel territorial remis à des condottières au gré des circonstances et défend la thèse de l'existence d'un État Dal Verme, « nullement autonome » mais tel que, en l'examinant, « on frôle parfois la souveraineté » (p. 214). L'auteur le caractérise par une conscience étatique de seigneurs qui parlent de leurs « sujets », par l'existence d'officiers stables et de « dynasties domestiques » (p. 231), par la jouissance d'exemptions fiscales et juridictionnelles, par l'administration de la justice « à l'ombre du duc » (p. 221). Malgré les relations avec les acteurs locaux (communautés rurales et urbaines, pouvoir épiscopal, grands lignages et vassaux), les Dal Verme restent dépendants du pouvoir ducal. Leur apogée est bref et la mort de Luigi, en 1449, amorce le déclin. Avant de le traiter, P. Savy souligne l'importance des liens des Dal Verme avec les ermites de saint Augustin. En rapport étroit avec la famille à Vérone, l'ordre est un élément de stabilité au moment de son passage en Lombardie où des échanges de services réciproques se poursuivent efficacement.

La période de la régence de Luchina (1449-1461), fille du condottière Carmagnola et épouse de Luigi, permet à P. Savy d'étudier un autre aspect du pouvoir des Dal Verme : sa nature familiale. Évoqué au sujet d'inféodations

collectives ou de la gestion des *condotte*, il s'agit d'un trait essentiel des seigneuries du temps, dans lesquelles le pouvoir est patrimonialisé. Luchina en est dépositaire, elle le gère pour son fils Pietro jusque dans ses aspects militaires. En soulignant l'étroitesse du « groupe compact et solide » (p. 283), P. Savy pointe l'une des modifications tendanciennes du pouvoir seigneurial, observable jusque dans les entités territoriales de petite taille entre les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles : personnel, il s'exerce au sein de dynasties au lieu d'être administré par quelques proches parents associés. La conscience lignagère apparaît dans le registre vraisemblablement voulu par Pietro qui reconstruit avec lui la mémoire familiale, au moment où les relations avec le duc se détériorent. Le gouvernement de Luchina éclaire un autre aspect de cette construction politique. Dépendante d'intérêts économique-politiques supérieurs, elle se heurte par ailleurs à ceux des cités et de l'ancienne aristocratie voisines. Le duc trouve alors à exercer les fonctions d'arbitre qui l'avantagent tant, au détriment de Pietro dont l'importance militaire décline malgré les alliances matrimoniales croisées de sa famille avec celle des Sforza. Pietro meurt en 1485, probablement empoisonné, et son État disparaît avec lui.

La clarté du récit qui articule l'histoire de la famille sur cinq générations avec celle de l'État milanais n'est qu'une des qualités du livre de P. Savy. Il faut rappeler le traitement conjoint de problématiques politiques et sociales auxquelles des réponses fermes sont apportées. L'ouvrage invite également à reconsidérer des questions anciennes. Ainsi celle de la féodalité à la fin du Moyen Âge, de la persistance ou de la mutation profonde d'un système dont, au-delà de la stabilité des rituels et des mots, les logiques sont bouleversées dès lors que les vassaux sont également des professionnels de la guerre vendant leurs services au plus offrant comme à ceux qui les ont investis. Ainsi encore, la question de la nature de constructions territoriales originales, issues de délégations d'autorité étendues mais révocables de la part de pouvoirs supérieurs, impérial, ducal ou pontifical. Discontinues tant sur les plans géographiques que juridictionnels, soudées autour d'une famille, elles jouissent le plus souvent d'une

autonomie très réduite. Elles sont privées de statuts propres et ceux qui les dirigent ne jouissent pas de pouvoirs législatifs indépendants. P. Savy nourrit de façon riche, utile et argumentée tous ces points de débat.

JEAN-BAPTISTE DELZANT

### Marco Moroni

*Nel medio Adriatico. Risorse, traffici, città fra basso Medioevo ed età moderna*

Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 2012, 401 p.

Marco Moroni publie une compilation de ses articles sur les commerces et les activités maritimes, la pêche en particulier et l'exploitation des salines, des villes des Marches entre le X<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Cet utile recueil est servi par une focale baladeuse qui réserve des surprises, des points de vue inattendus. Une remarque de méthode s'impose cependant. L'éditeur aurait dû exiger de l'auteur ou assumer lui-même l'harmonisation nécessaire, l'élimination des doublons et des généralités, des petits raffinements incompréhensibles (« *dorico* » pour ancônitain, en référence aux origines doriennes d'Ancône) et la construction d'une cartographie qui manque complètement. Comment apprécier, par exemple, l'espace commercial que créent les traités imposés par Venise dès le XI<sup>e</sup> siècle aux villes de l'Adriatique sans une carte ?

Le livre aurait dû se fonder sur les mutations, mais le plan suit une logique géographique : les ressources des Marches (safran, huile, soie, sel, pêche, alors que leur surgissement dans l'économie n'est pas simultané), les trafics et les marchands, les productions industrielles régionales (savon, cire) et les villes marchandes. Trois essais inédits sur le sel, le savon et sur le réseau des villes portuaires et marchandes qui entourent l'Adriatique sont également les plus originaux. Les informations dispersées tout au long de l'ouvrage permettent de dessiner une géographie de la circulation maritime : sur la côte de l'Istrie, de la Dalmatie, de l'Albanie et de l'Épire, une infinité de bons ports, mais rarement liés par des routes praticables aux centres des trafics et des consommations ; à l'ouest, de mauvaises plages, simples *caricatori*



sur la côte des Abruzzes et des Marches, quelques ports-canaux aux embouchures des fleuves côtiers, quelques ports de lagune et quelques rares bons ports naturels, Ancône, Pesaro, Rimini. Ces derniers attirent le trafic qui traverse les Apennins, depuis Rome, Florence ou les centres actifs des Marches et des Abruzzes, L'Aquila, Fabriano, Camerino. Les ressources proviennent d'abord de cette mer poissonneuse et du littoral lagunaire, de la cueillette, de la pêche, du ramassage du sel, mais rien n'est immuable : l'activité des salines est soumise à la compétition ou au monopole de Venise qui les ferme au profit du sel dalmate.

La multiplicité et la modestie des places commerciales sur le littoral adriatique sont un fait de longue durée : point de centre, des marchands étrangers, une circulation qui repose sur un système de foires toujours remodelé et dont les villes se disputent la tête, la foire de départ au printemps, et l'apogée, la foire de juillet. En conclusion, une faible intégration verticale et une grande perméabilité aux influences vénitiennes, des moments de croissance autonome et de replis, des politiques économiques municipales enchevêtrées.

Le livre permet de donner une profondeur médiévale à l'œuvre de Sergio Anselmi et d'Alberto Caracciolo et de reconstruire une chronologie dispersée : dès le XII<sup>e</sup> siècle, Ancône est l'alliée de l'empire byzantin contre les Normands d'Italie ; dans l'ombre de Venise, maîtresse des voies adriatiques, les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles voient le développement précoce des foires et des relations avec l'Orient. La fixation à Lorette de la maison-relique de Nazareth, rapportée de Palestine à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, en donne l'image. Le commerce de longue distance est premier. Celui des esclaves slaves aussi, à l'embouchure de la Neretva, comme l'a montré Charles Verlinden, mais M. Moroni n'en parle pas. Le monopole vénitien sur le sel, la cire (dont la consommation est multipliée par le sanctuaire de Lorette) et le savon est finalement secoué par Ancône, qui s'appuie sur la protection pontificale et sur l'installation des juifs et des marranes, immigrants privilégiés et passeurs qui lui ouvrent la Méditerranée byzantine dominée par les Ottomans et qui se dispersent après l'émeute anti-juive de 1556. La défaite des Vénitiens

à Agnadello en 1509, l'essor des foires de Rimini, l'entrée des Pontificaux à Ancône en 1532, rythment les progrès de la liberté et de l'activité maritime. C'est un premier apogée d'Ancône, devenu le port des Florentins en direction de Zara et de Raguse : de 1 000 à 4 000 navires fréquentent le port chaque année et les Ponentins, des « Turcs », c'est-à-dire des Grecs, y forment une colonie active.

À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, le repli sur l'Adriatique conduit à un effacement presque complet, un nadir des trafics vers 1700, à peine compensé par le développement des pêches que stimule l'arrivée de pêcheurs martégaux porteurs de techniques nouvelles, la tartane et les *paranze*. Les fondements sont cependant stables : relations avec la Dalmatie, rideau de villes qui ouvre sur les épaisseurs des empires ottoman et autrichien, axe Ancône ou Pesaro-Raguse, migration des Slaves vers l'Italie « heureuse ». Carinthie, Carniole, Croatie, Bosnie, Albanie, Épire alimentent de cuirs, de petits objets de l'artisanat rural, comme les couvertures *slavine*, de bois et de métaux, les manufactures qui soutiennent la relance du XVIII<sup>e</sup> siècle et le nouvel essor d'Ancône, port franc en 1732. Une communauté culturelle et linguistique unit les deux rives de l'Adriatique. L'urbanisme unitaire, ville de pierre autour d'un port-canal, la vie maritime, les chantiers navals, la présence des juifs rassemblent les îles du Quarnero, les ports dalmates, jusqu'aux îles Ioniennes. Cette communauté ne sera effacée que par les massacres de la Seconde Guerre mondiale, déportations et *foibe*, et l'expulsion des Italiens en 1945. Le livre s'achève sur l'entrée des Marches dans l'économie balnéaire vers 1880.

La nouveauté réside dans la prise en compte de points de vue inédits, de Pesaro et de Rimini, de Lorette aussi : ils décrivent une pluralité de conjonctures locales, stimulées par des politiques municipales actives dès le XVI<sup>e</sup> siècle, par l'obtention de foires et de privilèges, par l'appel à l'immigration qualifiée, artisans, juifs, marranes, dans une concurrence acharnée. Pesaro offre un exemple de politique cohérente avec la fixation et la condensation d'un milieu marchand aux origines composites et, au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'implantation des manufactures de la soie et de la faïence.

Chaque article comprend des informations et des suggestions sur d'autres zones, les Abruzzes, sur d'autres marchés, Livourne, Marseille, sur de grands mouvements d'implantation, les pêcheurs provençaux, les marchands et les navires anglais. Il manque cependant une étude des mouvements économiques et de la conjoncture politique et culturelle dans les cités dalmates de Zara et Sebenico, à Segna, à Fiume et dans les îles. C'est une tâche que, dans une Adriatique pacifiée, les historiens pourraient envisager.

HENRI BRESCH

### Matteo Giuli

*Il governo di ogni giorno. L'amministrazione quotidiana in uno Stato di Antico Regime*

(Lucca, XVII-XVIII secolo)

Rome, École française de Rome, 2012, 588 p.

Le thème des relations entre la ville de Lucques et sa campagne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles est au cœur de cet ouvrage issu d'une thèse. L'objectif est double, à la fois local et général. D'un côté, il s'agit de comprendre comment les dynamiques de pénétration du pouvoir urbain lucquois dans son territoire rural (*contado*) ont contribué au maintien de l'autonomie et de l'indépendance de la petite et faible République de Lucques. De l'autre côté, son cas est, selon l'auteur, exemplaire, capable d'apporter des éclairages sur l'exercice du pouvoir public dans les sociétés d'Ancien Régime.

Matteo Giuli inscrit son ouvrage dans le cadre du débat historiographique sur la formation de l'État moderne, plus particulièrement dans la continuité des travaux – tels ceux de Giovanni Levi et d'Osvaldo Raggio – qui ont opposé au modèle de la « territorialisation » (centralisation du pouvoir à travers son extension progressive de la ville au territoire rural) une approche « multilatérale » (pluralité des acteurs et influence réciproque entre centre et « périphérie »). C'est dans ce cadre que l'auteur choisit d'étudier les relations ville-campagne comme un angle d'observation privilégié pour reconstruire le fonctionnement de l'administration de la République de Lucques. Pour ce

faire, il s'intéresse à trois aspects spécifiques de ces relations : la politique alimentaire de l'État, l'endettement du *contado* et la conflictualité rurale.

Du point de vue chronologique, l'analyse se concentre sur une période de cent ans environ, qui commence dès les années 1630-1640. C'est à partir de ce moment que l'administration économique et politique de la République fait l'objet d'une série de changements, à la fois normatifs et institutionnels, visant à renforcer le pouvoir urbain sur le territoire rural. Cette période est marquée par des événements cruciaux, tels que la peste de 1630-1632, la crise de l'industrie de la soie et le déclin démographique, et par l'aboutissement du processus de fermeture oligarchique de la République, commencé au cours de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

À travers une description détaillée du fonctionnement de l'administration de Lucques, l'auteur met en évidence l'existence de certains principes qui régissent la cité et qui en assurent l'autonomie. Le premier est celui du maintien de l'ordre et de la « paix sociale » comme garantie de la *libertas* aristocratique. Ce principe relève de la conception juridique de l'État considéré, à l'époque, comme un ensemble de groupes, corps et communautés, dont la cohabitation pacifique doit être l'objectif principal de l'administration centrale. Pour la République de Lucques, l'enjeu de l'ordre social est lié à son existence en tant qu'entité politique autonome. La conflictualité interne était en effet perçue comme un facteur d'affaiblissement, car elle aurait pu être utilisée et manipulée par les puissants voisins pour pénétrer militairement dans le territoire. Cette idée directrice est à l'œuvre dans plusieurs secteurs de l'administration, dont le plus important est probablement l'annone. Soucieuse d'éviter la famine, afin de préserver le *statu quo*, la noblesse municipale, qui siège dans la magistrature de l'*Abbondanza*, prête une attention extrême au ravitaillement en blé et à la production et distribution du pain. Ce contrôle est rendu possible par la mise en place d'une véritable structure de police, dont la cible principale est le florissant système de contrebande. Le même souci caractérise l'action de l'*Offizio sopra i possessi turbati*, qui gère les conflits

liés à la propriété foncière, dans le but de sauvegarder la structure juridique et sociale de la propriété telle qu'elle existe. De ce fait, l'action de cet office vise en particulier les paysans occupant des terres – que, en raison des dettes, ils ne peuvent plus louer – en estimant y avoir des droits relevant de l'usage et de la possession.

Le deuxième principe est le paternalisme, lequel est étroitement lié à la notion d'économie morale. Dans le cas de l'annone, l'auteur montre que les abus de la part de ces nobles qui profitaient de leur charge à l'*Abbondanza* pour en tirer un bénéfice personnel étaient sévèrement punis, car ils portaient atteinte au rôle de père et de tuteur que l'État était censé jouer, notamment dans le secteur de la politique alimentaire. Le principe du paternalisme semble être, par ailleurs, le cadre « idéologique » dans lequel s'inscrivent les pratiques clientélares qui caractérisent les relations entre les membres du gouvernement aristocratique et les habitants du territoire rural. À plusieurs reprises, en effet, M. Giuli souligne la superposition entre les intérêts des nobles en tant que particuliers et leur rôle d'officier au service de l'État. À ce propos, les *assicurazioni* (recommandations) empêchaient les *birri* (policiers) d'arrêter le protégé d'un noble, malgré ses dettes impayées. C'est du fait de cette superposition que, comme l'auteur le suggère, la conflictualité rurale pour l'accès à la terre pouvait être manipulée par les aristocrates, à la fois propriétaires fonciers et magistrats de l'*Offizio sopra i possessi turbati*.

L'administration lucquoise est donc censée sauvegarder à la fois les intérêts de la population et ceux de la République. Elle doit mettre en œuvre une difficile médiation entre les exigences de l'État et les possibilités effectives des individus, et doit souvent opérer au cas par cas. L'auteur utilise ici la notion de « mesure de police », qui, comme Paolo Napoli l'a souligné, permettait de réduire la distance entre les normes juridiques et la pratique, et, en dernière analyse, de rendre possible l'action du gouvernement à travers la négociation avec les autres acteurs. En ce qui concerne la perception des impôts et le paiement des dettes des paysans, par exemple, l'*Offizio sopra i disordini* et les députés aux *rescossioni* (encaissements) veillent à exiger de leurs débiteurs ce qu'ils peuvent

effectivement payer, dans le but d'en tirer un revenu tout en évitant d'exacerber les conditions de pauvreté, ce qui aurait pu entraîner la rupture de l'équilibre social. L'action des magistratures urbaines est donc fondée davantage sur la négociation que sur l'imposition, ce qui s'explique aussi par la présence d'une série d'institutions locales préexistantes avec lesquelles elles doivent traiter.

Maintien de l'ordre, paternalisme et négociation sont les principaux moyens dont le pouvoir urbain se sert pour pénétrer dans le territoire rural et y renforcer son emprise. Grâce à sa reconstitution soignée et minutieuse de l'activité et du fonctionnement de l'administration lucquoise, M. Giuli, avec cet ouvrage, apporte au débat sur la construction de l'État moderne une preuve supplémentaire qui démontre la validité du modèle « multilatérale » et l'opportunité de considérer la pluralité des acteurs impliqués dans ce processus complexe.

ELEONORA CANEPARI

### Larry Wolff

*Paolina's Innocence: Child Abuse in Casanova's Venice*

Stanford, Stanford University Press, 2012, x-315 p.

En 1785, la cour de justice vénitienne des *Esecutori contro la Bestemmia* (Exécuteurs contre le blasphème) enquête sur les agissements de Gaetano Franceschini, un riche habitant de Venise d'origine vicentine, dénoncé par le prêtre de la paroisse de Sant'Angelo. Franceschini avait abusé de Paolina Lozaro, une enfant de huit ans appartenant à l'une des nombreuses familles de Frioul ayant immigré à Venise. Il l'avait fait venir chez lui au prétexte de l'embaucher comme domestique, puis l'avait obligée à passer la nuit avec lui.

L'enquête et le procès menés par les magistrats servent de fil directeur à la propre enquête de Larry Wolff, dont le premier objectif est d'étudier l'histoire des abus sexuels sur les enfants. Pour aborder cette question difficile, et un objet complexe à circonscrire, l'auteur met l'affaire en perspective avec plusieurs enjeux essentiels de l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi articule-t-il l'histoire de l'enfance et de la place

des enfants dans les sociétés européennes modernes avec celle de la sexualité à l'époque du libertinage, tout en considérant la question de la *public sphere* au siècle des Lumières. Son livre constitue également une étude efficace de la société vénitienne dans les dernières décennies de la République, des réseaux d'habitants, des relations sociales entre les domestiques et leurs maîtres, entre les hommes et les femmes, entre les adultes et les enfants, entre les migrants et les natifs de Venise. Le quartier de Sant'Angelo, au sud de Rialto, devient le théâtre de cette étude fine et vivante, menée au sein du microcosme social que constituait le voisinage.

La source principale de L. Wolff est le long procès des Esecutori contro la Bestemmia, un dossier de 300 pages, « très probablement, l'enquête la plus détaillée jamais effectuée et enregistrée dans le monde d'Ancien Régime sur les mauvais traitements infligés aux enfants » (p. 2). Le document se révèle d'une grande richesse, les nombreux témoins n'étant pas avarés de détails, de jugements et de justifications, qui donnent à voir leurs conceptions de l'intime et des relations de domination à la fin de l'époque moderne. L. Wolff choisit également d'utiliser quelques grands textes littéraires du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans un va-et-vient constant entre le procès et la littérature. Pour éclairantes que ces mises en perspective puissent apparaître, elles manquent néanmoins d'une explicitation, et l'on peut regretter que les présupposés méthodologiques d'une telle démarche ne soient pas formellement énoncés.

Organisant son propos en quatre parties, l'auteur construit progressivement les termes de l'enquête. Dans un premier temps, il revient sur le procès, la procédure et le tribunal de la Bestemmia. La dénonciation du prêtre et les premiers témoignages révèlent les détails sordides de l'affaire. C'est en particulier le cas du récit de la jeune Paolina, ainsi que ceux de sa mère et de la gouvernante de Franceschini à qui il revint de préparer l'enfant. Mais ainsi que le rappelle L. Wolff, Casanova lui-même, comme le personnage de Don Giovanni dans le livret de Lorenzo Da Ponte, se vantaient à l'époque de prendre leur virginité à de très jeunes filles, sans se préoccuper de leur âge ou des conséquences de leur acte.

La deuxième partie du livre permet d'entendre les nombreux autres témoignages rassemblés par les magistrats vénitiens, en particulier ceux du cafetier et de sa femme qui tenaient boutique au rez-de-chaussée de l'immeuble habité par Franceschini. S'appuyant sur les thèses classiques de Jürgen Habermas, et sans les discuter plus avant, l'auteur considère également la pièce de Carlo Goldoni, *La bottega del caffè* (1750), pour analyser comment le café, la rue, le voisinage ou les réseaux d'habitants constituaient des espaces d'interconnaissance, des lieux de circulation de ragots, de rumeurs et de nouvelles. Là s'élaboraient les jugements, les considérations morales et les dénonciations vis-à-vis des agissements de Franceschini. L'affaire était devenue publique parce que le cafetier comme les autres habitants du voisinage avaient vu, regardé, écouté ce qui se passait, avant d'en parler entre eux. Chacun y allait de sa façon de qualifier Franceschini, l'accusant d'être « une bête » (p. 38), « un vieux cochon » (p. 90), un « scélérat » (p. 160), un « homme sensuel » (p. 85), et d'avoir pratiqué le « sacrifice d'une innocente » (p. 57).

Car tout l'enjeu, pour les Esecutori contro la Bestemmia, restait en effet d'établir les chefs d'accusation : l'abus sexuel sur un enfant n'était pas en soi condamné par la loi et c'était surtout le « scandale » provoqué par le comportement de Franceschini qui était dénoncé par les magistrats. La troisième partie de l'ouvrage renvoie ainsi à la question de son libertinage. Les justifications de l'accusé, la construction de sa défense, sa dénonciation de la calomnie, ses accusations contre les témoins reposaient sur la revendication de sa liberté. « Je suis un homme libre » (p. 197), affirmait-il, disant avoir agi dans la sphère domestique, donc à ce titre ne pas être coupable d'un quelconque scandale. C'était pourtant ce que lui reprochait le tribunal : le scandale public, sa mauvaise réputation, sa fréquentation des prostituées et le « triomphe de la turpitude » (p. 179) qu'il représentait. Une fois encore, L. Wolff mobilise les figures de Casanova et Don Giovanni, mais aussi les écrits du marquis de Sade pour mettre au jour le portrait du libertin et la « *child pornography* » que véhiculaient certains textes de l'époque.

« L'innocence de l'enfance », l'objet de la quatrième partie, était menacée par le libertinage de Franceschini. L'*Émile* de Rousseau et les mots de la jeune Paolina face aux magistrats guident les analyses de l'auteur. Car le scandale venait bien du jeune âge de la victime, de la violation de son innocence, en particulier selon L. Wolff dans le contexte de la « *enlightened culture of childhood* » (p. 239). Les magistrats comme les témoins discutaient de l'affaire et manifestaient leur désarroi. Le témoignage de Paolina reflétait lui-même son embarras et ses difficultés face à une situation qu'elle savait moralement inacceptable.

Le dernier chapitre propose des conclusions et des pistes de réflexion à propos des abus sexuels sur les enfants, l'auteur élargissant son observatoire, de l'Italie du voyage de Johann Goethe à la psychanalyse de Sigmund Freud en passant par l'Angleterre victorienne de Charles Dickens. La persistance de ce type d'abus invite à historiciser et analyser les contextes de réception tout autant que les conditions du crime. Selon L. Wolff, la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle représentait un tournant, au moment où émergeaient de nouveaux propos sur l'enfance, en contradiction avec des pratiques encore diffuses. L'auteur aurait peut-être gagné à clarifier sa conception des Lumières lorsqu'il évoque par exemple l'« attitude éclairée (*enlightened*) envers le blasphème » (p. 28) ou le fait que l'« époque des Lumières avait déjà reconnu la force de l'amour d'une mère pour ses enfants » (p. 37). Que « faisaient » les Lumières aux mœurs, aux pratiques de l'intime, aux agissements et aux jugements de ces habitants du quartier de Sant'Angelo, domestiques frioulans et dalmates, artisans, cafetiers et passants ? Car malgré les dénonciations nombreuses, la honte, les critiques et la réprobation, Franceschini fut finalement libéré. Emprisonné pendant les quatre mois de l'enquête, il ne fut condamné qu'au paiement de deux cents ducats à la famille de Maria, un montant limité à ses yeux, mais bien entendu important pour le père de l'enfant, qui apparut pour la première fois devant les juges lorsqu'il s'agit de réclamer la somme.

C'est la nature de l'objet étudié par L. Wolff qui rend complexe le traitement de l'affaire, plutôt que le choix d'une approche micro-historique et d'une source judiciaire unique.

L'ouvrage a le mérite d'aborder un sujet qui a rarement intéressé les historiens, et ouvrira sans doute la voie à de nouvelles enquêtes. Il constitue une contribution importante à l'histoire de la société vénitienne à la fin de la République et, plus généralement, à l'histoire des mœurs et des pratiques de l'intime au temps des Lumières.

CLAIRE JUDE DE LARIVIÈRE

### **Teofilo Fabian Ruiz**

*A King Travels: Festive Traditions in Late Medieval and Early Modern Spain*  
Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012, xv-356 p.

L'historien américain d'origine cubaine Teofilo Fabian Ruiz est bien connu du public français, grâce, notamment, à deux articles publiés dans les *Annales* : le premier sur la non-sacralité de la monarchie castillane (1984), le second sur le déploiement festif de mai 1428 à Valladolid (1991), où le privé de Jean II de Castille, Don Álvaro de Luna, s'employa à mettre en scène un triomphe monarchique qui célébrait en même temps sa propre victoire contre le parti des cousins du roi, les infants d'Aragon. Ces articles alimentèrent le débat sur la sacralité du pouvoir royal en Castille. Au-delà, ils représentèrent une contribution marquante à la discussion portant sur le sens à donner à la ritualisation du pouvoir, dont un moment majeur fut la critique par Alain Boureau de la lecture univoque de l'école cérémonialiste américaine<sup>1</sup>.

Les rituels, les déploiements festifs et la symbolique du pouvoir sont à nouveau au cœur de l'ouvrage de T. Ruiz, lequel fait figure de retour aux sources, ce dont témoigne l'appendice consacré aux célébrations vallisolétaines de 1428. Le point de départ est cependant bien plus tardif : les voyages de Philippe II d'Espagne dans les royaumes de sa couronne d'Aragon en 1584-1585 et 1592. Contemporain et comparable, même si d'une autre dimension spatio-temporelle, le tour de France de Charles IX avait donné lieu à une analyse modélisée que n'avait pas manqué de saluer Bernard Lepetit dans les *Annales*<sup>2</sup>. Mais en faisant du tour de Philippe II le prétexte d'un propos sur les traditions festives en Espagne du milieu du XIV<sup>e</sup> au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, T. Ruiz présente un

livre peu convaincant. L'intention n'est pas en cause. Déconstruire un objet, identifier les différents éléments qui le configurent, remonter les chaînes de leurs précédents, contextualiser ces maillons, et tenter ainsi tant de souligner leur sens changeant que de les replacer dans une perspective de longue durée constitue un beau programme. Mais la mise en œuvre est loin de répondre à l'ambition affichée, pour deux raisons structurelles : un plan d'ouvrage déroutant et une pratique du remploi discutable.

Le plan tout d'abord. Le tour royal de Philippe II n'est analysé qu'à partir du cinquième chapitre. Le traiter d'emblée aurait permis à l'auteur de mieux justifier les choix des remontées (quelques tableaux et statistiques étaient envisageables) qu'il opère pour illustrer les entrées royales, la fête chevaleresque, les combats simulés et autres « entre-mets » guerriers, le carnaval ou encore la fête du *Corpus Christi*. Apparaissant trop tardivement, le tour de Philippe II force le lecteur à prendre un chemin de supposées traditions festives dont le tracé se perd à force de redites, de renvois vers des étapes déjà passées et d'autres à venir, ou encore d'allers-retours temporels qui, parfois, lui font dévaler des pentes anhistoriques.

Le remploi ensuite. Les compilations d'articles sont un genre utile. Elles permettent aux lecteurs un accès plus aisé à une réflexion dont le suivi peut être rendu malaisé par la dispersion éditoriale. Pour l'historien, c'est l'occasion de marquer un arrêt, d'ordonner sa production et de souligner certains axes de ses recherches. Mais ce genre ne va pas sans transparence. Elle fait défaut ici, alors même qu'une bonne part de l'ouvrage reprend, réagence et réécrit des réflexions et des travaux déjà publiés. On ne peut reprocher à T. Ruiz d'avoir de la constance dans ses thèmes de recherche, mais elle vire trop souvent ici à l'auto-copier-coller. Le lecteur comparera ainsi certains passages de ce *King Travels* et du précédent *Spanish Society* (2001), en particulier ceux relatifs aux typologies festives, au carnaval, à la fête du *Corpus Christi* ou aux autodafés. Il pourra encore comparer les chapitres consacrés aux entrées royales aux articles que l'auteur a publiés sur les célébrations festives à Jaén et sur les entrées royales à Séville<sup>3</sup>.

À lire ces pages consacrées aux entrées – près du quart de l'ouvrage, sans compter les entrées de Philippe II, dont celle de 1585 à Saragosse qui avait donné lieu à un article publié en 2012 –, le lecteur pourrait croire que, depuis les travaux de Rosana de Andrés Díaz (un article descriptif seulement basé sur les relations de ces entrées dans les chroniques et publié en 1984) et de J. Nieto Soria<sup>4</sup>, ce champ de la ritualité politique est resté en jachère. T. Ruiz a fait tout simplement l'économie d'une actualisation. Il manque dès lors ces jalons essentiels que sont les travaux d'Ana Isabel Carrasco Manchado pour la Castille et de Miguel Raufast Chico pour la couronne d'Aragon. Quant à la série des entrées à Séville, à laquelle l'auteur consacre un long développement, elle est incomplète du fait de l'oubli des entrées d'Henri III en 1396 et 1402 et d'Henri IV (certes ratée) en 1454, dont j'ai souligné qu'elles formaient, avec celle d'Isabelle de Castille en 1477, une sous-série rituelle et narrative marquée par l'articulation profonde entre entrée et audience publique.

FRANÇOIS FORONDA

1 - Alain BOUREAU, « Les cérémonies royales françaises entre performance juridique et compétence liturgique », *Annales ESC*, 46-6, 1991, p. 1253-1264.

2 - Jean BOUTIER, Alain DEWERPE et Daniel NORDMAN, *Un tour de France royal. Le voyage de Charles IX, 1564-1566*, Paris, Aubier, 1984.

3 - Teofilo Fabian RUIZ, « Elite and Popular Culture in Late Fifteenth-Century Castilian Festivals: The Case of Jaén », in B. A. HANAWALT et K. L. REYERSON (éd.), *City and Spectacle in Medieval Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994, p. 296-318.

4 - José Manuel NIETO SORIA, *Ceremonias de la realeza : propaganda y legitimación en la Castilla Trastámara*, Madrid, Nerea, 1993.

### Ingrid Houssaye Michienzi

*Datini, Majorque et le Maghreb (14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles). Réseaux, espaces méditerranéens et stratégies marchandes*  
Leyde/Boston, Brill, 2013, xxx-694 p.

Ce livre constitue une tentative appréciable de faire de l'histoire économique solidement

ancrée dans la documentation d'archive, qui soit capable en même temps de dialoguer avec les sciences sociales. Un sujet captivant – les échanges entre chrétiens et musulmans au XIV<sup>e</sup> siècle –, une riche documentation – les archives personnelles du marchand Francesco di Marco Datini –, une approche innovante – la sociologie des réseaux –, sont les ingrédients d'une recherche qui veut appliquer au Moyen Âge des recettes employées avec succès pour l'époque moderne. La référence dans ce domaine est le travail mené sur la communauté sépharade de Livourne par Francesca Trivellato (explicitement appelé dans l'introduction d'Anthony Molho)<sup>1</sup>.

Dans les trois premiers chapitres, les échanges commerciaux de Datini avec le Maghreb sont considérés comme le résultat des contraintes dans lesquelles la compagnie commerciale toscane opérait. Le marchand de Prato faisait face à un triple obstacle : il ne pouvait pas s'appuyer sur de solides liens familiaux qui auraient fonctionné comme le ciment de son entreprise ; la compagnie ne disposait pas de ses propres agents en Afrique du Nord ; enfin, le gouvernement florentin, contrairement à ceux de Pise, Gênes et Venise, ne disposait d'aucune représentation diplomatique au Maghreb.

Ce sont les lettres marchandes qui permirent de surmonter le premier obstacle. Également utilisées pour renforcer l'identité florentine de ses agents, elles devinrent le véritable « moyen de contrôle » de leur travail (p. 71). La seconde contrainte conduisit à développer un réseau d'intermédiaires commerciaux, ce qui eut des effets sur l'implantation géographique des activités de Datini. Le négociant eut désormais accès aux produits d'Afrique du Nord à partir des places d'échanges pisanes puis majorquines. C'est surtout l'absence de Florence dans les centres portuaires maghrébins qui amena ces compagnies à développer un commerce flexible, nécessairement indirecte, qui se jouait des interstices offerts par les communautés dotées d'un réel statut politique, comme celle de Pise, et la médiation des marchands indépendants.

Ce n'est que par cette série de filtres que Datini pût accéder aux produits commerciali-

sés sur les marchés d'Afrique du Nord, qui empruntaient deux circuits différents : local et sub-saharien. Le premier marché fournissait essentiellement des colorants (surtout la *grana*), des peaux et des cuirs, tandis que la laine barbaresque jouait alors un rôle tout à fait résiduel. Le second regroupait des articles de luxe, comme les plumes d'autruche ou le poivre de Guinée, même s'il faut souligner que les archives ne font aucune référence au commerce de l'or. Ces importations représentaient environ un tiers du total de l'activité de la compagnie de Majorque. Ces flux étaient plutôt faibles au regard de ceux engendrés par les échanges avec les marchés provençaux et ibériques qui, avec l'Italie, étaient au cœur du système Datini.

La deuxième partie de l'ouvrage décrit le réseau d'échanges commerciaux organisé par Datini, d'où émerge sa forte capacité à coordonner un ensemble complexe d'acteurs et de circuits. Il parvint à rendre efficace ce commerce fait d'innombrables intermédiaires, en tirant pleinement partie des caractéristiques que l'entreprise marchande toscane a acquises lors de la profonde réorganisation qui a suivi les faillites de 1343. Des liens informels unissaient les différentes sociétés commerciales et leurs agents dans une méta-compagnie réticulaire, une « organisation souple » (p. 245) où coexistaient concurrence et entraide. La confiance, qui se nourrissait de volumes impressionnants de correspondance, permettait l'adoption de stratégies communes et le partage des informations, et facilitait le développement de trafics qui reposaient sur la loyauté des agents commissionnaires.

Les très rares concitoyens présents au Maghreb auraient pu faire partie du système commercial multiforme et flexible mis en place par une entreprise de taille modeste comme celle de Datini. Ces mêmes stratégies de collaboration appliquées au commerce maritime menèrent les Florentins à innover dans le marché du fret avec des formes d'organisation qui permirent de combler le retard infrastructurel par rapport aux Génois et aux Vénitiens.

Après deux chapitres dédiés aux réseaux marchands principalement dans l'optique florentine, on entre dans le monde de Majorque,

voie d'accès à l'Afrique du Nord. L'objet principal du livre réside dans ces quatre-vingts pages qui nous révèlent la structure d'un commerce interculturel mis en place par des chrétiens, des musulmans et des juifs, des Florentins, des Catalans et des Maghrébins. Là encore, c'est à partir de différentes contraintes que les réseaux de Datini se structurèrent.

Le monopole du commerce avec le Maghreb exercé par des ligues de marchands majorquins imposait les prix aux étrangers; il était donc nécessaire de développer des stratégies alternatives. Il fut décidé de réemprunter deux circuits préexistants et parallèles: d'une part, les réseaux marchands juifs qui rayonnaient depuis Majorque vers de nombreux centres côtiers d'Afrique du Nord, intensifiés pendant cette période par les persécutions aragonaises; d'autre part, mais dans une moindre mesure, en profitant des échanges entre la communauté mudéjar de Valence et les marchands maghrébins d'Alcúdia, Honein et Oran.

Le volume est complété par une riche annexe dans laquelle sont transcrites de façon intégrale la quarantaine de lettres envoyées du Maghreb aux entreprises Datini. Cette précieuse documentation est le miroir, en positif mais aussi en négatif, du travail d'Ingrid Houssaye Michienzi. Si d'un côté on retrouve une analyse des sources qu'il est désormais rare de rencontrer, de l'autre il semblerait qu'elles soient trop peu nombreuses pour peindre un tableau précis de ce commerce interculturel.

Par conséquent, si les liens entre circuits d'échange et opérateurs marchands que Datini est capable de tisser ressortent clairement, l'image devient plus floue quand il s'agit de comprendre leurs mécanismes. L'éthique marchande, la réputation et la confiance réciproque, arguments rhétoriques centraux dans la correspondance de Datini, ne suffisent pas à expliquer comment une architecture des relations économiques si complexe pouvait fonctionner sans des sanctions précises.

Une comparaison avec la littérature théorique traitant de l'application du contrat, de la structure et de l'organisation d'entreprise aurait considérablement enrichi un cadre interprétatif qui, en quelque sorte, oscille

entre de nouvelles directions historiographiques et des modèles plus traditionnels, sans les avancées méthodologiques opérées par F. Trivellato ou David Hancock<sup>2</sup>. Finalement, l'ouvrage donne l'impression de s'inscrire davantage dans la lignée d'Armando Melis et Federico Saporì, en oubliant le travail d'une nouvelle génération (en particulier les recherches de Sergio Tognetti) qui, bien qu'avec une approche plus en continuité avec la tradition, a permis de mettre au jour les connaissances sur les entreprises commerciales florentines du bas Moyen Âge.

GIOVANNI CECCARELLI

1 - Francesca TRIVELLATO, *The Familiarity of Strangers: The Sephardic Diaspora, Livorno, and Cross-Cultural Trade in the Early Modern Period*, New Haven, Yale University Press, 2009.

2 - David HANCOCK, *Oceans of Wine: Madeira and the Emergence of American Trade and Taste*, New Haven, Yale University Press, 2009.

### Stuart B. Schwartz

*All Can Be Saved: Religious Tolerance and Salvation in the Iberian Atlantic World*

New Haven, Yale University Press, 2008, XIII-336 p.

Terres d'intolérance: ainsi se signalent les mondes ibériques pendant les temps modernes. Face à cette représentation, c'est une entreprise paradoxale, audacieuse et néanmoins de bon sens que Stuart Schwartz, dont l'œuvre depuis longtemps fait autorité, a remarquablement menée à bien. Tant en Espagne, au Portugal, que dans leurs colonies d'Amérique, il met en évidence tout un univers de pensées dissidentes, de comportements déviants et d'attitudes de tolérance. Sa démonstration se fonde sur une immense documentation, provenant en grande partie des archives inquisitoriales. Car si le Saint-Office a accumulé des milliers de procès pendant plus de trois siècles, c'est qu'il y avait en effet, selon ses critères, vaste matière à réprimer. L'approche de S. Schwartz lui permet en outre d'élaborer une histoire « vue d'en bas », mettant l'accent sur les opinions et les pratiques des gens du commun plutôt que sur les débats des élites intellectuelles. Il montre



qu'entre culture dite populaire et culture savante agissent de constantes interférences.

S. Schwartz pose au départ les circonstances particulières qui firent de la péninsule Ibérique, pendant de nombreux siècles au Moyen Âge, une aire de coexistence entre trois mondes religieux : musulman, juif et chrétien. L'auteur sait fort bien que cette *convivencia*, loin d'être idyllique, fut généralement conflictuelle. Il n'en reste pas moins que la longue imbrication de différents groupes sociaux créa une certaine familiarité avec l'autre, qui pouvait être vécue, malgré les facteurs d'hostilité, selon des modalités de bon voisinage. « Des siècles d'interaction, de contacts quotidiens, de rencontres dans les marchés et dans les rues avaient créé un fond commun de compréhension et d'acceptation, qui fournit un avers à la pièce communément répandue de conflit et de violence entre les communautés » (p. 53). L'intrication des cultures donna lieu à un esprit de tolérance et de relativité, selon l'adage : « chacun peut trouver son salut dans sa propre loi ». Ce fond culturel enraciné dans les couches populaires ne pouvait être extirpé aisément, malgré les rigueurs inquisitoriales. Il survécut tout au long des temps modernes.

L'ouvrage combine avec art différentes échelles, restituant d'innombrables cas individuels, extraits des procès inquisitoriaux, dans le contexte d'une histoire globale. L'auteur ne manque pas de poser la question pertinente de la « représentativité » des échantillons examinés par rapport au reste de la population ; ses mises au point pondérées et l'accumulation même des cas étudiés, distribués tout au long de la période sur des distances intercontinentales, emportent pleinement la conviction.

Les conversions forcées suscitèrent souvent, tant chez les nouveaux-chrétiens d'origine juive que chez les morisques, des incertitudes, des doutes, des oscillations entre les différentes lois, ainsi que diverses formes de syncrétisme et de relativisme religieux. Or celui-ci ne se limitait pas aux seuls *conversos*, on le retrouve également chez les vieux-chrétiens à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, avant l'expulsion des juifs et la chute de Grenade en 1492. C'est ainsi qu'en 1488, Juana Perez, paysanne à Aranda, s'exclame : « Le bon juif sera sauvé, et le bon Maure, chacun dans sa loi ; sinon, pourquoi Dieu

les aurait-il créés ? » (p. 53). Et l'on retrouve mot à mot la même expression, véritablement commune, chez une autre paysanne, La Rabanera, laquelle priaît chez une voisine juive qui venait de mourir : elle utilisa cette même formule en réponse à une autre voisine qui la réprimandait. Cette scène témoigne de l'intimité dans la vie quotidienne entre vieux-chrétiens, *conversos* et juifs, ainsi que de la tolérance qui permettait à des fidèles de religions différentes de prier ensemble (malgré les critiques d'autres personnes présentes).

Ces opinions hétérodoxes s'inscrivent dans un ensemble plus large de blasphèmes, de « propositions » dissidentes, notamment sur la morale sexuelle (la fornication simple n'est pas considérée comme un péché), et de doutes sur l'existence du paradis, de l'enfer, ou sur l'immortalité de l'âme. Selon un autre adage très répandu : « Il n'y a rien d'autre que naître et mourir. » Pour Juan de Val, berger de la région de Córdoba dans les années 1590, « Dieu n'a pas ordonné de construire les églises, celles-ci sont œuvres des hommes » et « Chacun doit vivre dans la loi qu'il souhaite ». Il fut reconnu comme « rustique et de faible entendement » (p. 76). Cependant, Fernando de Lucena, notaire à Mahón, formulait en 1595 des propos analogues : « Le bon Maure doit mourir comme un Maure, le juif comme un juif, et le chrétien comme un chrétien » (p. 84). Il exprimait ainsi son admiration pour les hérétiques qui refusaient de se rétracter, condamnés à être brûlés vifs. C'est un sentiment semblable de compassion que manifestait, dans les années 1570, une autre vieille-chrétienne, Jeronima de Campos, femme d'un cardeur de laine, à propos d'un judaïsant « mort en martyr innocent ». Plus encore, au Portugal, de nombreux vieux-chrétiens, tel le père Belchior de Macedo, dans le Mogaduro, vinrent activement en aide aux *conversos* persécutés, qu'ils dissimulaient ou à qui ils faisaient franchir la frontière clandestinement. De son côté, Ana Luis, à Arranhados, en 1618, avait tenté d'avertir sa voisine et amie Isabel Lopes qu'on allait arrêter au cours de la nuit suivante « les gens de la Nation ».

La deuxième partie de l'ouvrage traite des contextes particuliers créés par la conquête et la colonisation du Nouveau Monde. De fait, dans les Indes, les distances immenses, les

populations mêlées, l'extension démesurée du réseau inquisitorial, les croyances supposées superstitieuses des Amérindiens et des Africains, constituaient un ensemble de facteurs qui offrait de grandes opportunités à la liberté d'expression, aux hybridations multiples et au relâchement des mœurs (tant des clercs que des laïcs). L'on observe effectivement, dans les Amériques, une véritable « révolution sexuelle ». À l'époque de la dite *convivencia*, les relations sexuelles entre membres des trois religions étaient strictement interdites (les chrétiens ne devaient même, en principe, ni manger ni boire avec des musulmans ou des juifs); dans les Indes, ces prohibitions sont continuellement ignorées, à un degré jusqu'alors inconnu dans la péninsule. La fornication avec une femme indienne, à plus forte raison une esclave, n'est décidément pas un péché; la bigamie est répandue, le concubinage (*amancebamiento*) généralisé. Tandis que le taux d'illégitimité en Espagne méridionale dépasse légèrement ceux des pays d'Europe du Nord occidentale, il atteint un autre ordre de grandeur dans les Amériques: jusqu'à 40 % des naissances en certains lieux. Quant au délit de « sollicitation » (commis par des prêtres lors des confessions), il est trois fois plus fréquent en Nouvelle-Espagne que dans la métropole. Or les propositions hétérodoxes sur la sexualité étaient souvent liées, dans le Nouveau Monde également, à des doutes plus graves en matière de dogme, incluant les voies du salut de l'âme. L'interprétation erronée du sixième commandement par Juan Fernandez de Las Heras, arrêté à Lima en 1594, était ainsi associée à d'autres opinions hérétiques: doutes concernant l'Eucharistie, et surtout croyance selon laquelle « chaque personne, si elle est bonne, peut trouver le salut dans sa propre loi » (p. 133). Comme Las Heras refusait de se rétracter, il fut condamné au bûcher et brûlé vif.

Un autre facteur, le système esclavagiste, contribue à aggraver les dissidences dans les Amériques. Les esclaves africains étaient familiers depuis le Moyen Âge dans la péninsule Ibérique, mais leur présence massive dans les Indes favorisait la formation de combinaisons syncrétiques encore plus complexes (associant éléments européens, amérindiens et africains). L'institution de l'esclavagisme suscitait

elle-même des condamnations sévères, qui restaient certes très minoritaires, mais n'en sont pas moins significatives car elles s'inscrivent, à leur tour, dans un ensemble plus ample d'opinions hérétiques. C'est ce qu'illustre le cas d'Andrés de la Cueva, charpentier à Jaén, arrêté pour blasphèmes en 1614 à Carthagène des Indes. L'inquisiteur Juan de Mañozca le fit soumettre à la question et le condamna à l'exil. L'amertume de Cueva se déchaîna en critiques virulentes des autorités, des inquisiteurs, et tout particulièrement du système esclavagiste. Or revient ici encore le vieux thème du relativisme religieux: il vaudrait mieux laisser vivre les Africains dans leur pays, à leur manière, en païens.

L'Espagne et le Portugal continuent à se signaler, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par la réputation de fanatisme officiel, et cependant, malgré les efforts des défenseurs de la tradition, les idées des Lumières, les notions de religion naturelle et de liberté de conscience se répandent tant dans la péninsule que dans les colonies. Elles peuvent s'appuyer sur l'héritage ancien et populaire de scepticisme et de relativisme religieux. Mais on relève que les personnes poursuivies pour *tolerantismo* appartiennent de plus en plus à des milieux lettrés (avocats, clercs, etc.). En fait, à partir des années 1750, tant en Espagne qu'au Portugal, l'activité de l'Inquisition diminue considérablement. Les derniers autodafés publics ont été célébrés en 1680 à Madrid, en 1683 à Lisbonne. Quand le marquis de Pombal abroge, en 1773, la distinction entre nouveaux-chrétiens et vieux-chrétiens, la poursuite des judaïsants, objet principal de l'Inquisition portugaise, cesse aussitôt; et l'on observe que les *Cadernos do Promotor*, registres où sont inscrites les dénonciations, se remplissent alors d'une vague d'accusations pour blasphèmes, bigamie, sorcellerie et propositions hérétiques, comme une marée montante d'irrégulation des deux côtés de l'Atlantique. Après 1770 également, les désignations de familiers décroissent brutalement, signe de la baisse de prestige de l'institution inquisitoriale. Un régime officiel de tolérance est certes encore loin de l'emporter mais, à la veille des bouleversements provoqués en Europe par la Révolution française, les temps ont déjà changé dans le monde ibérique.

Au total, un beau et grand livre, profondément original, qui renverse bien des idées reçues.

NATHAN WACHTEL

### Gillian Lee Weiss

*Captives and Corsairs: France and Slavery in the Early Modern Mediterranean*

Stanford, Stanford University Press, 2011, xi-389 p.

L'originalité de l'ouvrage tient moins à son étude de la course en Méditerranée qu'à celle des opérations de rachat d'esclaves chrétiens dans les États barbaresques par deux puis quatre ordres religieux, les frères de la Sainte Trinité (ou Trinitaires), les pères de la Merci, les récollets et les lazaristes. L'État ne joue pas un rôle actif dans ces rachats mais, paradoxalement, c'est lui qui en bénéficie. Les captifs, en effet, ne sont pas rendus à leur famille aussitôt arrivés en France. Ils doivent d'abord se soumettre à de longues processions tout au long des routes qui conduisent des ports de débarquement à la capitale, et à des célébrations répétées dans les rues et les églises. Si ces rituels, qui durent deux ou trois mois, ont pour but d'éveiller les consciences chrétiennes et de collecter des fonds pour les œuvres de rédemption, ils ont aussi pour effet de réintégrer les captifs dans la communauté catholique et, surtout, de transformer des Bretons, des Provençaux ou des Béarnais en sujets français. Le rituel de réintégration aboutit à confirmer l'autorité royale et l'attachement des sujets à la monarchie, les ordres rédempteurs contribuant ainsi à la construction de l'État absolutiste.

Le texte est vif, voire divertissant, quand il rapporte textuellement les paroles des pères rédempteurs, cite des extraits des relations de captivité, ou décrit les stratagèmes des hommes pris en course. L'auteure rappelle scrupuleusement le contexte politique, religieux (la lutte contre les huguenots et la Fronde), militaire et diplomatique dans lequel s'inscrivent la captivité comme la libération des esclaves, et suit rigoureusement les changements qui interviennent entre le règne de

Louis XIII et la fin de l'Ancien Régime. Si elle prolonge son étude jusqu'à l'entreprise coloniale de la France en Algérie, dès 1830, établissant une continuité, celle-ci n'est pas vraiment convaincante. Mais c'est surtout sa fine analyse d'anthropologie historique qui fait le mérite de l'ouvrage, qu'il s'agisse du milieu des hommes de mer pris en course, du rôle des familles et des instances civiles locales dans leur libération, ou des pratiques des ordres religieux. Analysant avec talent la chorégraphie des processions, la mise en scène des célébrations dans les villes, la rhétorique des textes édifiants produits pour nourrir la propagande des frères rédempteurs, Gillian Weiss réussit à donner à un sujet classique un nouvel éclairage<sup>1</sup>.

Un des autres intérêts de l'ouvrage consiste en un appareil de notes conséquent, qu'il faut lire car elles développent le texte, en cinquante pages de bibliographie, ainsi qu'en une section de matériaux de référence où l'on trouve la liste exhaustive des opérations de rédemption d'esclaves par les ordres religieux entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, du Maroc à la Libye, et celle des processions publiques organisées au retour des captifs en France.

LUCETTE VALENSI

1 - Pour une comparaison avec les rituels publics et religieux pratiqués en Italie, voir Paola VISMARA, « Conoscere l'Islam nella Milano del Sei-Settecento », in B. HEYBERGER *et al.*, *L'Islam visto da Occidente. Cultura e religione del Seicento Europeo di fronte all'Islam*, Gênes, Marietti 1820, 2009, p. 215-252; Giovanni RICCI, *L'Ossessione turca in una retrovia cristiana dell'Europa moderna*, Bologne, Il Mulino, 2002.

### Chouki El Hamel

*Black Morocco: A History of Slavery, Race and Islam*

New York/Cambridge, Cambridge University Press, 2013, xiii-331 p.

Le livre de l'historien marocain Chouki El Hamel ambitionne de briser le silence existant autour de la race et de l'esclavage qui, au Maroc, situent les Noirs, en tant que descendants d'esclaves, en dehors de la communauté.

Ce faisant, il témoigne du renouveau des études qui s'interrogent sur les rapports entre l'islam et l'esclavage selon deux modalités. D'une part, celle discutée par les africanistes Gervase Clarence Smith et Roger Botte, qui confronte la norme islamique et l'abolition légale dans l'ensemble du monde musulman. D'autre part, celle qui questionne la façon dont les énoncés de l'islam façonnent les identités à partir de cette spécificité du monde musulman qu'est l'importance de l'élite des esclaves guerriers, des *slaves soldats* aux mamelouks ottomans. D'où l'intérêt de cette étude centrée sur leur équivalent marocain, les *'abid al-Bhukâri*, créés par le sultan Mawlay Isma'il qui asservit de nouveau les *harâtin* des villes, souvent affranchis et surtout musulmans. L'auteur voit dans cet événement un tournant majeur qui substitue un critère physique, en particulier la couleur de peau, aux principes religieux.

La première partie examine les règles énoncées par la loi islamique (*fiqh*). L'auteur s'attache à montrer à quel point les textes fondateurs du droit s'éloignent de la source que constitue le Coran en ce qui concerne le statut de la femme esclave. Ainsi, l'usage de l'esclave comme concubine qui, ayant un enfant de son maître – d'où dérive son nom *umm al-walad*, « la mère de l'enfant » –, obtient la liberté à la mort de celui-ci n'est pas attesté dans le Coran, où la désignation de l'esclave (*'abd*) est évitée. Seconde source du droit, les *hadiths*, ou recueils des paroles du Prophète, préconisent la manumission des esclaves, en continuité avec le Coran. Troisième moment, la transformation d'une cité commerçante en un vaste empire musulman fit émerger des écoles de jurisprudence énonçant des normes dans tous les domaines, dont celui de l'esclavage. La plus importante est le malikisme, fondé par Mâlik b. Anas (m. 796), qui rédigea le premier livre de jurisprudence, *al-Muwatta*, où sont déclinées les principales catégories concernant l'esclavage. L'œuvre de Mâlik sera diffusée au Maghreb par des commentaires dont on peut retenir le *Mukhtasar* de Khalîl b. Ishâq (m. 1366). Cette référence fondamentale des *fuqahâ* malikites de l'Afrique du Nord et de l'Ouest reconnaît quelques droits à l'esclave, en particulier à l'*umm al-walad*, mais surtout énonce les incapa-

ités et les exemptions à l'égard des obligations de l'islam – direction de la prière du vendredi, aumône, pèlerinage –, qui le ou la concernent, comme la femme, l'impubère ou l'infidèle.

Réagissant de façon critique aux propos des voyageurs ou des orientalistes, de James Richardson à Évariste Lévi-Provençal, qui exemptent le Maghreb du préjugé de couleur, l'auteur analyse l'interaction entre couleur et race au prisme de la malédiction par Noé de son fils Cham. Ce topos véhiculé par le voyageur marocain Ibn Battûta apparaît dans la littérature judaïque ancienne et est partagé par les trois grandes religions du livre, mais n'est pas inscrit dans le Coran. Enfin, l'auteur s'arrête au *Mi'raj as-Su'ud*, une *fatwâ* écrite au début du XVII<sup>e</sup> siècle par le savant de Tombouctou Ahmad Bâbâ en réponse à des questions de commerçants du Touat sur la légalité de l'asservissement des Noirs. Ce texte se résume à des formules reprises plusieurs fois par l'auteur : ce n'est pas la couleur de peau héritée de la malédiction de Cham qui autorise l'asservissement car, selon la loi islamique, sa seule justification réside dans l'infidélité, le Coran interdisant la réduction en esclavage d'un musulman.

Ainsi, parmi les critères définissant la pureté raciale, la couleur de peau jouerait un moindre rôle que l'ascendance rattachant l'individu à une lignée arabe, voire à la famille du Prophète. En témoigne le fait qu'un certain nombre de sultans descendaient d'une *umm al-walad*, dont le sultan Mawlay Isma'il. Cette prévalence de l'ascendance islamique sur la couleur distinguerait le Maroc du système euro-américain. Sans remettre en cause le bien-fondé de la démonstration, on peut se demander si la racéologie occidentale prise comme élément de comparaison ne constitue pas un anachronisme. Car, dans le monde atlantique ibérique des XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, la couleur de peau ou les autres traits physiques sont également secondaires par rapport à la catégorisation en termes ethniques et religieux des populations d'origine des captifs.

La seconde partie de l'ouvrage est centrée sur la création des *'abid al-Bhukâri* à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Leur généalogie longue est dressée à partir de ce que l'auteur qualifie de

« Noirs autochtones », les *harâtîn*, en pratiquant un jeu d'équivalences entre diverses étymologies car le mot n'est pas d'origine arabe. Mais il ne mentionne pas les travaux de Catherine Taine-Cheikh où elle souligne la position tierce du sens de *harâtîn* par rapport à la paire opposée *Bidhân* (Blancs)/*Sûdân* (Noirs).

Ensuite, l'auteur énumère les différentes armées noires qui se sont succédées, dont la plus ancienne date de la première dynastie marocaine, celle des Almoravides du XI<sup>e</sup> siècle, puis celle des Almohades un siècle plus tard. Mais c'est avec la dynastie des Sa'di du XVI<sup>e</sup> siècle et son principal représentant, le sultan Ahmad al-Mansûr (1578-1603), qui s'empara de Tombouctou en 1591, que l'institution prit une véritable ampleur.

La dynastie alaouite (*'Alawi*) s'imposa au XVII<sup>e</sup> siècle à partir du Tafilalt, une des portes du Sahara. Les fils du fondateur Mawlay Sharif (m. 1635) se succédèrent de frère en frère jusqu'au troisième, Ismâ'il. Celui-ci fut confronté rapidement à la dissidence de son neveu Ibn Mahraz qui menaçait de se rendre maître des axes du commerce transsaharien. Voulant l'anéantir dès 1673, Ismâ'il n'y parvint qu'en 1687. Cette difficulté souligne la périodicité de la crise dynastique inhérente à ce type de régime de succession latérale ou adelphique dans la même génération, qui, à terme, suscite la frustration des héritiers et l'émergence de la figure du « neveu dissident ». Les seules ressources sur lesquelles pouvait compter Ismâ'il pour constituer une armée forte étaient les troupes arabes de la tribu des Udaya avec laquelle il était lié par sa mère Mubarka. Sa mère étant née esclave chez les Maghfra, une fraction des Udaya, avant de devenir la concubine de Sharif, ceux-ci ne leur étaient pas liés par le sang mais par une fiction de parenté résultant de l'émancipation maternelle en tant qu'*umm al-walad*. Cette analyse permet de comprendre comment s'articule l'élite guerrière des *'abîd al-Bhukâri* avec les concubines esclaves du harem au cœur de la dynastie alaouite.

Ismâ'il résolut de se constituer armée noire en rassemblant tous les esclaves recensés sur les registres d'esclaves du sultan al-Mansûr un siècle auparavant, quitte à y intégrer les *harâtîn*

qui s'étaient progressivement affranchis dans les villes. Puis il les installa dans un grand campement près de la nouvelle capitale Meknès, leur fit épouser des femmes esclaves et jurer fidélité au sultan sur le recueil des *hadith* d'al-Bukhari<sup>1</sup>.

Entre les années 1690 et 1700, la controverse provoquée par le nouvel asservissement de ces *harâtîn* prit la forme d'une correspondance entre Ismâ'il et les *'ulamâ'* de la ville de Fez. Le sultan fondait la légalité de l'asservissement des *harâtîn* sur leurs origines païennes d'anciens esclaves du Soudan. Les *'ulamâ'* la contestaient, car cet enrôlement violait la loi islamique interdisant la mise en esclavage des musulmans. Or les *harâtîn* étaient reconnus comme tels à Fez. En 1709, l'un des deux principaux contestataires, Ibn Jassus, alla jusqu'à rédiger une *fatwâ* en ce sens, provoquant l'exaspération de Ismâ'il qui le fit condamner à la strangulation. Dans ces lettres, la dénomination la plus fréquente des *harâtîn*, quel que soit leur statut légal, est celle de « rouges de peau » ou *'ahmar al-jilda*, selon Fatima Harrak<sup>2</sup>. Celle-ci nous éclaire sur cette énigmatique rougeur qui a moins valeur descriptive que catégorielle ou légale, désignant une catégorie de recrutés situés à mi-chemin (*wasîta*) entre ceux qui jouissent de la liberté (*al hurriyya*) et les asservis (*al riqqiyya*).

On trouve une autre référence à la couleur dans les registres d'esclaves établis à partir de 1690, dont C. El Hamel souligne l'importance. Dans ces *daftar* déjà analysés dans la thèse de Majda Tangi, sont consignées deux séries de renseignements : le statut légal de la personne, établi en reconstituant le nom du propriétaire de l'esclave, puis sa généalogie, souvent selon la ligne maternelle, chaque individu étant inscrit dans une multitude de catégories que passe en revue l'auteur. Seconde préoccupation, les caractéristiques physiques de chacun, la taille, la couleur de peau, etc. Or, dans ce domaine, et à l'inverse d'une prégnance du « colorisme » pigmentaire au Maroc affirmée par l'auteur, les rédacteurs de ces registres manient une palette très diverse de couleurs, comme l'avait relevé F. Harrak, allant du jaunâtre (*safri*) au rougeâtre (*hamrânî*) jusqu'au noir (*aswad*). Comme le souligne

Jocelyne Dakhli, les couleurs de peau étant soumises à des variations brusques, comme celles qu'infligent les changements d'humeur, elles sont impropres à servir de critère stable de classification. Il semble nécessaire de distinguer deux registres de couleurs : les catégories légales comme celle de *'ahmar al-jilda* et celles plus descriptives qui apparaissent dans les registres.

En revanche, c'est bien l'ascendance et la filiation qui priment car elles définissent aussi bien le statut du prince que celui de descendant d'esclave, à travers une identité de papier, une généalogie transcrite par écrit. Cette prévalence est confirmée par l'histoire sociale du principal adversaire du sultan dans cette controverse, le fameux Ibn Jassus. R. Botte rattache le personnage à un groupe clef de la ville de Fez, les *Bildiyyîn* (les « citoyens »), des lettrés et des marchands descendants de juifs convertis à l'islam, en s'appuyant sur un article de Mercedès García Arenal<sup>3</sup>. Celle-ci montre dans des articles ultérieurs que ces néomusulmans étaient soutenus par des *'ulamâ'* d'origine andalouse qui étaient unis par un réseau inextricable de relations maître/disciple et de parenté. Ces *'ulamâ'* contestèrent à plusieurs reprises la légitimité du sharifisme à Fez aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Enfin, ils soutinrent les *Bildiyyîn* dans la polémique qu'ils entretenirent avec une autre élite marchande de *shurafâ'* au début du XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces deux groupes mettaient au-dessus de la noblesse des origines revendiquée par les *shurafâ'* le mérite, apanage des gens « de science et de bonnes œuvres ».

Le corps des *'abîd al-Bhukâri* créé à partir de 1673 avait atteint une taille impressionnante à la mort d'Ismâ'il en 1727 : environ 150 000 soldats répartis entre le camp central de Mashra'ar-Ramla, la capitale Meknès et plus de soixante-dix garnisons à travers tout le territoire. Surtout, ils occupaient des positions de confiance au sein du *Makhzen* dans la perception des impôts et les finances de l'État. Une longue période de guerre civile suivit la mort d'Ismâ'il en 1728. Les *'abîd al-Bhukâri* faisaient et défaisaient alors les sultans. Ceux-ci ne revinrent au pouvoir qu'à la fin de la guerre, une génération plus tard. Le sultan Mawlay

Sulayman nomma vizir Ahmad b. Mubarak, l'un des *'abîd al-Bhukâri*, après l'avoir émancipé. Le nouveau vizir inaugura une véritable dynastie qui allait durer jusqu'à la fin du sultanat, culminant avec Ahmad b. Musa, grand vizir du jeune sultan 'Abd al-'Aziz. L'auteur fournit deux indices du changement de statut des *Bhukâris*. D'une part, ils portent le nom de *wasîf*, « serviteur » au statut relativement indéterminé, et non d'*'abd*, l'esclave au sens légal. D'autre part, selon un lettré de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, at-Tawdi, les *Bhukâris* n'étaient plus soumis aux principales incapacités qui sont les marqueurs de l'esclavage selon le *fiqh* : ils pouvaient témoigner et être notaire, comme diriger la prière du vendredi. Ce type de configuration se retrouve au sud du Sahara, et l'on pense au rôle des « mamelouks » hausa décrits par Sean Stilwell dans la centralisation du pouvoir de l'émir de Kano au XIX<sup>e</sup> siècle.

La fin du livre s'éloigne de la question des guerriers soldats et traite de la non abolition de l'esclavage à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle alors que, comme le souligne l'auteur, le Maroc devient le dernier bastion d'une traite importante : entre 4 000 et 7 000 esclaves étaient importés, en particulier à Marrakech, selon les estimations de Daniel Schroeter. Malgré l'action auprès des sultans d'un certain nombre de consuls anglais en faveur de l'abolition, seule la prohibition de la vente des esclaves fut décrétée en 1882. Au nom du stéréotype d'un esclavage peu cruel, le protectorat français (1912-1956), en la personne du résident Hubert Lyautey, se borna à une abolition graduelle dont la principale mesure fut la fermeture des marchés publics d'esclaves dans les grandes villes. L'esclavage se poursuivit de façon beaucoup moins visible, en ville, au féminin à l'intérieur des maisons sous forme de maîtresses concubines et surtout de servantes ou *khdem*, et au masculin, sous celle des *harâfîn* devenus métayers (*khammâs*) dans les oasis du Souss.

En réalité, ces formes sont loin d'avoir disparu, en particulier la domesticité urbaine. Mais l'auteur se concentre dans son dernier chapitre sur les Gnawa, ces groupes de musiciens musulmans noirs qui se produisent à

Essaouira ou à Marrakech. Bien que leurs origines soient obscures, leurs performances sous forme de transes (*hadra*) empruntées par certaines confréries soufies se retrouvent à travers tout le Maghreb et sur l'autre rive du Sahara. La référence à Bilâl, qui permet aux membres de ces groupes d'être porteurs d'un charisme supérieur à celui des gens issus de la tribu du Prophète, les Quraysh, étant commune à ces groupes, on les a souvent qualifiés de bilaliens. C. El Hamel préfère l'appellation d'« ordre spirituel » afin d'établir un parallèle entre la nostalgie exprimée par certaines invocations des Gnawa et la musique des Noirs américains, celle du *blues* et des *spirituals*. Mais la comparaison tourne court car, comme il le reconnaît, nul désir de retour au pays des ancêtres n'est exprimé, car ce serait un retour à l'infidélité.

Alors que ce livre est une mine d'érudition dans la très longue durée, ce dernier chapitre éclaire rétrospectivement une faiblesse de l'ouvrage, l'usage de la catégorie de « black » qui unifie artificiellement les nombreux degrés de liberté/servitude indexés à l'appartenance à l'islam. À l'inverse, en insistant sur le statut de concubine-esclave, C. El Hamel montre en conclusion qu'au Maghreb l'ascendance paternelle musulmane ou « arabe » rend libre à l'inverse de la règle d'hypodescendance (« *one drop rule* ») de l'esclavage atlantique.

JEAN SCHMITZ

1 - Voir également Jocelyne DAKHLIA, « Le fondu des couleurs ? Expériences croisées de captivité dans le Maroc de l'armée noire », et Roger BOTTE, « 'Bouc noir' contre 'Bélier blanc'. L'armée des 'Abîd al Bukhârî du sultan Mawlây Ismâ'îl (1672-1727) », in R. BOTTE et A. STELLA (dir.), *Couleurs de l'esclavage sur les deux rives de la Méditerranée (Moyen Âge-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Karthala, 2012, respectivement p. 207-230 et 231-262. Si les sources des trois auteurs se chevauchent largement, leurs conclusions diffèrent.

2 - Fatima HARRAK, « Mawlay Ismâ'îl's Jaysh al-Âbîd: Reassessment of a Military Experience », in M. TORU et J. E. PHILIPS (éd.), *Slave Elites in the Middle East and Africa: A Comparative Study*, Londres/New York, Kegan Paul International, 2000.

3 - Mercedès GARCIA-ARENAL, « Les *Bildiyyîn* de Fès, un groupe de néo-musulmans d'origine juive », *Studia islamica*, 66, 1987, p. 113-143.

**Terence Walz  
et Kenneth M. Cuno (éd.)**

*Race and Slavery in the Middle East: Histories of Trans-Saharan Africans in Nineteenth-Century Egypt, Sudan, and the Ottoman Mediterranean*

Le Caire/New York, American University in Cairo Press, 2010, XIV-264 p.

Alors que l'histoire relative au monde arabo-musulman constituait un pan manquant de l'historiographie de l'esclavage et des dépendances, on assiste depuis quelques années à une recrudescence d'intérêt et à des débats très variés qui donnent lieu à des publications de plus en plus approfondies et spécialisées. Rassemblant des contributions d'historiens spécialistes de la région et plus particulièrement de l'empire ottoman au XIX<sup>e</sup> siècle, cet ouvrage rend compte d'histoires multiples, de récits inédits d'esclaves en Égypte, au Soudan, en Turquie et en Crète.

L'un des points forts de cet ensemble d'études est certainement d'aborder l'histoire et le cadre social qui a été celui des esclaves, des affranchis et des libres sub-sahariens de leur propre point de vue. La majorité des contributions étant basée sur des documents de première main, des archives souvent judiciaires ou policières, la voix des esclaves est rendue audible. Se pose alors la question de savoir jusqu'à quel point il est possible dans les contextes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de faire entendre « la voix des dominés ». Partageant les positions des *subaltern studies*, selon lesquelles un remodelage et une plus grande souplesse de la méthode historique sont dans ce cas nécessaires, Yusuf Hakan Erdem, tout en plongeant dans les archives judiciaires et les dépositions, met en garde contre les fausses interprétations que risque l'historien lorsqu'il tente de donner la voix aux « sans voix », lorsqu'il fait acte de « ventriloquisme » (p. 127). Avertissement qu'il légitime en exposant la façon dont certains travaux firent parler l'esclave des pays

du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en lui prêtant la voix de l'esclave d'Europe et d'Amérique. Erreurs d'interprétation dues à la méconnaissance des droits et des coutumes locales ou de l'histoire relative à ces pays, et de l'influence du politique (colonialisme, conflits, nationalismes, etc.). Autant de faux-pas dans ce nouveau champ d'étude, qui succèdent au déni et à l'occultation historiographique d'autrefois (Michael Ferguson).

De ces regards minutieux sur le cadre social apparaît un monde à part entière, le monde des « Subsahariens ». Ils se croisent, cohabitent et collaborent au sein des maisonnées bourgeoises mais aussi en dehors. Une existence en marge mais connectée à la réalité sociale locale, celle où des règles et des lois, à fondement religieux ou non, articulent toutes les catégories de la société. Un monde en commun, où ce serait moins le statut des uns et des autres que l'apparence phénotypique qui rapprocherait les esclaves, les affranchis et les libres. En partant des recensements relatifs à certaines circonscriptions du Caire en 1848, Terence Walz donne un aperçu du degré d'« immersion » dans la société égyptienne de ceux qu'il dénomme les « Africains » ou « Africains subsahariens » (*trans-Saharan Africans*). Avec M. Ferguson, ils mettent l'accent sur « l'intégration » des esclaves et des affranchi(e)s au sein des maisonnées bourgeoises, ou *households*, et des quartiers d'habitation ; immersions en devenant épouses et mères d'hommes libres, ou encore en tant que domestiques entretenant leurs propres réseaux de connaissances et d'amitiés ; une micro-société où l'on s'invite les uns chez les autres, entre libres et non-libres (Y. Erdem), et même entre « Soudanais » et locaux égyptiens ou turques (Kenneth Cuno). Y. Erdem soutient que la « camaraderie », existante au sein des maisonnées ottomanes entre esclaves et libres subsahariens, fonctionne selon le même mécanisme qu'une parenté fictive. Finalement, il s'agit d'une « immersion » dans le sens où leur participation à la dynamique sociale locale dépasse les limites de leurs prérogatives et statuts initiaux.

À travers les cas de l'Égypte, de la Crète et de Khartoum apparaît une tendance commune

pour les esclaves affranchis de s'installer en communautés, souvent à proximité des résidences bourgeoises de leurs anciens maîtres, formant des quartiers vivants où la sociabilité se mesure à l'aune du développement de pratiques et traditions culturelles qui leur auraient été propres et qui impliquaient la participation de tous ; des espaces de liberté permettant le divertissement, l'expression et enfin la possibilité de réinstaller les traditions culturelles de leur région d'origine (M. Ferguson, Ahmad Alawad Sikainga). Tout cela remet en question quelques travaux antérieurs présentant la servitude comme un obstacle à la socialisation et à la construction de communautés<sup>1</sup>. L'on est loin d'entrevoir là des sociétés idéales, comme le rappellent certaines affaires portées en justice avec des cas de maltraitance, de trahisons et d'abandons. D'un autre point de vue, il faut relever que les affranchissements et les émancipations aux lendemains des abolitions ont paradoxalement constitué un obstacle à cette sociabilité, en particulier pour les femmes (Eve Troutt Powell).

Le genre et l'apparence chromatique seraient-ils, plus que le statut, générateurs de discriminations et de vulnérabilité sociale ? C'est ce que tente de montrer Liat Kozma en décortiquant le thème le plus délicat mais aussi le plus central de ce livre, celui de l'approche « raciale » des identités. Comme l'indique le titre de l'ouvrage, ce thème est le plus fréquemment discuté dans les différentes contributions et peut paraître novateur pour le lecteur francophone. À travers la quasi-totalité de ces articles, est exposée, analysée et contextualisée la spécificité de cette perception d'autrui dans le cadre arabo-musulman ; contexte où ce regard porté sur « l'autre », sur la différence, aurait été, à une époque donnée, moins sujet à des considérations figées, polarisées et finalement racialisées. Déjà, comme le constate T. Walz à travers l'étude de la transmission du statut par l'ascendance, le « *one drop rule* » américain semblait étranger à ce contexte. Aussi, en rendant compte des différentes identités présentes dans les corps d'armée créés en Égypte par Méhémet Ali à partir de 1815, et en se basant notamment sur leur évolution interne, Emad Ahmed Helal



soutient que la distinction sur une base « raciale » dans l'attribution des différentes fonctions relatives à la hiérarchie militaire n'entraîne pas en ligne de compte.

Cependant, il n'est pas question de prétendre à une absence totale de catégories figées ou à une invisibilité des identités phénotypiques. En révélant que dans l'Égypte du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle des catégories chromatiques étaient utilisées pour l'identification administrative des « Soudanais », comprenant des nuances de couleur plutôt inattendues (rouge, marron et noir), K. Cuno insiste sur le fait que certaines de ces catégories permettaient tout autant d'identifier... les Égyptiens. Perceptions ou modes classificatoires, qui non seulement contrastaient « avec la dichotomie 'Noir-Blanc' existant dans la culture américaine » (p. 86-87), mais aussi avec les pratiques adoptées par les Européens de passage ou installés dans ces pays à la même époque (George Michael La Rue). Partant de constructions euro-américaines de « la race » et imprégnés par elles, les témoignages des voyageurs européens ne peuvent alors, souligne K. Cuno, être considérés comme rendant compte de la réalité de ces contextes arabo-musulmans et donc être utilisés comme sources historiques fiables.

Il n'est certainement pas prétendu que les stéréotypes et les discriminations à base ethnique ou chromatique étaient absents dans ces sociétés précoloniales. Mais il faut constater que les perceptions sur l'origine ethnique ou la couleur de peau prévalaient alors sur les catégories rigides et hiérarchisées de « races », qui vont se développer dès l'ère coloniale (E. Troutt Powell) ; nouvelle période où l'esclavage commence définitivement à être directement associé à l'apparence chromatique et à l'origine ethnique, entravant l'intégration sociale des affranchis et les maintenant dans une vulnérabilité qui éveillera encore, bien après les abolitions, la convoitise et l'exploitation (L. Kozma).

Ce riche ouvrage est incontournable pour approcher et saisir dans toute sa complexité l'histoire des « Subsahariens » et des esclaves en Méditerranée orientale ottomane et au Soudan.

INÈS MRAD DALI

1 - Ghislaine ALLEAUME et Philippe FARGUES, « Voisinage et frontière. Résider au Caire en 1846 », in J. DAKHLIA (éd.), *Urbanité arabe. Hommage à Bernard Lepetit*, Arles, Actes Sud, 1998, p. 77-112.

### Bruce Hall

*A History of Race in Muslim West Africa, 1600-1960*

Cambridge, Cambridge University Press, 2011, xvii-335 p.

Bruce Hall publie un livre important au titre jugé provocateur pour le public francophone où il discute du concept de race dans un espace musulman, celui de l'Afrique de l'Ouest, du XVII<sup>e</sup> siècle à 1960. Il a travaillé à partir de 1999 dans la boucle du Niger chez les Touaregs Kel Antassar, les Arabes Kunta installés au nord de Tombouctou et les Songhay riverains du Niger, dont il a appris la langue. Son projet est de s'intéresser non à l'identité de race mais à l'invocation de l'argument de race. Sa formation d'arabisant lui a permis de privilégier la littérature juridique des recueils d'opinions légales à travers les manuscrits arabes du centre Ahmed Baba de Tombouctou (IHERIAB).

Dans les deux premiers chapitres, l'auteur démontre que l'argument racial en Afrique de l'Ouest n'est pas lié prioritairement à la couleur de peau, mais à sa transmutation « religieuse » par le *jihâd*, la blancheur dénotant l'ancestralité arabe (*Arabic islamic lineage*), la noirceur, l'esclavage. Cette mutation s'effectua au XVII<sup>e</sup> siècle avec le savant de Tombouctou Ahmad Bâbâ (c. 1556-1627) qui, envoyé en exil au Maroc en 1593, fut autorisé à revenir dans sa ville d'origine en 1608 lorsque fut reconnue sa compétence de jurisconsulte. Peu après, sollicité par les commerçants du Touat sur la légitimité du commerce des esclaves provenant du Bornou, il élabora un traité sur l'esclavage, le *Mi'râj al-su'ûd* (1614), rassemblant les controverses de son temps, que l'on peut résumer à deux propositions.

Tout d'abord, il mit en cause la malédiction de Cham en reprenant Ibn Khaldûn qui, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, attribuait le changement de couleur de peau au climat. Cette réfutation le conduisit à l'affirmation centrale du traité :

« Selon la *shari'a*, la seule raison pour être capturé est l'incroyance », capture qui n'est légale que lors d'un *jihâd*. Mais une autre proposition, dont B. Hall souligne ultérieurement la portée, stipule que, même si l'individu capturé devient musulman, cela ne change pas son statut d'esclave. À partir de ces deux prémisses, Bâbâ élabora une « ethnographie religieuse », comme l'appela John Hunwick<sup>1</sup>, ou confessionnelle selon B. Hall, qui subit peu de modifications lors des *jihâd* du XIX<sup>e</sup> siècle.

Quant à l'ancestralité « arabe », la plus répandue remonte à 'Uqba ben Nâfi' (m. 683), le conquérant arabe de l'Afrique du Nord qui appartient aux Quraysh, la tribu du Prophète. L'importance du personnage provient du fait qu'il aurait mené le *jihâd* contre les *sûdân*, les Noirs. Mais l'auteur ruine cet argument : le conquérant a mené des raids au Fezzan libyen mais non au-delà. En résumé, dans beaucoup de textes arabes, le qualificatif *sûdân* au sens de statut collectif légal apparaît en opposition aux « musulmans ».

B. Hall va plus loin que ce dualisme en traitant non seulement des victimes mais aussi de ceux qui capturent des esclaves en dehors du cadre légitime du *jihâd*. C'est le cas des Touaregs qui ont le statut légal de guerriers pillards ou *mustaghraq al-dhimma*, que l'on peut traduire par « ceux dont les avoirs ont été déjà consommés », car acquis illégalement. Ce statut est inférieur à celui des musulmans libres.

Dans les trois chapitres suivants, l'auteur décline l'idiome de la race utilisé par les Français lors de la conquête coloniale. Lorsqu'ils arrivent à Tombouctou en 1893, l'image des Touaregs était déjà fixée par plusieurs voyageurs. Celle-ci oscillait entre deux pôles : du noble chevalier du désert au pillard et au coupeur de route. Seule certitude, les Touaregs différaient des Arabes et des Noirs.

La première distinction entre Arabes et Touaregs procède de la reconfiguration de l'idée de race suite à la conquête de l'Algérie à partir de 1830. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle en France, la notion était d'abord culturelle et servait à hiérarchiser les groupes en les insérant dans des séries de dichotomies comme celle de la « guerre des deux races » opposant Francs conquérants (nobles) et Gaulois (roturiers).

Dans ces paires opposées, l'un des groupes était plus proche de l'élément tiers que constituait les Européens (les Français) au sein d'une configuration non plus dualiste mais triangulaire. En Algérie, le « mythe kabyle » rapprochait les Occidentaux des Berbères (incluant les Kabyles) « autochtones » et les éloignait des Arabes anciens conquérants. Selon Paul Pandolfi et Dominique Casajus, cette triangulation fut reproduite dans le « mythe touarègue », population antérieure aux Arabes musulmans et parlant une langue berbère, le tamasheq. Les Français accentuèrent les différences entre Touaregs et Arabes lorsqu'ils pénétrèrent dans la boucle du Niger. Les Touaregs Tengeregif et Kel Antassar qui razziaient les populations songhay de la vallée du Niger étaient identifiés comme « Blancs ».

Parmi les Arabes, c'est avec les Kunta qui nomadisaient au nord de Tombouctou que les Français allaient poursuivre les relations nouées auparavant. Les Kunta prétendaient descendre du conquérant arabe 'Uqba ben Nâfi' et diffusaient la Qadiriyya. Bien que généralement noirs de peau car souvent issus de concubines esclaves, ils étaient considérés comme « Blancs ». De leur côté, les Kunta cherchaient à s'allier aux Français afin de contrer l'influence grandissante des Touaregs Iwellemedan sur les populations riveraines. Or cette alliance s'effectua au nom d'une condamnation morale des Touaregs, empruntant non aux catégories occidentales mais au langage sahélien de la race : selon Shaykh Bay, les Iwellemedan étaient des « pillards ignorants de la justice et de la *shari'a* » (p. 158-159).

C'est en ce qui concerne le statut servile, soit la seconde distinction entre Touaregs et Noirs, que la colonisation française va accepter l'autre argument de race des Sahéliens. En effet, l'esclavage se poursuivit jusqu'à la veille de l'indépendance autour de Tombouctou : « pour les pasteurs touarègues, arabes ou peuls qui prétendent à une ascendance arabe ou une lignée islamique, les populations noires asservies sont marquées pour toujours par la macule de l'infidélité originelle (*stain of infidelity*) même après manumission » (p. 237-240). Si le fondement de cette permanence ou de cette mise hors du temps, marqueur spécifique de

toute raciologie selon Maurice Olender<sup>2</sup>, renvoie au *jihad*, celle-ci est mise en œuvre à travers la jurisprudence musulmane qui règle les obligations religieuses quotidiennes du croyant : prière, purification...

L'auteur analyse le recueil (*nawâzil*) des opinions légales formulées par Shaykh Bâÿ al-Kuntî (m. 1299) qui entretint une correspondance avec les officiers français durant trois décennies, de 1895 à 1929. C'est dans la forme de relation de clientèle (*walâ'*) liant l'ancien maître et l'affranchi que la différence raciale instaurée originellement par l'asservissement réapparaît à la fin du processus. En matière d'héritage, l'ancien maître hérite des biens de l'affranchi, ce dernier ne peut diriger la prière, enfin il n'est pas requis de l'esclave concubine (*umm al-walad*) qu'elle se voile. Soulignons que Judith Scheele dresse le même constat dans son ethnographie des contrebandiers de la frontière Mali/Algérie au nord de Tombouctou<sup>3</sup>.

Dans le chapitre centré sur les Songhay riverains du fleuve Niger et leurs revendications d'autochtonie, l'auteur aborde la couleur de peau ou plutôt les deux registres dans lesquels elle est prise, soit comme argument de race, soit comme description d'une réalité constatée. La distinction est manifeste en ce qui concerne la « blancheur » (*korey* en songhay), comme dans le cas des Songhay nobles, les Arma, qui, bien que de peau noire, sont considérés comme Blancs car descendants des Marocains qui s'emparèrent de Tombouctou en 1591. La différence de registre est moins sensible avec les Noirs (*gaabibi*). Ce terme est descriptif lorsqu'il regroupe Songhay et esclaves pour les distinguer des Arma blancs, alors qu'il fonctionne comme argument de race dans le couple antonyme Songhay (libres)/*gaabibi* (esclaves), ambiguïté qui alimenta des débats chez les administrateurs français.

À la veille des indépendances, la question de l'esclavage et du nationalisme « racial » des Touaregs se mêle de façon inextricable à travers le destin de deux personnages dont B. Hall décrit les itinéraires. Retenons le second, Ould al-Shaykh, *qâdî* à Tombouctou, qui fut un actif propagandiste de la création d'un territoire saharien, l'Organisation com-

mune des régions sahariennes (OCRS), contrôlé par les Français. Entre 1956 et 1962, ces derniers étaient désireux de conserver les puits de pétrole du Sahara, tandis que les nationalistes touaregs visaient à se séparer complètement des Songhay. Ce personnage était connu pour avoir refusé de prier derrière un de ses anciens maîtres en 1935 au prétexte qu'il était « noir », donc suspect d'être un esclave. Or celui-ci descendait d'un lignage peul...

Modibo Keita devint le premier président du Mali et dénonça la complicité des Français dans le maintien de l'esclavage. Sa rhétorique « noire » rattachant le Mali à l'Afrique qui excluait Touaregs et Arabes, annonçait les rebellions touarègues de 1963-1964 et de 1990-1994. En 1994, comme en miroir, les Songhay s'emparèrent de l'argument de l'autochtonie « noire » en créant les milices Ganda Koy (les « maîtres de la terre »).

Cet ouvrage est majeur à trois titres. D'une part, il dresse la généalogie intellectuelle d'événements contemporains comme la récente crise du Nord Mali. D'autre part, les thèses principales, bien qu'énoncées par B. Hall tout récemment, viennent d'être confirmées par les représentants d'une nouvelle génération d'historiens et d'anthropologues formés autant à la langue arabe qu'aux sciences sociales. Enfin, la jurisprudence islamique à l'origine du déni d'islam qui frappe les descendants d'esclaves jusqu'à aujourd'hui a été mise en cause publiquement par le mouvement abolitionniste IRA (Initiative pour la résurgence de l'abolition) loin de la boucle du Niger, mais en Mauritanie, juste après la sortie du livre en 2012.

JEAN SCHMITZ

1 - John HUNWICK, « Islamic Law and Polemics over Race and Slavery in North and West Africa (16th-19th Century) », in S. E. MARMON (éd.), *Slavery in the Islamic Middle East*, Princeton, Marcus Wiener, 1999.

2 - Maurice OLENDER, *Race sans histoire*, Paris, Éd. du Seuil, 2009.

3 - Judith SCHEELE, *Smugglers and Saints of the Sahara: Regional Connectivity in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 134 et 142.

**Julia A. Clancy-Smith**

*Mediterraneans: North Africa and Europe in an Age of Migration, c. 1800-1900*

Berkeley, University of California Press, 2011, xv-445 p.

Après avoir exploré l'intérieur du Maghreb et les résistances à l'autorité coloniale française dans *Rebel and Saint*<sup>1</sup>, Julia Clancy-Smith éclaire ici une partie de l'histoire nord-africaine par ses continuités méditerranéennes. *A contrario* de ce que laisse penser le titre, ce livre ne couvre pas la diversité des mobilités en Méditerranée occidentale au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. L'auteure se concentre davantage sur l'accueil à Tunis de migrants « européens » à partir d'une aire définie comme un « couloir central en Méditerranée », incluant la Sicile, le Sud de l'Italie et Malte. À la croisée des influences impériales ottomane, française et britannique, Tunis et ses alentours ne rassemblaient en 1816 que 2 000 à 3 000 Européens pour une population totale estimée à près de 100 000 habitants. Au début des années 1880, au moment de l'établissement du protectorat français, leur proportion dans cette capitale méditerranéenne avait cependant atteint 15 %.

Analysant cette montée en puissance à partir d'une série d'indices et au fil de quelques trajectoires singulières, J. Clancy-Smith confirme de manière convaincante de profondes révisions historiographiques perçues dans d'autres recherches, telle que l'inversion des dynamiques migratoires d'abord orientées de l'Europe latine vers le Maghreb au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, puis redirigées de ce Sud vers l'Europe continentale à partir des années 1910. Parallèlement, dans le sillage des travaux d'Anne-Marie Planel sur la communauté des Français à Tunis, l'auteure ne voit pas dans ces allochtones les incubateurs des impérialismes européens ou les « supplétifs » d'une population française qui, dès cette époque, aurait été prépondérante sur les terres nord-africaines. Elle réinterroge les manières dont les migrants européens se sont perçus et furent identifiés, leur mode de coexistence avec les sujets des gouverneurs de la province ottomane de Tunis, ainsi que leur influence sur les ordres sociaux et politiques locaux.

Dans les six premiers chapitres, l'auteure analyse le cadre d'arrivée des migrants à partir du port de La Goulette, les raisons de leur installation, leurs moyens de subsistance et leur modalité d'insertion dans une pluralité de régimes juridiques. Les trois derniers chapitres ouvrent d'autres perspectives à partir de trois cas d'étude : l'implantation de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les sociabilités des élites dans les bains thermaux et la « géo-biographie » de Kheireddine Pacha, Premier ministre à Tunis de 1873 à 1877, qui, durant sa vie d'homme d'État, n'a cessé de voyager en Europe et à Istanbul. Hors du compartimentage lié à l'éclatement des corpus d'archives consultées, ce livre peut être lu selon trois thématiques successives : les raisons des migrations, leurs effets, et les capacités d'intervention des autorités consulaires et provinciales de Tunis face aux migrants et aux résidents européens.

L'auteure déploie les multiples facteurs d'attraction de Tunis pour les Maltais puis pour les Italiens : les capacités d'accueil de ces terres qui n'ont cessé de constituer des « sociétés d'appel » (Jocelyne Dakhlia) depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, ménageant des positions sociales et des espaces culturels pour les non-musulmans ; l'amélioration des conditions de navigation et de transmission des informations à partir des années 1810 ; les nouveaux besoins matériels et culturels des élites européennes et tunisoises en biens et loisirs, tels que l'imprimerie ou le théâtre introduits par les Européens dans le second XIX<sup>e</sup> siècle ; le lancement de grands chantiers dans les transports à compter des années 1870 ; les pressions démographiques, économiques, voire politiques, qui pesaient sur les îles chrétiennes de la Méditerranée centrale – Tunis constituant aussi un refuge pour les mazziniens et les garibaldiens. Parmi toutes ces raisons, J. Clancy-Smith souligne l'importance de la colonisation de l'Algérie voisine à partir de 1830 et ses conséquences sociales et politiques, telles que les désertions de soldats ou le resserrement des liens entre les ports qui s'échelonnaient de Collo à Porto-Farina.

L'analyse est plus stimulante encore à l'examen des multiples effets de ces installa-

tions sur la société tunisoise. Ces migrants ont certes transplanté dans cette province ottomane du Maghreb de nouvelles institutions sociales et culturelles venues d'Europe (des hôtels, des théâtres dès 1826, des écoles à partir de 1830...). Mais, selon l'auteure, ils ont aussi perturbé les sociétés locales et dérangé l'ensemble des autorités administratives et politiques (des gouverneurs de la province aux consuls européens) par leur manière d'occuper les espaces publics, d'y mendier, d'y trafiquer, de s'allier au-delà de leur communauté d'origine. L'affaire Giovanna Tellini, en 1868, du nom de cette Pisane illettrée qui louait un magasin à un Grec et était associée dans ses troubles affaires avec une Espagnole est, de ce point de vue, éclairante. Dans les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, les trafics et contrebandes d'armes, de tabac, de haschich et la prostitution furent l'œuvre de petites gens tels que Tellini, qui minaient aussi bien les politiques de monopoles économiques de l'État tunisien que les ambitions d'expansion commerciale des puissances européennes.

Si les effets créateurs et perturbateurs de ces changements sont très bien restitués, il aurait été souhaitable d'en mesurer plus profondément les implications à la fois sur les manières dont les migrants pouvaient se percevoir et sur les réponses des diverses autorités en place à Tunis. J. Clancy-Smith convainc de la nécessité de ne pas admettre d'emblée l'« européenne » de ces migrants, de les concevoir dans des formes de créolité, de les distinguer ou de les rapprocher des autochtones par leurs vêtements. Il resterait néanmoins à déterminer à quel point ces migrants ont pu s'émanciper par leurs petits trafics de leur autorité de tutelle et comment ils ont été ballotés entre différentes protections transcommunautaires plus ou moins légales. Si l'auteure évoque par petites touches les capacités d'action et les politiques de réaction des autorités de Tunis face à ces migrants (comme le refus d'accueillir des Maltais en 1836, la mise en place d'une police urbaine et d'un conseil municipal au début des années 1860, les tentatives de fermeture du port de La Goulette, la mobilisation habile de congrégations chrétiennes ou le contrôle du trafic

d'alcool), la rationalité de cette politique locale aurait dû être davantage resituée dans le cadre plus global des réformes d'inspiration ottomane appliquées à l'époque (*Tanzimat*) et selon une logique complémentaire de mobilisation des sujets autochtones (*awlâd al-bilâd*) au sein de la nouvelle armée régulière et de nouveaux organes administratifs entre 1830 et 1860.

Les nombreux apports de l'ouvrage et les multiples pistes qui y sont ouvertes sont tributaires des archives consultées, archives avant tout en langues européennes, y compris dans les fonds tunisiens. L'auteure admet ne pas avoir conçu un objet achevé mais un premier panorama de problématiques pour des travaux à venir. Une conclusion fondamentale se dégage de cet ouvrage, un enseignement crucial qui aiderait à refonder et à provincialiser, au bon sens du terme, l'histoire du Maghreb : la nécessité de s'affranchir d'une périodisation binaire distinguant un temps colonial d'un temps précolonial. De ce point de vue, les migrants venus au XIX<sup>e</sup> siècle ont dû entretenir des relations fort complexes avec les autorités coloniales françaises et maintenir, à la manière des sujets tunisiens, d'autres temporalités inaugurées, dans leur cas, au temps de leur première installation dans la province de Tunis.

M'HAMED OUALDI

1 - Julia Ann CLANCY-SMITH, *Rebel and Saint: Muslim Notables, Populist Protest, Colonial Encounters (Algeria and Tunisia, 1800-1904)*, Berkeley, University of California Press, 1994.

### Hamit Bozarslan

*Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*

Paris, Tallandier, 2013, 589 p.

Historien et politologue, spécialiste de la question kurde et de la violence dans le Moyen-Orient contemporain<sup>1</sup>, Hamit Bozarslan entreprend ici une synthèse ambitieuse de l'histoire de l'empire ottoman et de la Turquie républicaine. En effet, contrairement à ce que pourrait laisser penser le titre de l'ouvrage, l'histoire ottomane n'est pas présente sous

forme de prélude à l'histoire de la Turquie moderne, mais elle occupe la plus grande partie du panorama qu'offre H. Bozarslan, qui couvre plus de six siècles, de la formation de l'empire à nos jours. Alors que d'importants ouvrages de synthèse sont parus récemment en anglais, telle la *Cambridge History of Turkey*, on ne peut que saluer le projet de rendre accessible à un public francophone les acquis d'une historiographie qui s'est profondément renouvelée depuis deux décennies. Malgré les réserves exprimées ci-dessous, H. Bozarslan relève le défi de proposer une synthèse accessible au non spécialiste sans renoncer à une approche conceptuelle originale.

Le livre se compose de quatre volets chronologiques. Intitulée « Un 'empire universel' », la première partie est centrée sur la mise en place de l'empire et sa période dite « classique », les XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles, abordant les XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles essentiellement sous l'angle des contestations et des crises d'un modèle politique. La deuxième partie se penche sur l'« Ordre nouveau » du long XIX<sup>e</sup> siècle, de la réorganisation militaire de Sélim III aux Tanzimat, avant de discuter le statut problématique du règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909) au sein de cette ère de réformes. Le troisième volet explore « La Turquie unioniste et kémaliste » du premier XX<sup>e</sup> siècle, inscrivant la période républicaine dans la directe continuité de l'époque Jeune-Turque. Enfin, la dernière partie est consacrée à « La Turquie d'aujourd'hui », expression qui renvoie à une approche synthétique et thématique de la République turque des lendemains de la Seconde Guerre mondiale à nos jours.

Cette périodisation est loin d'aller de soi, alors que la question des ruptures et continuités de l'histoire ottomano-turque reste débattue dans les champs historiographique et politique de la Turquie contemporaine. Le parti pris de l'auteur est clairement révisionniste face à une historiographie officielle kémaliste qui s'est construite autour de la rupture absolue qu'aurait introduite la proclamation de la République en 1923. Cette thèse de la rupture, qui a aujourd'hui perdu de son hégémonie en Turquie même, est ici réfutée de manière convaincante à travers une exploration des connexions idéolo-

giques et politiques étroites entre les périodes unioniste et kémaliste. En revanche, la périodisation proposée pour la période ottomane antérieure est plus traditionnelle et tient moins compte des acquis de l'historiographie récente. Nombre de travaux, dont le volume III de la *Cambridge History of Turkey* offre un utile aperçu, ont en effet réévalué les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles sous l'angle de dynamiques sociales et culturelles qui ne peuvent être réduites à un appendice de la période classique ou à un prélude des Tanzimat, un aspect qui transparait peu dans le découpage chronologique et thématique adopté par l'auteur.

Cette remarque préliminaire pose la question plus large de l'approche choisie pour l'analyse de l'empire ottoman. Privilégiant l'angle politique, l'auteur se penche sur les ressorts complexes du pouvoir impérial avec le souci de prendre en compte ses ramifications provinciales et les dynamiques sociales qui renforcent ou contestent l'ordre établi. Le panorama qui en résulte est d'une grande clarté, même si certains aspects auraient pu être mieux mis en valeur, telle l'importance de l'urbanisme et du patronage artistique et architectural dans la légitimation du pouvoir ottoman, au cœur des ouvrages récents de Çiğdem Kafescioğlu sur la transformation d'Istanbul en capitale ottomane et de Shirine Hamadeh sur l'urbanisme du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. De même, l'analyse des dimensions socio-économiques des révoltes des janissaires du long XVIII<sup>e</sup> siècle aurait pu être approfondie à partir des travaux de Mehmet Mert Sunar ou Cemal Kafadar, mais il est évident que l'ampleur du spectre chronologique parcouru ne permettait pas d'éclairer également tous les aspects évoqués.

Toujours centrée sur le système politique, l'étude du XIX<sup>e</sup> siècle ottoman propose une lecture assez conventionnelle de l'ère des Tanzimat. Si H. Bozarslan évoque les critiques suscitées par le paradigme de l'occidentalisation, il place celui-ci au centre de son analyse des réformes étatiques de la période, une perspective qui aurait pu être illustrée et nuancée par des références aux travaux de Maurus Reinkowski ou à l'article de Butrus Abu-Manneh sur les racines islamiques de l'édit des réformes de 1839<sup>3</sup>. L'examen du règne

d'Abdülhamid II s'inspire davantage des recherches récentes, évoquant notamment les débats sur la nature coloniale du pouvoir ottoman de l'époque ou la fluidité des courants de pensée de la fin du siècle, articulant les références islamiques, turques et occidentales. On regrette cependant que toute cette partie ottomane de l'ouvrage soit entachée par un nombre important d'erreurs typographiques, voire patronymiques, en particulier sur les références bibliographiques et les expressions en turc, avec des signes diacritiques utilisés de manière très aléatoire.

La troisième partie permet de retrouver des thèses que l'auteur a développées dans des ouvrages précédents. Particulièrement attentif au nationalisme, aux mécanismes de domination étatique ainsi qu'aux processus de répression et d'exclusion qui sont leurs corollaires, H. Bozarslan porte un regard sans concession sur les époques Jeune-Turque et républicaine. L'analyse du génocide arménien est minutieuse et étayée par de nombreuses références aux témoignages de l'époque et à l'historiographie récente. Quant au régime kémaliste, l'auteur souligne ses tropismes ambigus pour l'Italie fasciste et l'Union soviétique dans les années 1920, puis pour l'Allemagne nazie dans les années 1930. Ses arguments auraient pu être complétés par un examen plus précis des politiques sociales et économiques et de leur évolution après 1930, à partir par exemple du travail de Taha Parla et Andrew Davison sur l'idéologie corporatiste du régime<sup>4</sup>. L'accent mis, à juste titre, sur la dimension raciale du nationalisme turc et sur les relations avec l'Allemagne constitue un fil directeur qui donne une grande cohérence au dernier chapitre de cette partie. On regrette seulement qu'il conduise à présenter une vision trop simplifiée de la Seconde Guerre mondiale, en réduisant la neutralité turque à une inféodation à l'Allemagne, sans mentionner les relations diplomatiques étroites entretenues avec les Alliés tout au long du conflit.

La dernière partie offre une réflexion sur les dynamiques politiques et sociales observables depuis 1950. Tout en posant les principaux jalons chronologiques, elle aborde les questions majeures des dernières décennies,

tels le rôle de l'armée, la montée de l'islam politique, la question kurde ou l'émergence de la société civile. De manière convaincante, H. Bozarslan souligne la permanence d'une matrice autoritaire au sein de l'État turc, que se réapproprient les différents partis au pouvoir, au-delà de leurs divergences idéologiques. La dénonciation des traîtres et ennemis intérieurs apparaît ainsi comme une constante, se focalisant avec une intensité variable selon les périodes sur les mouvements kurdes, d'extrême gauche ou islamistes. Cette problématique ne néglige pas les transformations du champ politique et les tensions qui ne cessent de parcourir l'appareil étatique, y compris durant les périodes les plus répressives. L'analyse des acteurs de la société civile depuis les années 1980 laisse transparaître un certain scepticisme de l'auteur quant à leur marge de manœuvre dans un système politique verrouillé. Le trait paraît parfois noirci à l'excès. Ainsi, la description d'un mouvement féministe divisé et prisonnier d'intérêts politiques supérieurs aurait pu s'accompagner d'une mention de l'activisme d'associations féministes indépendantes sur les scènes politique, juridique et médiatique, notamment sur les questions de violence et de sexualité.

La conclusion reste prudente sur l'avenir politique de la Turquie, alors que la perspective européenne a perdu sa centralité dans l'agenda du pouvoir et que le contexte régional est plus que jamais incertain et conflictuel. Tout en partageant les analyses de l'auteur sur l'hégémonie du Parti de la justice et du développement, on peut lui reprocher de présenter un tableau trop figé de la scène politique actuelle, surtout avec l'éclairage rétrospectif de la vague de contestation qui a secoué le pays en mai-juin 2013. Dans son ensemble, quoique inégal et imparfait dans la forme, cet ouvrage a le grand mérite de présenter un panorama de l'histoire ottomane et turque qui, tout en s'adressant à un large public, offre une contribution critique et argumentée à un champ de recherches fortement polarisé.

NOÉMI LÉVY-ARSKU

1 - Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, [2004] 2007.

2- Çiğdem KAFESCIOĞLU, *Constantinopolis/Istanbul: Cultural Encounter, Imperial Vision and the Construction of the Ottoman Capital*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2009; Shirine HAMADEH, *The City's Pleasures: Istanbul in the Eighteenth Century*, Seattle, University of Washington Press, 2008.

3- Maurus REINKOWSKI, *Die Dinge der Ordnung. Eine vergleichende Untersuchung über die osmanische Reformpolitik im 19. Jahrhundert*, Munich, R. Oldenbourg 2005; Butrus ABU-MANNEH, « The Islamic Roots of the Gülhane Rescript », *Die Welt des Islams*, 34, 1994, p. 173-203.

4- Taha PARLA et Andrew DAVIDSON, *Corporatist Ideology in Kemalist Turkey: Progress or Order?*, Syracuse, Syracuse University Press, 2004.

### **Dimitri Skopelitis et Dimitri Zufferey**

*Construire la Grèce, 1770-1843*

Lausanne, Éd. Antipodes, 2011, 408 p.

Depuis quelques décennies, l'abondante bibliographie anglophone sur l'histoire de la Grèce moderne et contemporaine a ouvert de nouvelles pistes de recherche. En Allemagne, une histoire concise de la Grèce a vu le jour récemment<sup>1</sup>, s'ajoutant à un certain nombre d'éditions originales et de traductions sur ce sujet. En revanche, les ouvrages synthétiques sont rares en français, le meilleur parmi eux datant de 1953<sup>2</sup>. Sous cet aspect, cette monographie arrive à propos. Elle représente, selon la préface de Michel Porret, la « synthèse remaniée d'un remarquable mémoire de maîtrise en histoire moderne » (p. 7), rédigée sous sa direction en 2007.

Centrée sur les « mécanismes essentiels qui, par leur évolution, ont contribué, chacun à sa manière, à la création et à l'édification d'un État » (p. 25), l'étude traite de la formation de l'État-nation grec depuis l'apparition des Lumières néohelléniques jusqu'à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Le cadre chronologique de cette approche historique du premier État européen « issu d'un empire multiethnique tel que l'empire ottoman » (p. 14) est délimité par des dates conventionnelles : en effet, si l'année 1770 représente,

selon Constantin Dimaras, la date de naissance du mouvement des Lumières<sup>3</sup>, l'année 1843 ne marque pas l'accomplissement ou la fin de ce courant intellectuel, mais la date précise d'une insurrection politique qui vise à l'obtention d'une constitution.

Cette pluralité d'approches correspond à la diversité des champs étudiés qui vont des Lumières (françaises et grecques) à la législation, l'administration et la politique extérieure établies par la Régence à partir de 1833, et du philhellénisme franco-allemand avant et pendant la guerre de l'Indépendance à la querelle des autochtones et hétérochtones. De même que les différents domaines de recherche abordés, les points de vue adoptés se multiplient et se confondent tout au long du récit : tantôt il est question de l'imaginaire identitaire des Grecs, reconstitué selon des sources primaires ou secondaires, tels que des textes historiographiques, politiques, littéraires ou de droit international, tantôt la perspective est celle des Occidentaux, philosophes et voyageurs, hommes d'État et diplomates. Ce pluralisme méthodologique ne facilite ni la lecture ni une interprétation cohérente des faits historiques.

Le livre est composé de sept chapitres allant de la construction idéologique de l'hellénisme moderne au règne absolu d'Othon I<sup>er</sup>. Leurs intitulés constitués d'infinitifs (« Penser la Grèce », « Préparer la révolution », « Libérer les Grecs », etc.) révèlent la méthode globaliste et par conséquent schématique de présentation de cette longue période. Car comment exposer en quelques pages seulement la perception de la Grèce ottomane par les voyageurs français du XVIII<sup>e</sup> siècle ? Comment résumer dans un chapitre l'histoire diplomatique de la Révolution grecque ou le mouvement « polymorphe » du philhellénisme en passant de l'*Hypérion* de Friedrich Hölderlin à la *Scène héroïque* d'Hector Berlioz, et de François-René de Chateaubriand aux Légions des philhellènes et aux Propylées de la ville de Munich ? Comment maîtriser la bibliographie sur les Lumières grecques qui regroupe, de 1945 à 1995, « plusieurs centaines de monographies » (p. 26) sans réduire leur réception à trois tendances principales rattachées, à tort, à la question de la langue ? Finale-



ment, comment traiter, dans le même ouvrage, de la vie intellectuelle au sein de l'empire ottoman, des projets révolutionnaires, du gouvernement de Ioannis Capodistrias, de la Régence et du roi Othon I<sup>er</sup>, sur les plans politique, diplomatique, administratif et culturel ?

Le travail de Dimitri Skopelitis et Dimitri Zufferey demeure impressionnant par la richesse de son matériau, l'ampleur de la recherche et de la bibliographie consultée, et les traductions effectuées à partir du grec et de l'allemand. Cependant la période en question est trop longue, trop complexe et trop connue pour permettre une présentation approfondie, puisqu'elle couvre non seulement le processus du passage difficile de l'empire ottoman à la guerre d'Indépendance, puis la construction de l'État, et l'établissement ainsi que la chute de la monarchie absolue, mais aussi une multitude de questions relevant de disciplines diverses. Or un aperçu pertinent de soixante-dix ans d'histoire « pré-nationale » et nationale, politique et culturelle présuppose une méthodologie impeccable, un choix minutieux des références et surtout une longue pratique d'historien.

Ainsi ce n'est pas un hasard si plusieurs études cruciales n'ont pas été prises en compte, si l'historiographie grecque est représentée par des ouvrages souvent surannés et des manuels scolaires, si l'image orientaliste de la Grèce ottomane est fondée sur deux récits de voyage (Charles de Sainte-Maure en 1724 et Pierre Augustin Guys en 1783) et quelques articles d'encyclopédie, si les activités éditoriales et éducatrices dans les Principautés danubiennes sont passées sous silence, si le rôle d'Adamante Coray est réduit à l'invention de la *katharevoussa*, si l'archevêque Eugène Voulgaris devient « le symbole de la lutte grecque contre l'occupant » (p. 57) et si Missolonghi est mentionné parmi les grands centres intellectuels de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle !

Ce livre, ambitieux dans son dessein, présente d'évidents problèmes de synthèse, des faiblesses et des contradictions. Il souffre de répétitions, surtout dans sa première partie qui porte sur la construction idéologique et poli-

tique de la Grèce préévolutionnaire. Le lecteur averti tombe sur des anachronismes, par exemple lorsqu'il est question d'« empire grec » ou « byzantin » au sein du projet « grec » de Catherine II de Russie ou de la société secrète Philiki Hétairia, bien avant l'irrédentisme gréco-bavarois. L'ouvrage véhicule les images stéréotypées des Grecs « éternels » au travers d'aphorismes tels que « l'amour que les Grecs portent à leur pays » (p. 13), « un peuple sans cesse en rébellion [...] contre la puissance ottomane » (p. 15), « La Grèce est l'Europe » (p. 24), etc. Enfin, il recèle des fautes ou des interprétations erronées : ainsi le jacobin grec Rhigas Velestinlis aurait conçu non pas l'idée d'une république multinationale, mais celle « d'un État pour les Grecs » (p. 17) ; sa *Carte* serait le « manifeste cartographique de la future Grande idée » (p. 104 et 304) ; les Phanariotes auraient occupé des postes importants « au sein même du Patriarcat » (p. 32) ; le meurtre du premier gouverneur Jean Capodistrias aurait marqué « la fin de la République révolutionnaire » (p. 21) ; les combattants de l'*Epanastasis* étaient tous des klephtes et la détermination de la nationalité grecque serait due aux grandes puissances – pour ne citer que quelques-unes de ces erreurs. Il faudrait, malgré tout, signaler que les meilleurs pages du livre sont celles consacrées à la « Bavarocratie ».

Dans son ensemble, cet ouvrage témoigne d'une conception linéaire du temps historique sans ruptures apparentes et sans nuances. D. Skopelitis et D. Zufferey ont pris le risque de publier un travail, certes de longue haleine, qui aurait pu être précieux s'il avait été réalisé dans d'autres conditions.

MARIE-ÉLISABETH MITSOU

1 - Ioannis ZELEPOS, *Kleine Geschichte Griechenlands: von der Staatsgründung bis heute*, Munich, C. H. Beck, 2014.

2 - Nicolas G. SVORONOS, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, PUF, 1953.

3 - Constantin DIMARAS, *La Grèce au temps des Lumières*, Genève, Droz, 1969 [éd. grecque en 1989].

**Jeanne Moisand**

*Scènes capitales. Madrid, Barcelone et le monde théâtral fin de siècle*

Madrid, Casa de Velásquez, 2013, 420 p. et VIII p. de pl.

Si le théâtre du Siècle d'or est relativement bien connu en France, l'activité dramatique en Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle l'est beaucoup moins, même parmi les spécialistes d'histoire des spectacles. Aussi l'ouvrage de Jeanne Moisand, tiré de sa thèse de doctorat, a-t-il le grand mérite de combler un vide bibliographique en langue française et de réintégrer l'Espagne dans une histoire européenne des spectacles au XIX<sup>e</sup> siècle. En outre, son étude – c'est d'ailleurs par ce biais qu'elle est introduite – permet de relativiser la théorie du retard espagnol à l'époque contemporaine. Dans la continuité des travaux d'un certain nombre d'historiens espagnols, J. Moisand choisit d'« investir le terrain du culturel pour prolonger les révisions de l'historiographie récente » (p. 4). Dans une Espagne encore fortement marquée par l'analphabétisme jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, la très forte expansion de la production de spectacles entre 1870 et 1910 est bien évidemment un fait social, culturel et politique de toute première importance.

Tout en multipliant les approches, l'auteure s'intéresse en priorité à l'analyse du système de production théâtrale et, par là même, elle se situe sans ambiguïté dans le prolongement des travaux de son directeur de thèse, Christophe Charle. Plus précisément, la jeune chercheuse revendique une filiation nette avec *Théâtre en capitales*<sup>1</sup>, ajoutant Madrid et Barcelone aux quatre villes déjà étudiées par son directeur. En effet, par une approche audacieuse (et très réussie) d'histoire comparée, J. Moisand a concentré son analyse sur ces deux métropoles, enrichissant d'une page originale l'histoire de leurs relations conflictuelles. L'étude conjointe de ces deux capitales culturelles, outre qu'elle illustre la « mise en place d'une double centralisation culturelle dans l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 14), se révèle fructueuse et le va-et-vient permanent entre les deux villes constitue un moyen efficace d'approfondir et d'affiner les analyses.

Le livre se divise en quatre parties. La première a pour thème « L'espace du théâtre ». J. Moisand commence par broser un utile panorama des transformations urbaines, sociales et culturelles de Madrid et de Barcelone entre 1870 et 1910, avec une attention particulière accordée à la culture de l'imprimé. En abordant la vie théâtrale, elle souligne d'emblée ce qui en constitue la principale originalité par rapport aux autres pays européens : le développement à partir de 1867 du « théâtre par heure » qui permet à chaque établissement de proposer dans la même journée quatre séances d'une heure, à un prix très accessible. L'étude détaillée de la multiplication des salles permet de mettre en lumière « la densité plus forte de l'offre théâtrale à Madrid et à Barcelone qu'ailleurs [en Europe] » (p. 53). La création de « promenades théâtrales » est à noter, de même que les fortes différences de localisation des salles entre les deux villes. Peu cher, offrant des horaires adaptés aux différents publics, présent dans tous les quartiers, le théâtre est alors « le lieu culturel le moins clivé » (p. 58). L'analyse des mutations architecturales et géographiques des salles (qui ne s'appuie hélas que sur une iconographie restreinte du fait sans doute de contraintes éditoriales) pose notamment la question du « théâtre national » à Madrid et celle du lien entre théâtre et identité catalane à Barcelone. Cette dernière ville, au reste, se singularise par sa profusion de salles associatives et par le développement, après 1900, de modestes « cabanes de spectacle ».

Dans la deuxième partie (« Capital et travail dans l'industrie théâtrale »), J. Moisand entreprend d'analyser l'économie du spectacle qui se met en place, avant de s'intéresser aux acteurs et aux auteurs. Libéralisée en 1869, cinq ans après la France, l'activité théâtrale espagnole connaît deux grandes phases de croissance, dans les années 1860 et 1870 puis dans les années 1900 (une période marquée par l'essor des variétés et du cinéma – deux alliés qui deviendront vite des concurrents). Maniant avec brio différents types de sources (en particulier fiscales), l'auteure excelle dans la description de cette économie du spectacle dont elle montre à la fois les spécificités et les similitudes par rapport aux autres pays européens.

Son analyse du personnel artistique est également réussie et offre un panorama complet de l'évolution des conditions de travail, sans compter de fort belles pages sur le vedettariat et sur la féminisation des premiers rôles. On peut toutefois regretter que le *género chico*, la forme courte qui caractérise le « théâtre par heure », très souvent évoquée, ne fasse pas l'objet d'une présentation spécifique, laquelle aurait été fort utile au lecteur peu familier avec cette culture. Le long chapitre consacré aux auteurs, de même, tout en présentant des développements intéressants sur le droit d'auteur, pêche par la volonté d'établir une typologie dont les subtilités brouillent quelque peu la démonstration.

Avec la troisième partie (« Territoires culturels »), l'enquête se concentre sur les circulations des œuvres. J. Moisand redonne à l'Espagne, périphérique à l'échelle européenne, une place centrale dès lors qu'on la situe dans un espace atlantique. La passionnante étude des traducteurs et celle du travail d'adaptation des pièces (joliment évoqué par l'expression « douanes morales », p. 218) comptent parmi les passages les plus novateurs du livre. Le délicat exercice d'histoire des représentations que constitue l'analyse des répertoires sous l'angle des mœurs familiales et des différences sexuelles est de même accompli avec une grande finesse – que l'attention se porte sur un drame de Pérez Galdós ou sur la mise en scène du petit peuple par le *género chico*.

Dans une quatrième partie (« La communauté politique au spectacle »), l'étude des répertoires est étendue à la question nationale et aux problèmes politiques contemporains. Pièces historiques, zarzuelas, grands spectacles patriotiques, comédies politiques (portant en particulier sur la vie politique au village), drames sociaux : l'auteur mobilise une grande variété de genres pour illustrer celle des discours portés par la parole théâtrale, avec une force qui suscite parfois interdiction et censure. L'ouvrage se termine par un chapitre consacré au public analphabète. Le choix est habile car, par l'étude du théâtre amateur, des variétés ou encore des meetings politiques tenus dans les salles de spectacle, J. Moisand montre bien, à nouveau, l'originalité de l'Espagne au sein du paysage théâtral européen. Décidément, celui

qui désormais voudra parcourir l'Europe des spectacles du XIX<sup>e</sup> siècle, de capitale en capitale, ne pourra plus faire autrement que de s'arrêter à Madrid et à Barcelone. On ne peut qu'être reconnaissant envers J. Moisand d'avoir ainsi étendu le périmètre de l'histoire culturelle des spectacles.

JEAN-CLAUDE YON

1 - Christophe CHARLE, *Théâtre en capitales. Naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne, 1860-1914*, Paris, Albin Michel, 2008.

### Raphaël Muller

*Le livre français et ses lecteurs italiens. De l'achèvement de l'unité à la montée du fascisme*

Paris, Armand Colin, 2013, 371 p.

Investi d'une forte dimension symbolique, le livre est un objet d'histoire dont l'étude peut conduire à privilégier les représentations aux réalités. Raphaël Muller a su éviter cet écueil dans cette étude tirée de sa thèse de doctorat sur l'histoire du livre français en Italie de 1880 à 1920. L'intérêt et l'originalité de l'ouvrage tiennent au parti pris de l'auteur de considérer les volumes imprimés comme un « objet commercial » (p. 220) à part entière, au lieu d'adopter principalement le prisme de l'instrument politique ou du vecteur de contenus littéraires.

Pour autant, l'ouvrage ne manque pas de se situer par rapport aux grandes questions qui dominent la période : R. Muller s'attache à démontrer l'existence d'une certaine autonomie de l'économie du livre vis-à-vis des relations diplomatiques et politiques entre la France et l'Italie, du moins pour la période qui précède la Première Guerre mondiale. Il infirme ainsi la thèse classique selon laquelle la culture française aurait eu tendance à reculer en Italie au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, au profit de la culture allemande. Il propose d'adopter « une vision éclatée des champs du savoir » (p. 165) en considérant que, dans l'espace scientifique et littéraire italien, la France et l'Allemagne exercent plutôt des dominations sectorielles simultanées que des hégémonies successives.

Les politiques d'acquisition des bibliothèques italiennes privilégiaient ainsi des ouvrages venus d'Allemagne pour la philologie et la philosophie, tandis que pour les livres d'histoire, de littérature, de droit ou de médecine, les livres français ont eu durablement l'avantage. La continuité tend donc à l'emporter sur les inflexions, jusqu'à ce que la Grande Guerre institue une nouvelle hiérarchie des valeurs qui conduisit, en Italie, à privilégier encore plus nettement le livre français dans une optique de propagande de guerre mais aussi dans des logiques commerciales.

L'auteur mobilise une ample bibliographie italienne et française pour dresser un tableau d'ensemble des rapports entre la population transalpine et la lecture, notant au passage qu'il convient de distinguer recul de l'analphabétisme et pratique effective et régulière de la lecture. Si de « nouveaux lecteurs » (p. 47) émergent à la faveur de l'urbanisation et de la diffusion de l'instruction, leur rapport aux imprimés passe d'abord par la presse. Cependant, l'univers des publications périodiques et celui du livre sont souvent imbriqués, comme le montrent les analyses consacrées au journal *Il Secolo*, détenu par l'éditeur milanais Edoardo Sonzogno. Le réseau de diffusion du quotidien sert de support pour la vente des ouvrages de la maison d'édition. L'auteur souligne également que le français est la langue étrangère la plus diffusée et la mieux connue dans l'Italie libérale. Cet idiome sert aussi de voie d'accès aux publications allemandes ou russes non traduites en italien.

Après ce chapitre liminaire, R. Muller explique sa démarche et les directions qu'il a choisies pour repérer et suivre le livre français en Italie (chap. 2). Il ne sépare pas la dimension intellectuelle de ces transferts culturels des conditions matérielles dans lesquelles leur importation s'opère. R. Muller recourt à des modèles d'interprétation qualitatifs, comme lorsqu'il applique la notion d'intertextualité à l'étude de textes littéraires italiens, tout en s'attachant à quantifier le volume des ouvrages français ayant traversé les Alpes. Il mobilise les registres douaniers, non sans souligner les limites et les imperfections de ces données sérielles pour l'historien.

La question qui parcourt les chapitres 3 et 4 porte sur l'évaluation de la part qui revient aux

acteurs privés et aux pouvoirs publics en matière de lecture et d'importation d'ouvrages étrangers. L'auteur s'attache à démontrer que le poids des acteurs privés est déterminant dans la prégnance du livre français en Italie. Il applique cet angle de lecture pour interpréter les séries de bulletins d'acquisition d'œuvres modernes étrangères des bibliothèques italiennes, qu'il traite par des décomptes bibliométriques.

S'il existe bien des orientations institutionnelles en matière d'acquisition – comme celle qui vise à faire acquérir par les bibliothèques du royaume ce qui s'écrit sur l'Italie hors des frontières –, la fréquente occurrence des ouvrages français parmi les listes des acquisitions d'œuvres étrangères s'explique aussi par une volonté d'adapter les fonds proposés aux goûts du public. L'appétence pour le livre français porte alors massivement sur des ouvrages récemment parus. La dialectique reposant sur la relation entre structures publiques de lecture et lecture privée inspire une réflexion sur des pratiques individuelles, envisagées à travers des exemples significatifs de bibliothèques privées italiennes riches en ouvrages français, comme celle de l'économiste et ancien président du Conseil Luigi Luzzatti, conservée à Venise.

L'auteur peut dès lors affirmer la thèse du primat des acteurs privés en examinant tour à tour les enjeux de la traduction du livre français en Italie et le fonctionnement du marché éditorial sur le territoire italien (chap. 5 et 6). Ces chapitres éclairent le dynamisme et les recompositions du paysage éditorial italien. À la différence de la prépondérance exercée par Paris sur l'édition française, la configuration transalpine est polycentrique. Ce sont des éditeurs milanais, E. Sonzogno et Emilio Treves, ainsi qu'un éditeur florentin, Adriano Salani, qui jouent un rôle déterminant dans la traduction et la diffusion du livre français en Italie. Pour l'auteur, l'analyse des rivalités entre les entreprises du secteur éditorial permet de dépasser l'idée selon laquelle la circulation du livre français en Italie mettrait en contact deux nations considérées comme des entités homogènes.

À l'intérieur du marché italien, des clivages s'observent. Alors que les bibliothèques italiennes sont très attentives à acheter des

ouvrages de sciences sociales parus en langue française, les éditeurs italiens traduisent surtout les genres littéraires et en particulier des romans. Au total, l'auteur identifie 4 483 livres français traduits en italien entre 1886 et 1913. Parmi eux, plus de 2 500 émanent du genre littéraire, dont 1 792 sont des romans, ce qui témoigne de l'écrasante domination du genre. Or, R. Muller insiste, ce ne sont pas les œuvres d'auteurs consacrés par la critique qui franchissent le plus la frontière mais plutôt les différentes formes du roman populaire. Les œuvres de Stendhal ou Gustave Flaubert connaissent peu de nouvelles traductions, notamment parce que ceux qui souhaitent les lire en Italie préfèrent la version originale, à l'instar des familiers du cabinet de lecture Vieusseux, à Florence. Le dernier chapitre s'appuie sur le cas de Milan, ville en forte croissance démographique durant la période et lieu d'observation privilégié des mutations du rapport de la population urbaine italienne au livre.

Dès lors, à la lueur de cette enquête, il est possible de considérer avec l'auteur que, si la diffusion du livre français en Italie a pu avoir un impact sur la formation dans la péninsule d'un imaginaire concernant le pays voisin, cette présence est demeurée ambivalente. Celle-ci agit moins comme un outil mécanique de rapprochement que comme une source susceptible d'alimenter défiance et fascination, non seulement envers la France mais surtout envers Paris, cadre de nombreux feuilletons et romans populaires traduits en italien durant la période.

JÉRÉMIE DUBOIS

### **Bruna Bagnato**

*L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962)*

Soveria Mannelli, Rubettino, 2012, 799 p.

L'historiographie sur la guerre d'Indépendance algérienne, déjà très riche et abondante, connaît depuis plusieurs années un profond renouvellement suscité en partie par l'arrivée de nouveaux chercheurs porteurs d'une approche globale du conflit. Ainsi, la guerre d'Algérie, libérée d'une optique franco-algérienne étriquée et resituée dans le cadre analytique des

équilibres globaux de l'après Seconde Guerre mondiale, a pu être définie comme une « révolution diplomatique<sup>1</sup> ». La France, qui avait remporté la bataille sur le terrain militaire, perdit néanmoins la guerre sur le plan politique, ce que Jean Lacouture avait qualifié de « paradoxe absolu<sup>2</sup> ».

Le livre de Brunna Bagnato participe de ce renouveau, restituant dans le moindre détail la complexité de l'enjeu géopolitique méditerranéen vu de l'Italie, « seul pays à la fois atlantiste, européen et anticolonial » (p. 18). Le cas italien, qui avait déjà attiré l'attention des historiens français<sup>3</sup>, trouve ici une étude de référence.

L'objectif de l'auteure est de « comprendre comment l'Italie s'est mesurée à la question algérienne en essayant de donner un poids aux variables de nature internationale et interne qui, dans leur entrecroisement, déterminèrent sa perception du conflit (et les, éventuelles, réactions) » (p. 12). Elle y parvient dans un livre-fresque imposant sur un épisode crucial de l'après-guerre en Italie et dans le monde, au moment où « l'axe Nord-Sud croisait, et modifiait, les termes de la confrontation Est-Ouest », déplaçant ainsi « la guerre froide sur le nouveau terrain d'une 'coexistence compétitive' où le mètre de la puissance devenait beaucoup plus ductile et articulé » (p. 215).

Par une approche diachronique fine, B. Bagnato suit l'élaboration de la politique étrangère italienne au plus près : sont analysés au jour le jour, souvent heure par heure, les contradictions, les revirements, les ambiguïtés d'une politique écartelée entre fidélité européenne et atlantiste d'un côté et velléité de se tailler un rôle d'importance en Méditerranée, notamment vis-à-vis des entités indépendantes naissantes en Afrique du Nord, de l'autre.

À l'aide d'une mobilisation de sources archivistiques parfois vertigineuse, les positions de tous les acteurs sont prises en compte : présidence de la République, Premier ministre et gouvernement, ministère des Affaires étrangères, partis politiques, presse. Sont aussi considérées, en nécessaire contrepoint, les positions des pays du Maghreb, des États-Unis, de l'Europe et, évidemment, de la France ; la relation franco-italienne constituant le vrai « fil

rouge du travail » (p. 14). Les événements sont, de fait, souvent analysés à plusieurs reprises. Mais ce qui pourrait sembler de prime abord redondant se révèle être une technique efficace pour apprécier – dans une sorte d'« effet Rashomon » – la lecture singulière que chacun des acteurs donne des événements, selon son point de vue et ses priorités.

En 1949, l'Italie, suite à la perte de ses colonies africaines (Libye, Érythrée et Somalie) sur décision de l'ONU, avait rapidement considéré l'« opportunité de l'anticolonialisme comme moyen d'action diplomatique » (p. 34). Toutefois, si ce choix « pro-arabe » imposa un « double registre de langage » (p. 39), l'option occidentale et européenne ne fut jamais remise en question. Il en est de même pour le rapport privilégié entretenu avec la France. Non seulement parce que sans la France la construction européenne aurait probablement été abandonnée, mais également parce que, dans une politique avouée de *do ut des*, l'appui du voisin transalpin pouvait être déterminant pour obtenir un siège à l'ONU ou prendre part aux débats sur les questions encore ouvertes de Trieste et du Haut-Adige. Une fois entrée à l'assemblée générale des Nations unies, l'Italie ne manqua ainsi jamais de soutenir la France, laquelle contestait toute intrusion onusienne dans son « problème interne » relatif au « maintien de l'ordre en Afrique du Nord ». Une dérogation au principe de la *domestic jurisdiction*, pensait-on d'ailleurs à Rome, aurait pu avoir de désagréables conséquences dans le contentieux *alto-atesino* avec Vienne.

B. Bagnato identifie deux phases dans l'attitude italienne à l'égard de la guerre : avant et après mai-juin 1958. À une politique initiale très prudente succède, après le retour de Charles de Gaulle et son discours sur l'autodétermination en 1959 notamment, une diplomatie plus soucieuse des intérêts économiques et politiques de l'Italie sur l'échiquier méditerranéen. Ce qui correspond au moment où s'élabore l'hypothèse du centre-gauche, ainsi qu'une politique dite « néo-atlantiste » qui devait permettre à la Démocratie chrétienne (DC) et au Parti socialiste d'« expérimenter sur le plan international des convergences qui auraient pu préparer la voie de leur future collaboration

gouvernementale » (p. 210). Le secrétaire de la DC, Amintore Fanfani, le président d'Ente Nazionale Idrocarburi, Enrico Mattei, le président de la République, Giovanni Gronchi, ainsi que le maire de Florence, Giorgio La Pira, furent les artisans de ce « nouveau courant » de la politique méditerranéenne de l'Italie. Politique tant officielle qu'officieuse, caractéristique d'un pays toujours contraint à l'oxymore, parce que s'il restait indéniablement attaché à l'Europe et à l'OTAN, le gouvernement italien se trouvait en même temps confronté à une opinion publique qui, à partir de 1957, regardait la lutte des Algériens avec une sympathie croissante. Cette nouvelle « guerre de libération » rappelait directement aux Italiens la *Resistenza* ou même, aux plus cultivés, le *Risorgimento*.

Au quai d'Orsay, le ministère n'avait que peu de compréhension pour une politique jugée « équivoque », à l'image de celle des ducs de Savoie « qui aimaient avoir une carte dans chaque jeu » (p. 576). Le livre de B. Bagnato démontre au contraire que, lorsqu'il fallut choisir, et voter (comme à l'ONU), le gouvernement italien s'accorda toujours prioritairement avec l'axe OTAN-Europe-France, parfois même au détriment de ses intérêts économique-politiques en Méditerranée. La thèse d'une Italie constamment philo-arabe, car animée par une politique énergique libre et agressive, est ainsi fortement redimensionnée, sans que soit pour autant oublié le rôle très peu *politically correct* de Mattei, auquel sont dédiées plusieurs pages éclairantes.

En fin de compte, conclut B. Bagnato, la guerre d'Indépendance algérienne vue depuis la péninsule ne fut rien d'autre qu'une « sorte de banc d'essai d'une possible évolution de la politique étrangère italienne, de ses potentialités, de ses limites, de sa capacité d'intercepter les exigences changeantes d'un pays qui se préparait d'abord et arrivait ensuite à la politique du centre-gauche et du boom économique » (p. 749-50).

La lecture terminée, on ressent toutefois un certain décalage. L'ouvrage ne traite en fait que très peu des Algériens, et encore moins des combattants. L'approche par l'histoire des relations internationales revendiquée par l'auteure

est bien sûr légitime et menée avec finesse, mais ne pas prendre en compte le déroulement de la guerre sur le terrain peut conduire à surévaluer l'importance du politique, voire à négliger l'indispensable distance à conserver vis-à-vis de ses sources. C'est le cas, entre autres, du massacre du village de Melouza que B. Bagnato considère comme une conséquence directe de « la chute du gouvernement Mollet et de la crise politique française » (p. 224).

Dans un ouvrage par ailleurs si précis et détaillé, on est surpris par la relative pénurie d'informations sur les Algériens, et par les fréquentes et malencontreuses erreurs orthographiques au nom du futur président Ferhat Abbas. Le titre du livre prête aussi à confusion. B. Bagnato restreint l'« Italie » au gouvernement et à la diplomatie, alors que peu de pages sont dédiées à l'« opposition militante » de gauche ou de droite. Pourtant les liaisons – idéales mais aussi réelles – entre le FLN et la gauche, ainsi qu'entre l'OAS et les néofascistes furent importantes, et ne manquèrent sûrement pas

d'inquiéter le gouvernement. Suivant l'étude pionnière de Quinn Slobodian sur le cas allemand<sup>4</sup>, l'influence de la guerre d'Indépendance algérienne dans la généalogie de la nouvelle culture politique qui marqua les « années de la conflictualité », le « long 68 » italien reste encore à étudier, autant à gauche qu'à droite.

ANDREA BRAZZODURO

1 - Matthew J. CONNELLY, *L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie*, trad. par F. Bouillot, Paris, Payot, [2002] 2011.

2 - Jean LACOUTURE, *Algérie 1962, la guerre est finie*, Bruxelles, Éd. Complexe, 2002, p. 24.

3 - Romain H. RAINERO, « L'Italie entre amitié française et solidarité algérienne », in J.-P. RIOUX (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p. 389-396; Stéphane MOURLANE, « La guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes (1958-1962) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 217-1, 2005, p. 77-90.

4 - Quinn SLOBODIAN, *Foreign Front: Third World Politics in Sixties West Germany*, Durham/Londres, Duke University Press, 2012.